

LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION
ET
DE L'AGRICULTURE

CONDITIONS
ACTUELLES **1951**
ET PERSPECTIVES



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ROME - 1951

C51/20

LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION
ET
DE L'AGRICULTURE

CONDITIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES - 1951

TABLE DE MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
1. Examen de la situation et des perspectives mondiales	
Production, commerce et consommation des produits agricoles en 1950/51	7
Conditions économiques générales influant sur l'agriculture	10
Perspectives de l'alimentation et de l'agriculture	18
2. Examen de la situation et des perspectives par région	
Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada)	23
Europe (non compris l'Europe orientale)	26
Europe orientale et URSS	29
Amérique latine	32
Afrique	35
Proche-Orient	38
Extrême-Orient	40
Océanie (Australie et Nouvelle-Zélande)	45
3. Examen de la situation et perspectives par produits	
Céréales	49
Riz	53
Sucre	56
Produits d'origine animale	58
Produits de la pêches	61
Matières grasses	65
Fruits	69
Café	72
Thé	74
Cacao	76
Tabac	77
Coton	78
Laine	81
Fibres dures	84
Jute	85
Caoutchouc	87
Produits forestiers	89

4. Moyens de production

Engrais	95
Machines agricoles	97
Equipement forestier	99
Equipement pour les pêches	99
 ANNEXE	 101
 GRÀPHIQUES	
I. Indices de la production industrielle : Europe occidentale	12
II. Indices de la production industrielle : Autres parties du monde	13
III. Indices des prix de gros : Europe	16
IV. Indices des prix de gros : Autres parties du monde	17

AVANT-PROPOS

LE PRÉSENT rapport, qui s'attache tant au passé qu'aux perspectives pour l'avenir immédiat, est aussi complet que nous l'ont permis les circonstances difficiles de 1951. Les prévisions de récoltes ou les prévisions économiques ne peuvent jamais être absolument exactes, mais les indications que nous donnons ici, sur la base de toutes les informations dont nous avons pu disposer, offrent le meilleur tableau que l'on puisse donner des perspectives au milieu d'août 1951.

Le présent rapport est moins complet que ceux qui l'ont précédé. On n'y trouvera pas, notamment, l'examen des diverses questions par pays, et nous avons dû remplacer par des approximations plus larges bien des nombres-indices et des estimations que l'on avait l'habitude d'y faire figurer. Au printemps dernier, le travail régulier de la FAO s'est trouvé extrêmement ralenti pendant deux mois, sinon plus, par suite des difficultés matérielles qui ont accompagné le transfert du personnel et des dossiers de Washington à Rome et la réinstallation des services au nouveau Siège. L'Organisation a perdu bon nombre de membres expérimentés du personnel et n'a pas encore entièrement pourvu à toutes les vacances ; quant aux nouveaux fonctionnaires, il leur faut nécessairement un certain temps pour se familiariser avec leur nouveau travail. Tel qu'il se présente, notre rapport, nous en sommes convaincus, reflète suffisamment bien les principaux traits de la situation actuelle de l'agriculture et de ses perspectives pour être utile aux Etats Membres et au grand public.

Nous espérons, après les cinq années d'existence de la FAO, pouvoir signaler des progrès plus importants dans la production agricole et la consommation alimentaire, surtout dans les régions où les difficultés et la pénurie étaient le plus accentuées. Tout un ensemble de circonstances : destructions ou dégâts provoqués par la guerre, augmentation continue des populations, sécheresses, inondations, troubles sociaux, mobilisation de la main-d'œuvre par les forces armées, manque de préparation de nombreux pays à un développement rapide et actif, ont empêché les progrès réels d'être aussi grands qu'on ne l'avait espéré.

Si l'on peut signaler certains progrès dans bon nombre de régions, il en est, parmi les plus dés-heritées, où la consommation alimentaire par habitant, meilleure certes qu'elle ne l'était dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre, n'atteint pas encore le niveau déjà faible d'avant la guerre. Dans d'immenses régions qui comptent plus de la moitié de la population mondiale, l'agriculture ne dispose guère que de matériel insuffisant, d'outils peu nombreux et légers, et recourt à peine aux engrais ou aux pesticides. L'analphabétisme y est très répandu, les ressources naturelles et agricoles y sont mal exploitées, et souvent les impôts, les loyers et le taux élevé de l'intérêt pèsent lourdement sur les agriculteurs. La hausse rapide des prix des matières premières depuis le début du conflit coréen a permis aux pays exportateurs de matières premières d'augmenter leurs réserves en devises étrangères, mais le développement des mesures de défense menace de réduire les fournitures d'engrais, de pesticides et de matériel agricole, qui sont mises à leur disposition. Dans un grand nombre de ces pays qui sont insuffisamment développés, les besoins croissants de la défense peuvent avoir pour résultat de ralentir les programmes actuels de développement économique, si modestes soient-ils.

Si l'on veut atteindre plus rapidement les buts de la FAO, c'est-à-dire donner à toutes les populations une alimentation suffisante et améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population mondiale, il est indispensable que tous les pays unissent leurs efforts. Les pays insuffisamment développés devront affronter le problème de leur développement agricole et industriel avec une plus grande énergie et une plus grande détermination. Quant aux pays fortement industrialisés, il leur faudra prendre des mesures particulières pour soutenir et accélérer le développement économique des pays moins favorisés qu'eux, pendant la période difficile qu'ils devront traverser. Pour cela, il faudra non seulement poursuivre et élargir le programme d'assistance technique dont la réalisation est maintenant bien avancée, mais aussi aider ces pays à se procurer des crédits et à importer les produits et l'équipement indispensables à la réalisation de leurs programmes de développement. Il faut s'attacher tout particulièrement à répartir de manière pertinente les produits chimiques, l'acier et les autres matières premières difficiles à se procurer, de manière à assurer à ces pays, malgré les nécessités de la défense, une livraison régulière des moyens de production indispensables à l'agriculture.

La mise au point de programmes gigantesques de défense risque sérieusement de faire perdre de vue les besoins réels de l'agriculture. Non seulement cela pourrait avoir pour conséquence de diminuer les approvisionnements dans les régions les moins développées, mais aussi d'enrayer pour l'avenir tout progrès de la production, ou même de réduire la production actuelle dans les régions plus développées où l'agriculture a fait depuis la guerre des progrès très marqués. Du point de vue des besoins de l'ensemble des régions, que leur développement économique soit faible ou fort, il est absolument indispensable, au cours des prochaines années, d'assurer à l'agriculture des approvisionnements suffisants. Même s'il faut pour cela limiter encore quelque peu l'offre de biens de consommation durables dans les pays très industrialisés, ce léger sacrifice de leur part sera, j'en ai la conviction, de leur propre intérêt, et représentera en même temps une contribution humanitaire à l'établissement d'un monde meilleur.

Comme nous l'indiquons dans ce rapport, l'évolution possible des événements au cours des deux prochaines années est extrêmement imprécise, car à l'incertitude de la situation économique et aux risques inhérents aux facteurs saisonniers : vents, pluie, chaleur et froid, viennent s'ajouter les incertitudes de la situation politique et militaire. Le monde travaille actuellement sous un régime de haute activité industrielle, de plein emploi dans la plupart des pays industrialisés, et les dépenses militaires augmentent rapidement. Après avoir monté de façon accélérée, les prix, et en particulier ceux des produits alimentaires, se sont stabilisés au cours de ces derniers mois, mais il se pourrait que l'on ait à constater bientôt une nouvelle pression inflationniste. La production et les réserves alimentaires se maintiennent d'une manière générale au niveau qu'elles avaient il y a quelque temps, mais elles se développent peu à peu et les perspectives de la récolte 1951/52 paraissent plutôt favorables. La production agricole augmente graduellement et la production animale se développe plus rapidement dans les régions où les effectifs d'ovins, de bovins et de porcins avaient été décimés au cours de la deuxième guerre mondiale. Les prix de revient élevés des matières premières importées et la concurrence qu'a provoquée l'augmentation rapide de la consommation intérieure dans les principaux pays exportateurs de produits alimentaires aggravent les difficultés monétaires et autres de beaucoup de pays importateurs de ces denrées.

Au point de vue des textiles, la situation continue à être difficile, mais on a de bonnes raisons d'espérer une augmentation substantielle des disponibilités de coton. Pour le café et le cacao, la consommation continue à égaler ou à dépasser la production, dont le développement actuel ne semble pas devoir modifier de si tôt cette situation. La demande pour d'autres produits déficitaires, huiles et graisses, caoutchouc et sucre, par exemple, continuera sans doute à être forte, mais il est possible que les prix de ces denrées ne se maintiennent pas, ou remontent bientôt aux chiffres record atteints dans la période 1950/51 où la spéculation avait poussé à l'extrême la vague d'achat. La production

du poisson tend rapidement à augmenter. Malgré le développement de la demande pour la consommation directe, des quantités de plus en plus grandes iront probablement à la transformation industrielle pour la production d'aliments préparés ou d'engrais. La production forestière, malgré son augmentation, reste encore assez inférieure à la demande, en particulier pour la pâte et le papier journal. Bien que les restrictions imposées au bâtiment par les besoins de la défense puissent avoir pour effet de réduire temporairement la demande de bois d'œuvre, les tendances à long terme indiquent que la demande augmentera beaucoup plus rapidement que les disponibilités mondiales. Aussi faudra-t-il intensifier les efforts afin d'augmenter l'accroissement forestier, améliorer la qualité des bois produits et utiliser plus complètement et plus efficacement toutes les ressources des forêts existantes et de leurs produits.

Ce bref exposé n'indique que quelques-uns des facteurs complexes et corrélatifs caractérisant la situation de l'agriculture, qui est la plus importante industrie du monde et occupe la plus grande partie de la population mondiale. Au delà de cette infinité d'aspects de la production et de la distribution de la plupart des matières premières indispensables à l'homme pour satisfaire ses principaux besoins — alimentation, vêtement et logement — une tendance apparaît clairement. Dans le monde entier, agriculteurs, pêcheurs et forestiers s'approchent de plus en plus du but que s'est fixé la FAO: donner suffisamment à tous. Mais ce progrès se fait beaucoup trop lentement. Il faudra l'accélérer et l'intensifier dans les années qui viennent. Pour atteindre ce résultat, malgré les difficultés et les charges qu'impose une période de réarmement mondial, tous les Etats Membres de la FAO et toutes les autres nations du monde devront mobiliser leurs efforts et les meilleures ressources de leur intelligence.

Le Directeur général

A handwritten signature in dark ink, reading "J. E. Dodd". The signature is written in a cursive style with a horizontal line underneath the name.

Chapitre I

**EXAMEN DE LA SITUATION ET DES
PERSPECTIVES MONDIALES**

Chapitre I

EXAMEN DE LA SITUATION ET DES PERSPECTIVES MONDIALES

PRODUCTION, COMMERCE ET CONSOMMATION DES PRODUITS AGRICOLES EN 1950/51.

Production alimentaire

En 1950/51, le volume total de la production alimentaire mondiale a dépassé celui de l'année précédente. L'indice de la production des principales denrées alimentaires, si l'on exclut l'URSS, a été de 109 (1934-38=100) contre 106 en 1949/50, et le volume de la production de bétail, viande et lait, a continué à se développer. Pour le poisson, les captures des principaux pays en 1950 ont excédé de près de 10 pour cent celles de 1949. Le maintien de l'indice de la production des principales récoltes alimentaires en 1950/51 au chiffre de 1948/49 ne signifie pas qu'aucun progrès n'ait été réalisé au cours des deux dernières années. En effet, les cultures n'ont bénéficié l'année dernière que de conditions atmosphériques moyennes, alors qu'en 1948 celle-ci avaient été excellentes dans la plupart des régions.

La production alimentaire globale de l'Amérique du Nord a peu varié par rapport à 1949/50. La production de blé a diminué d'environ 3 pour cent, alors que celle de l'ensemble des autres céréales est inchangée, le sucre marquant un léger accroissement. Aux États-Unis, l'augmentation de la production de viande, d'autres produits d'origine animale, de poisson et de sucre a compensé la diminution de celle de blé dans la production alimentaire globale.

En Amérique latine, la récolte de la plupart des cultures vivrières a dépassé celle de la campagne précédente, et la production alimentaire globale s'est accrue de 10 pour cent. La récolte de céréales a nettement dépassé celle de 1949/50 grâce surtout à l'amélioration de la récolte de maïs et de blé en Argentine et au Brésil. De même, la production de sucre, de viande et de poisson a continué à se développer dans cette région.

La production alimentaire de l'Europe (non compris l'URSS) a atteint un nouveau chiffre record pour l'après-guerre (95 pour cent du niveau

TABLEAU 1. — INDICE DU VOLUME DE LA PRODUCTION DES CULTURES ALIMENTAIRES (a)

RÉGIONS	1948/49	1949/50	1950/51
	(. . . . indice : 1934-38 = 100)		
Amérique du Nord.	161	150	151
Amérique latine.	114	109	120
Europe (non compris l'URSS)	92	91	95
Extrême-Orient.	98	95	98
Afrique et Proche-Orient	114	112	119
Océanie	110	120	108
TOTAL MONDIAL (non compris l'URSS).	109	106	109

a) Les indices sont basés sur la production de blé, de seigle, d'orge, d'avoine, de maïs, de riz, de pommes de terre, de sucre et de matières grasses. On a appliqué des coefficients de pondération uniformes à la production totale, sans tenir compte des quantités destinées à l'alimentation du bétail. On examine actuellement, en collaboration avec d'autres institutions internationales, les méthodes de calcul d'un indice portant non seulement sur des cultures alimentaires, mais également sur la production du bétail.

d'avant-guerre), en dépit de la sécheresse qui a sévi en Europe du Sud-Est (spécialement en Yougoslavie), et sérieusement touché la récolte de maïs. Le volume de produits du bétail et des pêches s'est aussi beaucoup développé.

En URSS, la production alimentaire a atteint son niveau le plus élevé depuis la fin des hostilités, la production de céréales étant officiellement estimée à 124 millions de tonnes. En ce qui concerne la viande et les produits d'origine animale, la production, bien qu'en expansion, semble encore éloignée du volume d'avant-guerre.

La production alimentaire de l'Extrême-Orient s'est améliorée dans l'ensemble. La récolte des céréales a dépassé légèrement celle de 1949/50, grâce surtout aux belles moissons récoltées en Chine ; dans l'Inde, le riz et les cultures tardives ont beaucoup souffert de la sécheresse et des inondations qui ont provoqué la disette dans certaines régions. En Afrique et au Proche-Orient, il semble que la production de céréales en 1950/51 ait dépassé d'environ 4 pour cent celle de la campagne précédente, la production des autres denrées restant presque inchangée.

En Océanie, le fléchissement enregistré dans la production des récoltes vivrières résulte de la diminution de la récolte de blé en Australie. Cette réduction a été toutefois compensée par l'accroissement de la production du bétail. Les prises de poisson ont également baissé.

Commerce des produits alimentaires

Bien que les approvisionnements alimentaires mondiaux aient légèrement dépassé ceux des

années précédentes, la production des cultures vivrières en Europe et en Extrême-Orient est restée en dessous du niveau d'avant-guerre, alors qu'en Asie l'accroissement démographique a été de 10 pour cent et que le niveau de consommation est demeuré très faible. Des échanges commerciaux ont permis d'atténuer la disparité entre les régions déficitaires et excédentaires, mais la situation est restée très difficile en Extrême-Orient où de plus fortes importations de blé et de céréales secondaires d'origine non asiatique furent nécessaires pour compenser la pénurie de riz.

En 1950, le volume total des échanges internationaux a dépassé de 12 pour cent celui de 1949, et il a continué à augmenter au début de 1951. Une grande partie de cet accroissement est due aux produits industriels et aux denrées agricoles à destination industrielle, tels les textiles, le caoutchouc, les cuirs et peaux. La guerre de Corée et ses répercussions sur la demande des marchés nationaux ont eu pour effet de provoquer une réduction des exportations globales en provenance d'Amérique du Nord et d'Océanie, quoique moins accentuée pour cette dernière, tandis que les exportations des autres régions vers l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale s'accroissaient sensiblement.

Le commerce de denrées alimentaires en 1950/51 a été plus élevé qu'en 1949/50, atteignant presque les niveaux d'avant-guerre. Les exportations de denrées alimentaires ont augmenté partout, sauf en Afrique et au Proche-Orient, tandis que les importations se développaient considérablement en Amérique latine, en Extrême-Orient, en Afrique et au Proche-Orient.

TABLEAU 2. — INDICE DU VOLUME DU COMMERCE DE DENRÉES ALIMENTAIRES (a)

RÉGIONS	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	1948/49	1949/50	1950/51	1948/49	1949/50	1950/51
	(..... indice : 1931-38 = 100)					
Amérique du Nord	327	297	308	83	97	97
Amérique latine	87	81	88	123	146	159
Europe (non compris l'URSS)	43	54	61	86	86	90
Extrême-Orient	34	38	44	85	83	91
Afrique et Proche-Orient	87	116	115	157	159	165
Océanie	105	100	110	140	125	125
TOTAL MONDIAL (non compris l'URSS)	89	90	100	90	92	96

a) Les indices sont basés sur le commerce de blé, de seigle, d'orge, d'avoine, de maïs, de riz, de pommes de terre, de sucre et de matières grasses. Les chiffres sur les céréales, à l'exclusion du riz, se rapportent aux périodes juillet-juin 1948/49, 1949/50 et 1950/51, et représentent les expéditions brutes des principaux exportateurs, auxquels on a ajouté les chiffres estimatifs des expéditions en provenance d'autres sources et des expéditions déclarées de produits à base de céréales par les pays importateurs. Le commerce du riz ne comprend pas les ré-exportations. On s'est servi des coefficients de pondération uniformes pour l'établissement des indices.

TABLEAU 3. — CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA TENEUR ÉNERGÉTIQUE ET PROTIDIQUE DE LA RATION ALIMENTAIRE PAR PERSONNE ET PAR RÉGION (a)

RÉGIONS	CALORIES			PROTÉINES			PROTÉINES D'ORIGINE ANIMALE		
	1948/49	1949/50	1950/51 Estimation provisoire des change- ments en pourcentage de 1949/50	1948/49	1949/50	1950/51 Estimation provisoire des change- ments en pourcentage de 1949/50	1948/49	1949/50	1950/51 Estimation provisoire des change- ments en pourcentage de 1949/50
	(..nombre par jour..)	(... % ...)	(... % ...)	(.grammes par jour.)	(... % ...)	(... % ...)	(..grammes par jour..)	(... % ...)	(... % ...)
Amér. du N. (b)	3 120	3 170	+1,5	90	91	+1	59	60	+1,5
Amérique lat. (c)	2 410	2 450	+1,0	67	68	+1	26	29	—
Europe (d)	2 690	2 750	+2,0	85	85	+1	33	36	—
Extrême-Or. (e)	1 890	1 890	+3,0	53	53	+2	6	7	—
Proche-Orient (f)	2 480	2 350	+5,0	76	72	+4	14	13	+8,0
Union Sud-Afr.	2 570	2 580	—	70	71	-1	25	26	-2,0
Océanie (g)	3 200	3 250	+1,5	96	99	—	65	66	+1,0

a) Ces chiffres sont basés sur la totalité des produits alimentaires consommés dans les régions et ne sont pas comparables au point de vue statistique avec les chiffres du tableau 1.

b) Canada et Etats-Unis.

c) Cuba, Mexique, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Uruguay et Venezuela.

d) Non compris la Bulgarie, l'Espagne, la Hongrie, le Portugal, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

e) Ceylan, Chine moins la Mandchourie et Formose, Inde, Indonésie, Indochine, Japon et Philippines.

f) Y compris l'Égypte et la Turquie.

g) Australie et Nouvelle-Zélande.

Le redressement continu du commerce international, qui s'est manifesté au cours de 1950/51 dans le secteur des denrées alimentaires comme dans les autres, a été dû en grande partie à l'établissement progressif d'un équilibre plus satisfaisant du commerce extérieur des Etats-Unis.

Le commerce mondial, particulièrement en ce qui concerne les denrées alimentaires, est loin cependant de satisfaire les besoins des régions déficitaires.

Consommation alimentaire

Les estimations préliminaires sur la teneur énergétique et protidique de la ration alimentaire par habitant en 1950/51 indiquent un léger relèvement du niveau calorique moyen et un accroissement moindre de la consommation de protéines dans la plupart des régions et surtout en Amérique du Nord, en Europe et en Amérique latine (voir tableau 3). Cette évolution, quelque minime qu'elle soit, constitue généralement un premier pas vers une amélioration de la nutrition. Toutefois les niveaux nutritionnels sont encore insuffisants et, dans de vastes régions du monde, telles que l'Afrique, le Proche-Orient et l'Extrême-Orient, ils n'ont même pas rejoint les faibles niveaux d'avant-guerre. Dans des pays tels que l'Inde, le niveau de consommation a même fortement baissé pour diverses raisons. Même dans des régions comme l'Amérique latine, où la con-

sommation alimentaire est actuellement plus élevée qu'elle ne l'a jamais été, le niveau de consommation dans bien des pays est encore à peine satisfaisant, et chez certains nettement insuffisant.

Situation des fibres

En raison de la baisse prononcée de la récolte cotonnière des Etats-Unis, la production mondiale de fibres naturelles en 1950/51 a fléchi de 9 pour cent par rapport à l'année précédente ; on a toutefois noté un accroissement léger de la production de laine et une augmentation plus sensible de celle de jute.

L'Amérique du Nord mise à part, la production de fibres en 1950/51 s'est développée dans toutes les régions ; en Amérique latine, en Afrique, au Proche-Orient et en Océanie, le niveau de la production a dépassé de un sixième à un quart la moyenne d'avant-guerre. La production a presque retrouvé son volume d'avant-guerre en Europe, mais, en Extrême-Orient, en dépit d'un accroissement sensible, elle n'a atteint que les trois quarts du chiffre d'avant-guerre.

La consommation mondiale de fibres naturelles a dépassé la production, sauf en ce qui concerne le jute. Bien qu'on ait sensiblement renforcé les disponibilités au moyen de stocks et que, d'autre part, la production de fibres synthétiques se soit accrue, le marché a été extrêmement resserré. Les échanges mondiaux de fibres se sont dévelop-

TABLEAU 4. — INDICE DU VOLUME DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DES FIBRES NATURELLES

RÉGIONS	PRODUCTION (a)			COMMERCE (b)					
				Exportations			Importations		
	1948/49	1949/50	1950/51	1948/49	1949/50	1950/51	1948/49	1949/50	1950/51
	(..... indice : 1934-38 = 100.....)								
Amérique du Nord. . .	111	119	76	38	91	110	250	166	166
Amérique latine. . . .	111	122	127	122	90	117	310	291	359
Europe (non compris l'URSS)	94	94	97	49	49	52	74	89	90
Extrême-Orient.	62	64	75	53	36	42	42	51	56
Afrique et Proche-Orient	104	108	116	94	101	110	331	349	247
Océanie	107	115	119	142	151	145	176	180	172
TOTAL MONDIAL (non compris l'URSS).	95	101	92	80	87	97	81	88	89

a) Production de coton, laine, jute et fibres dures.

b) Commerce de coton, laine, jute et fibres dures. Afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres d'avant-guerre le sous-continent indien est considéré, pour le commerce du jute, comme une zone unique.

pés là où les approvisionnements l'ont autorisé, mais les exportations en provenance d'Océanie ont fléchi. Il faut enfin souligné l'accroissement des importations en Extrême-Orient.

Situation des produits forestiers

La production des principaux produits forestiers (bois scié et pâte de bois) a augmenté en 1950 aux Etats-Unis et au Canada, alors qu'en Europe occidentale on a enregistré une amélioration de la production de pâte de bois et une diminution de celle de bois scié. Le volume de pâte de bois produite en 1950 aux Etats-Unis et au Canada a dépassé d'environ 15 pour cent le niveau d'avant-guerre, cet accroissement étant de 10 pour cent en Europe. La production de bois scié a battu tous les records depuis 1949, et augmenté de 14 pour cent au Canada ; elle a peu varié en Europe. A quelques exceptions près, les échanges internationaux de pâte de bois et de bois scié ont dépassé les chiffres de l'année précédente.

CONDITIONS ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES INFLUANT SUR L'AGRICULTURE

Evolution en 1950/51

L'économie mondiale s'est fortement ressentie des hostilités de Corée et des programmes de réarmement que celles-ci ont suscités aux Etats-Unis et en Europe occidentale. On a enregistré deux

vagues d'achat massif, par les entreprises et, dans certains pays, par les consommateurs et les gouvernements, la première après juillet 1950, à la suite de l'invasion de la Corée, et la seconde au début de 1951, après l'intervention chinoise. L'accroissement des achats de gros a été particulièrement sensible. Au cours de chacune de ces vagues, les achats ont de beaucoup dépassé la consommation ; les stocks commerciaux se sont accrus rapidement et les prix ont haussé à un rythme extraordinaire. On a assisté, après chacune de ces vagues d'achat, à une réduction des achats de gros et, dans certains pays, de ceux de détail, en même temps qu'à une accumulation de stocks des fabricants et des grossistes. On a noté après la première vague un ralentissement de la hausse de prix, et après la seconde, une baisse du nombre de ces derniers. Ces conditions ont influé sur les matières premières agricoles et les denrées alimentaires, tout autant que sur les produits industriels. La production industrielle, qui se développait rapidement au début de 1950 après le malaise économique de 1949 aux Etats-Unis et le retour aux niveaux de consommation d'avant-guerre en Allemagne occidentale, a pris un nouvel élan. L'indice de la production alimentaire mondiale est passé en 1950 à 112,5 (1949 = 100), et semble avoir encore augmenté de 10 pour cent pendant le premier trimestre 1951 (voir les graphiques I et II, pages 12 et 13).

L'expansion de la production industrielle a suscité des difficultés dans la situation de l'offre et de la demande d'un certain nombre de matières premières. Mais jusqu'ici, si l'on excepte quelques

produits tels que le zinc, le cuivre et le soufre, la production de matières premières semble suivre le rythme des besoins de l'industrie. Aux Etats-Unis, les stocks de nombreuses matières premières importantes ont diminué au cours de 1950 ; mais depuis le début de 1951, la production a dépassé la consommation et on signale un accroissement des stocks de la plupart des matières premières. On ne dispose pas de renseignements sur l'importance de l'amenuisement des stocks des autres pays industriels.

On n'a pas encore enregistré de symptômes d'une pénurie générale de matières premières. Il est possible de remédier partiellement au manque de certains produits, tels que le zinc, le cuivre et le caoutchouc par l'emploi de produits de substitution. Si la pénurie d'autres matières premières doit entraîner une réduction de la fabrication de certains produits, il n'est pas encore possible d'en évaluer l'importance pour 1951/52 ou 1952/53.

La hausse marquée des prix des matières premières qui s'est produite pendant le deuxième semestre de 1950 et au début de 1951 était imputable, non seulement à l'accroissement de la demande pour la consommation, mais aussi aux

achats de l'Etat, des commerçants et des consommateurs pour la constitution de stocks, ainsi qu'à la spéculation. Après l'arrêt de cette vague d'achats anticipés les prix de la plupart des matières premières ont cessé d'augmenter ou ont baissé au cours du deuxième trimestre de 1951.

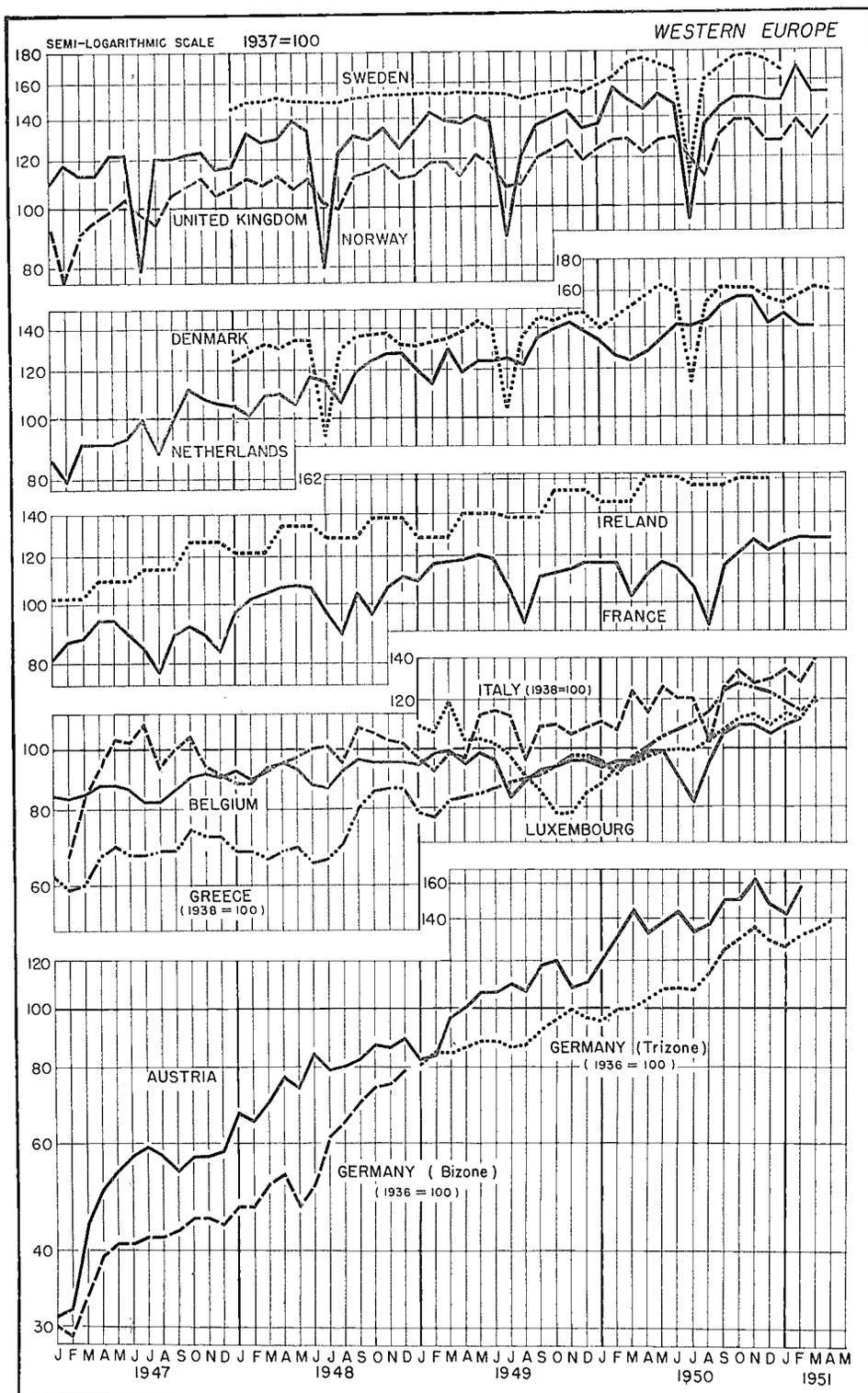
Mouvement des prix

Les tendances décrites ci-dessus ont également influé sur la consommation des produits agricoles, particulièrement des fibres, ainsi que sur le volume et la composition des échanges internationaux de denrées agricoles. Elles ont provoqué une augmentation brusque de la demande pour le stockage et modifié sensiblement la structure, tant intérieure qu'internationale, des prix agricoles. Au printemps 1951, la demande a légèrement perdu de son intensité pour les raisons suivantes : ralentissement du rythme de l'expansion industrielle, adoption par certains pays de mesures destinées à bloquer le pouvoir d'achat supplémentaire, complète modification des perspectives et réduction des achats de stockage. A quelques exceptions près, les prix ont réagi immédiatement aux fluctuations de la demande (tableau 5).

TABLEAU 5. — PRIX DE GROS DES PRINCIPALES DENRÉES ENTRANT DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL SUR CERTAINS MARCHÉS REPRÉSENTATIFS

Produits	1950		1951		Changement des prix		
	1er semestre	2ème semestre	1er trimestre	Dernier mois (a)	2ème semestre 1949 par rapport au 1er semestre 1950	2ème semestre 1950 par rapport au 1er trimestre 1951	Dernier mois par rapport au 1er trimestre 195
	<i>(en dollars par 100 lb. sauf indication contraire)</i>				<i>(..... indice : 1934-38 = 100)</i>		
Blé (Etats-Unis, dollars par bushel)	2,25	2,22	2,42	2,34	-1,3	+ 9,0	-3,3
Riz (Etats-Unis)	8,10	9,11	10,15	10,41	+12,5	+11,4	+2,6
Sucre brut (Cuba)	4,39	5,56	5,22	7,41	+26,6	-6,1	+43,0
Huile de noix de coco (Philippines)	14,82	15,72	19,96	b17,69	+ 6,1	+27,0	-11,4
Coprah (Etats-Unis)	9,52	10,57	13,38	9,00	+11,0	+26,6	-32,7
Café (Etats-Unis)	47,73	54,06	55,13	53,56	+13,3	+ 2,0	- 2,8
Cacao (Etats-Unis)	26,41	42,05	37,66	38,31	+59,2	-10,4	+ 1,7
Thé (Ceylan)	50,5	54,3	57,3	c54,80	+ 7,5	+ 5,5	-4,4
Tabac (Etats-Unis)	46,5	49,9	53,2	53,20	+ 7,3	+ 6,6	—
Laine (Etats-Unis)	162,0	236,0	343,0	282,00	+45,7	+45,3	-17,8
Coton (Etats-Unis)	32,4	40,1	44,6	45,20	+23,8	+11,2	+ 1,3
Jute (Etats-Unis, dollars par tonne courte)	320,0	302,0	423,0	576,00	-5,6	+40,1	+36,2
Toile d'emballage (Inde, dollars par 100 yards)	14,12	16,88	25,74	31,27	+19,5	+52,5	+21,5
Caoutchouc naturel (E.-U.)	23,5	58,9	73,0	66,00	+150,6	+23,9	-9,6

SOURCE : *International Financial Statistics*.
a) Juin, sauf indication contraire. — b) Mai. — c) Avril.



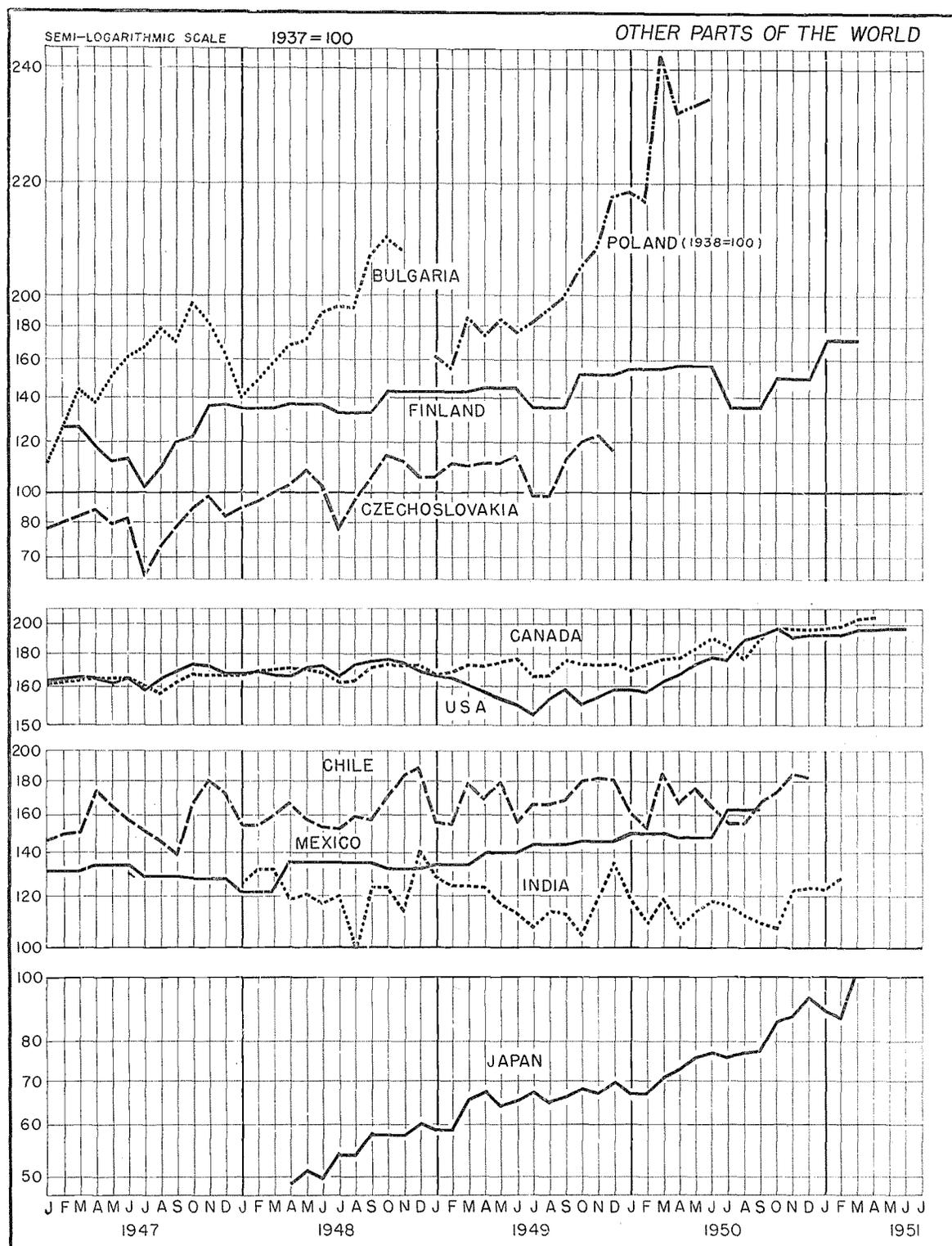
Notes :

ROYAUME-UNI :
ajustés partiellement
pour tenir compte du
nombre de journées de
travail.

AUTRICHE, DANEMARK,
ALLEMAGNE, LUXEM-
BOURG, NORVÈGE ET
SUÈDE :
ajustés pour tenir
compte du nombre de
journées de travail.

IRLANDE :
moyennes trimestriel-
les.

BELGIQUE :
ajustés pour tenir
compte des variations
saisonnnières et du nom-
bre de journées de
travail.



Notes :

CANADA	:	ajustés pour tenir compte des variations saisonnières et du nombre de journées de travail.
ETATS-UNIS	:	ajustés pour tenir compte du nombre de journées de travail.
CHILI	:	non compris la production minière ; y compris le bâtiment et l'électricité.
FINLANDE	:	1948-51, moyennes trimestrielles.
POLOGNE	:	territoire d'avant-guerre.

Même en ce qui concerne les produits tels que le caoutchouc, dont l'approvisionnement, d'après les statistiques, semblerait moins difficile, la spéculation internationale a provoqué une hausse des prix à un rythme sans précédent vers la fin de 1950, lorsque les Etats-Unis, l'URSS et la Chine ont procédé à des achats massifs. Les prix de nombreuses denrées sont montés de 10 à 50 pour cent et même jusqu'à 150 pour cent pour le caoutchouc, par rapport au premier semestre de 1950, pendant lequel certains prix avaient déjà réagi à l'accroissement de la demande des Etats-Unis. Pendant le premier trimestre de 1951, les prix ont généralement continué à monter, bien que l'on ait enregistré quelques baisses. Au cours du deuxième trimestre, de nombreux prix ont légèrement fléchi et certains, dont la hausse avait été particulièrement sensible, comme ceux de la laine et du caoutchouc, ont nettement baissé.

Termes de l'échange

La hausse des prix a été plus forte pour les produits agricoles et les matières premières que pour les produits finis ; il en est résulté une modification des termes de l'échange dans les pays tributaires des importations de matières premières, au profit des pays exportateurs.

Dans les pays, comme ceux de l'Europe occidentale, qui, dans l'ensemble, importent des matières premières et exportent des produits finis, cet état de choses s'est traduit par un accroissement sensible du déficit de la balance commerciale, et généralement par une réduction des réserves en or et en dollars et une aggravation du déséquilibre de la balance des paiements. Certains des pays les plus fortement touchés par cette modification des termes de l'échange ont néanmoins tiré profit de la situation de leurs territoires non autonomes et associés. C'est le cas du Royaume-Uni où le déficit de la balance commerciale est passé de 70 à 235 millions de livres entre le premier trimestre de 1950 et la période correspondante de 1951, tandis que les réserves en or et en dollars passaient, à Londres, pendant la même période, de 1.984 à 3.758 millions de dollars. Les régions exportatrices de matières premières ont enregistré en général des gains analogues et se sont constitués des réserves en devises étrangères qui pourront leur permettre d'accélérer l'exécution de leurs programmes de mise en valeur.

A la suite de la stabilisation et de la réduction des prix de nombreuses matières premières et

denrées alimentaires, et de l'accroissement simultané des prix de produits finis, au cours du deuxième trimestre 1951, les termes de l'échange sont devenus légèrement moins favorables pour les pays exportateurs de matières premières. Au Royaume-Uni, cette évolution a causé un ralentissement dans la constitution des réserves en or et en dollars, et a amené les autorités britanniques à envisager de sévères restrictions aux importations en dollars. Toutefois, il est vraisemblable qu'en 1951/52, les recettes en devises étrangères des pays exportateurs de matières premières seront beaucoup plus fortes qu'en 1949/50.

Prix intérieurs

La hausse des prix des produits importés dans tous les pays et de ceux des matières premières exportées, a accentué les effets du renforcement de la demande intérieure et a provoqué une hausse générale des prix sur les marchés nationaux ; mais celle-ci a été moins marquée que sur les marchés internationaux, en raison de l'action à retardement de ces derniers sur les marchés nationaux, de l'écoulement des stocks, des contrats d'achat à long terme, du contrôle des prix et des subventions (tableau 6).

Les gouvernements se sont efforcés de juguler l'inflation par divers moyens, notamment par l'augmentation de l'impôt sur le revenu (Etats-Unis), l'imposition de droits spéciaux à l'exportation (Pérou, Argentine) et le blocage d'une partie des recettes d'exportation (Australie, Nouvelle-Zélande). Grâce à ces mesures et à l'arrêt des achats de stockage, la demande de produits agricoles a fléchi dans l'ensemble pendant le mois de mars, et cette tendance semble s'être maintenue jusqu'à la fin de juin.

Le risque d'un renforcement de la demande et d'une poursuite de l'inflation n'a cependant pas cessé d'exister et peut redevenir sérieux.

Le revenu agricole

Dans certains pays, la hausse des prix des produits agricoles a provoqué une augmentation sensible du revenu des exploitants, pour un volume de production presque inchangé. L'accroissement du revenu net a été légèrement inférieur, les coûts de production ayant augmenté. Dans d'autres pays, la hausse de ces derniers a dépassé celle des prix de vente. Les fluctuations du rapport entre

TABLEAU 6. — INDICE DES PRIX ALIMENTAIRES DE DÉTAIL DANS CERTAINS PAYS
1949 = 100

PAYS	1950		1951					
	1er semestre	2ème semestre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Belgique	96	99	101	102	104	103	103	103
Danemark	109	120	125	...	...	128	...	...
France	108	115	120	121	123	125	129	127
Allemagne	95	90	95	96	102	103	106	109
Italie	95	98	100	100	101	103	104	106
Pays-Bas	110	113	113	112	113	122	124	...
Norvège	104	113	110	120	121	127	129	...
Suède	101	103	109	111	114	116	118	...
Royaume-Uni	107	108	111	112	112	115	118	119
Etats-Unis	98	104	110	112	112	111	112	112
Bésil	106	109	104	107	108	110	111	...
Chili	108	126	129	131	131	...	...	...
Pérou	113	117	129	127	127	127	127	...
Egypte	106	111	116	117	117	116	116	...
Ceylan	106	108	109	110	109	108	108	...
Inde	102	106	105	106	112	110	110	111
Australie	107	117	126	128	130	135	137	142
Nouvelle-Zélande	102	109	118	117	117	122	123	126

les prix de gros agricoles et l'ensemble des prix de gros, qui sont données pour certains pays au tableau 7, permettront de se faire une idée des changements intervenus dans la situation économique des agriculteurs (voir également les graphiques III et IV, pages 16 et 17).

Il est probable que, dans les régions insuffisamment développées, le profit net des petits agriculteurs a été plus faible que dans d'autres régions. La commercialisation de leurs excédents de produits alimentaires est mal organisée, et les bénéfices résultant de la hausse des prix vont sur-

tout au réseau dense de marchands et de gros producteurs qui ont trop souvent un quasi-monopole sur la distribution. La hausse des prix agricoles ne se traduit donc pas nécessairement par une amélioration des conditions de vie des petits producteurs ou par un accroissement de leur productivité, puisqu'elle peut s'accompagner d'une hausse des prix des biens de consommation et d'équipement. Ces producteurs sont fortement tributaires des importations de produits de consommation — particulièrement de textiles — produits dont l'offre est faible et dont les prix sont élevés.

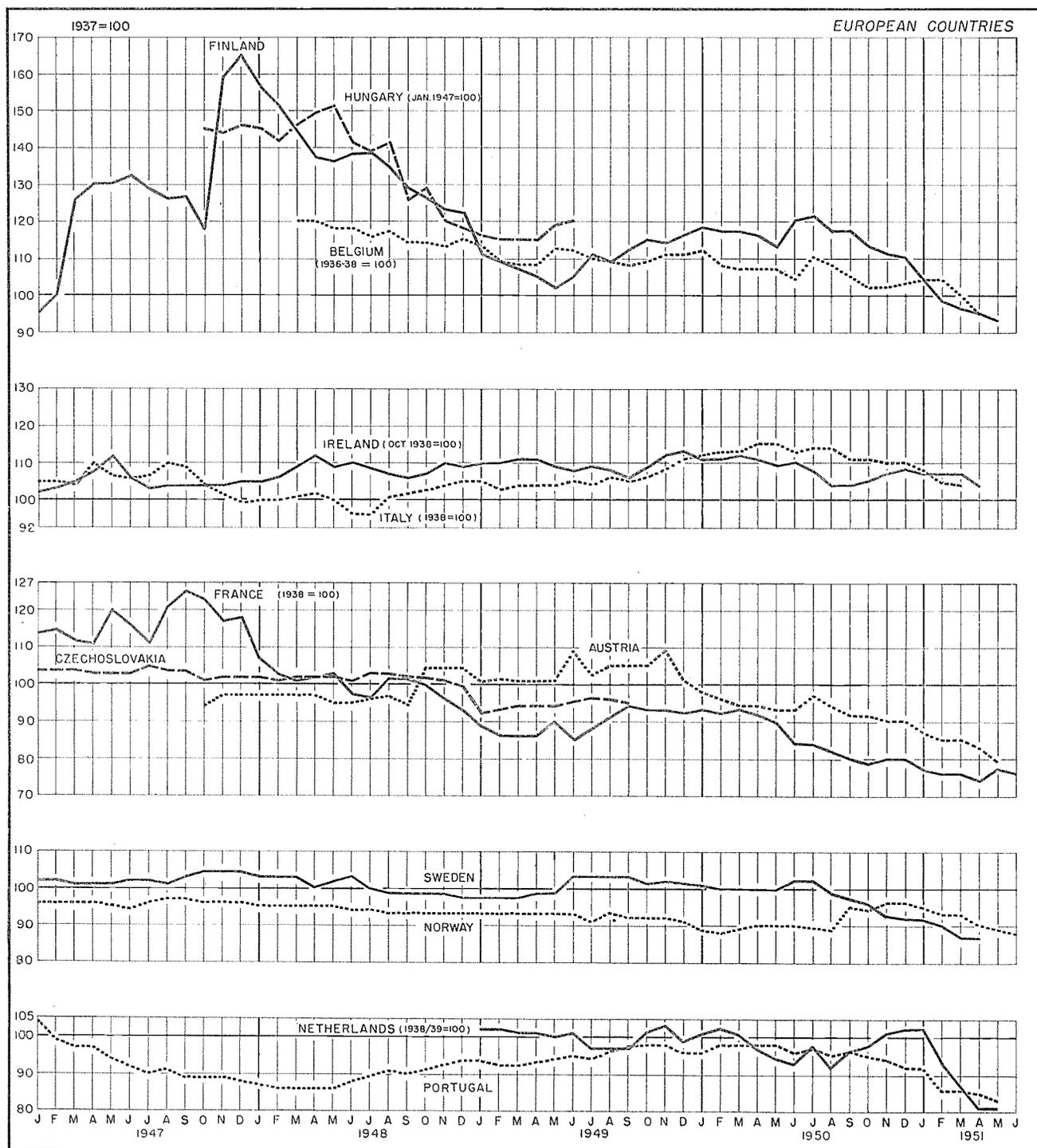
TABLEAU 7. — INDICE DU RAPPORT ENTRE LES PRIX DE GROS AGRICOLES ET L'ENSEMBLE DES PRIX DE GROS, POUR CERTAINS PAYS
1949 = 100

PAYS	1950		1951					
	1er semestre	2ème semestre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Australie (a)	110	129	152	154	157	137	129	
Belgique	98	95	91	89	87	86	85	86
Canada	99	94	92	94	96	93	93	96
Chili	96	99	99	98	95	94		
France	99	92	86	85	84	83	86	85
Iran (a)	105	101	97	96	95	97	96	
Italie	109	107	103	100	99	99	99	
Japon	103	95	85	82	86	85	81	
Mexique	98	100	96	101	102	102	105	102
Pays-Bas	99	99	103	94	88	82	82	73
Etats-Unis	97	100	101	103	104	103	102	102
Venezuela	105	103	105	103	102	102	105	109

a) 1948/49 = 100.

Graphique III

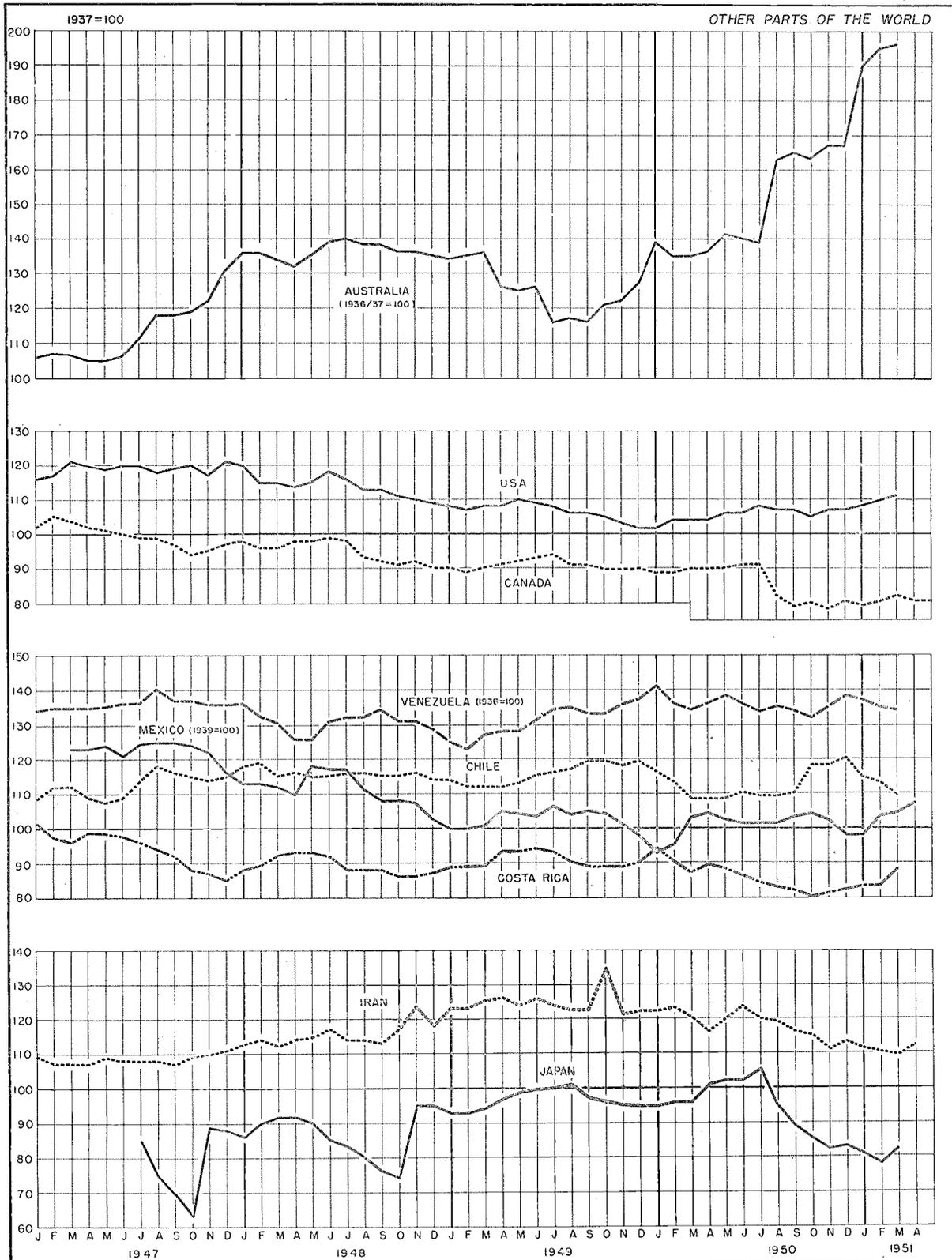
INDICES DES PRIX DE GROS : Rapport prix agricoles/ensemble des prix



Notes : FINLANDE ET TCHÉCOSLOVAQUIE : Les prix agricoles comprennent les aliments du bétail.
 PORTUGAL : Lisbonne.

Graphique IV

INDICES DES PRIX DE GROS : Rapport prix agricoles/ensemble des prix



Notes : COSTA RICA : San José
 MEXIQUE : Mexico
 VENEZUELA : Caracas
 IRAN : Téhéran

PERSPECTIVES DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Perspectives de l'offre

En Amérique du Nord, région qui vient toujours en tête pour l'exportation de blé, les perspectives relatives aux céréales semblent à peu près aussi favorables pour 1951/52 que pour 1950/51. On estime que la production des autres denrées alimentaires, en particulier des produits de l'élevage, augmentera tant aux États-Unis qu'au Canada. L'augmentation du cheptel, la forte demande de viande et la nette diminution des reports de maïs peuvent provoquer un renforcement de la demande de céréales pour l'alimentation du bétail. En Amérique latine, les perspectives sont favorables en raison de l'expansion de la production alimentaire dans la plupart des pays de la région. On prévoit une augmentation de la production de viande, de céréales, de sucre, de légumes et de fruits frais, en dépit d'une pénurie éventuelle d'outillage importé. En revanche, il se peut que la production des récoltes de l'Europe occidentale soit inférieure à celle de 1950, du fait du froid et de l'humidité qui ont sévi en hiver et au printemps et qui ont retardé les travaux qui sont effectués durant cette saison ; de plus, il n'est pas exclu que l'accroissement de la production de viande de porc soit entravée par des difficultés d'importation de céréales secondaires. En Europe orientale et en URSS, les conditions atmosphériques ont été exceptionnellement bonnes, et on peut s'attendre à ce que la région ait des récoltes satisfaisantes en 1951/52 et des disponibilités exportables de céréales plus importantes. Au Proche-Orient, les perspectives sont moyennes, mais il est à craindre qu'une invasion extraordinairement forte d'acridiens n'y cause de graves dégâts aux cultures. Ce danger a récemment été signalé à l'attention de la FAO, qui prend des mesures pour y faire face. La menace acridienne est également sérieuse dans une grande partie de l'Extrême-Orient où, toutefois, l'on prévoit que la production de riz et d'autres céréales pourra dépasser celle de l'an dernier, en dépit d'une certaine tendance à substituer la culture du coton et des oléagineux aux céréales, en raison des changements qui sont récemment intervenus dans les prix. En Océanie, on s'attend à un accroissement de la production alimentaire, en particulier de celle de blé.

En ce qui concerne les pêches, une augmentation des captures sur le plan mondial est probable en

1951/52, étant donné que les principaux pays producteurs disposent de moyens accrus dans ce domaine.

Dans de nombreuses régions, on s'efforce d'accroître la valeur nutritive des approvisionnements alimentaires. On pourra sans doute améliorer la teneur en calories et la qualité nutritive des aliments dans certaines parties du monde où elles sont actuellement à un niveau très bas. Toutefois, cette évolution n'est pas généralisée : en fait, une baisse des niveaux de nutrition n'est nullement exclue dans certains pays, où le développement agricole ne peut pas suivre le rythme de l'accroissement démographique.

L'approvisionnement en fibres s'améliorera probablement en 1951/52. Les perspectives de la récolte de coton sont favorables et on prévoit des gains sensibles aux États-Unis et quelques nouveaux accroissements dans d'autres régions. La production de laine augmentera peut-être légèrement, en raison du maintien de prix élevés, bien que la consommation ait quelque peu fléchi par rapport au niveau élevé de 1950. La situation de l'offre et de la demande restera difficile.

Dans le domaine des produits forestiers, la situation restera relativement stable en 1951/52 en ce qui concerne le bois scié, mais on enregistrera probablement des difficultés assez sérieuses sur le marché de la pâte de bois.

Influence des conditions économiques générales sur l'agriculture

Il ne semble pas que l'évolution économique dans des secteurs autres que l'agriculture influera sensiblement sur la production agricole en 1951/52, exception faite des hausses récentes de prix qui pourront stimuler les cultures et orienter la production vers des denrées particulièrement rares et chères telles que le coton et le caoutchouc.

Il est probable que les incidences économiques des événements de Corée se feront toujours sentir en 1951/52 et en 1952/53 et que la conjoncture restera caractérisée par une tendance à l'expansion, la demande de produits agricoles, déjà élevée, continuant à s'accroître. Si la lutte cesse en Corée et si la tension internationale diminue, il se peut que l'on enregistre une réduction des stocks de produits finis et une baisse temporaire des prix des produits agricoles et d'autres matières premières, avec une tendance générale à la baisse des prix. En cette occurrence, on devrait normalement s'attendre à une contraction des investissements

entraînant une crise économique, tout d'abord aux États-Unis, puis dans les autres pays industrialisés ; mais en raison du programme de réarmement qui, semble-t-il, se poursuivra sans changement important, les prix reprendront probablement leur marche ascendante après une période de rajustement. Une réduction sensible des investissements privés est peu probable tant que durera le programme de réarmement.

Par ailleurs, une part considérable des dépenses prévues pour le renforcement de la défense est consacrée à la construction ou à l'agrandissement d'usines pour la production massive d'armes modernes. L'accroissement considérable de ces dépenses qui est projeté en 1951/52 et 1952/53 aura pour effet de faire fonctionner ces usines presque à plein rendement et de porter leur production d'armements à un rythme voisin de celui de la deuxième guerre mondiale. Si les combats cessent ou continuent sur une petite échelle et si de ce fait le matériel et les munitions ne s'épuisent pas rapidement, leurs stocks atteindront bientôt des niveaux vertigineux. S'il se produit une détente internationale, la production d'armes ne pourra pas continuer très longtemps à un tel rythme. On pourrait, tout en gardant les usines de munitions en état de reprise immédiate si cela est nécessaire, réduire la production d'armements, ce qui permettrait de comprimer les dépenses militaires par rapport aux prévisions actuelles. Si l'hypothèse émise ci-dessus se vérifie, les pays réduiront leur production d'armements au profit de la production civile destinée tant au consommateur qu'à l'industrie. Bien entendu, ce rajustement ne saurait être immédiat ; il se peut que la demande excessive et inflationniste de produits agricoles fléchisse pendant la période de rajustement et ne remonte que lentement à son récent niveau.

Toutefois, dans l'avenir immédiat, la forte augmentation des dépenses d'armements fera sentir ses effets d'abord aux États-Unis, puis au Royaume-Uni et enfin, à des degrés divers, dans les autres pays. Dans les nations industrielles, l'amélioration que l'on prévoit dans le niveau de la production industrielle, de l'emploi et des revenus se traduira par un renforcement du pouvoir d'achat des consommateurs et partant de la demande de produits alimentaires et agricoles. Cette expansion permettra aux pays exportateurs de matières premières d'accroître leurs recettes en devises étrangères et ainsi de stimuler la demande intérieure de denrées alimentaires, particulièrement

si d'autres produits de consommation deviennent rares du fait des programmes de réarmement. Le manque de tonnage et le renchérissement du fret influenceront également sur les prix dans les pays importateurs. On peut donc s'attendre à une hausse sensible des prix des denrées alimentaires et des autres produits agricoles en 1951/52, l'importance de cette hausse variant dans les différents pays suivant leur situation particulière et les mesures prises pour enrayer l'inflation.

Le niveau élevé qui, d'après les prévisions, sera atteint par les prix agricoles encouragera l'expansion de la production agricole au cours des prochaines années, tant que le rapport entre ces prix et ceux que les exploitants paient pour l'équipement et la main-d'œuvre sera favorable à ces derniers.

Main-d'œuvre et biens nécessaires à l'agriculture

Le développement des forces armées et l'expansion de la production industrielle se traduiront par un accroissement de la demande de main-d'œuvre dans les pays industriels. Au cours de la deuxième guerre, on avait fait appel aux chômeurs pour faire face à ce dernier. Or à l'heure actuelle, la main-d'œuvre disponible est très réduite dans la plupart des pays industriels ; aussi faudra-t-il mettre au travail une plus grande partie de la population ou faire venir des ouvriers des régions relativement surpeuplées. Mais si cette migration n'est pas organisée sur une échelle importante le nombre des ouvriers agricoles pourra baisser au point d'entraver la production, ce qui a été le cas en Amérique du Nord, où l'effectif des ouvriers agricoles s'est réduit l'an dernier de 10 pour cent.

Il se peut que le réarmement réduise également les disponibilités de matériel agricole. Aux États-Unis, les approvisionnements d'engrais paraissent toujours abondants, les prix en avril 1951 ayant peu varié depuis un an. En Europe on signale déjà une pénurie d'engrais et de produits antiparasitaires qui est susceptible de s'aggraver. Si les approvisionnements en biens nécessaires à l'agriculture ne sont pas maintenus, la production agricole s'en ressentira.

Un changement dans le rapport prix de vente prix d'achat pour le producteur agricole influera sur le volume de la production. L'accroissement récent de ce rapport dans certains pays s'est tou-

tefois ralenti. Aux États-Unis ce dernier est tombé d'un maximum de 113 en février 1951 (1910-14=100) à 106 en juin. Si cette tendance se maintient aux États-Unis et en Europe, il se peut que, faute d'un stimulant suffisant, la production agricole de 1952/53 ne suffise pas à satisfaire la population croissante et la demande accrue.

Dans les régions insuffisamment développées il n'est pas exclu que le niveau élevé des prix des exportations agricoles nuise à la production des denrées alimentaires essentielles pour la consommation intérieure. Dans un certain nombre de pays d'Extrême-Orient, les ouvriers des rizières sont attirés vers les plantations de caoutchouc où les salaires sont plus élevés ; de même la production de coton se développe aux dépens de celle des céréales.

Il se peut également que l'évolution récente dans les pays industriels se traduise par une réduction des disponibilités pour l'agriculture en machines, matériel lourd, engrais, produits antiparasitaires, etc. Bien que les pays insuffisamment développés soient à même d'importer ces biens pour leur propre mise en valeur, il peut y avoir pénurie de ces biens. Si le volume actuel de la production s'en trouve inchangé, cette situation pourra néanmoins avoir des effets néfastes sur le développement ultérieur de l'agriculture.

Tout ralentissement de la mise en valeur agricole des régions insuffisamment développées peut se traduire par de nouvelles poussées inflationnistes dans ces dernières et ailleurs.

Aussi est-il possible, étant donné les circonstances actuelles, que l'on assiste, sur le plan mondial, à un ralentissement de la récente expansion de la production agricole et même à une contraction de cette dernière ; il en résulterait alors une insuffisance des disponibilités en denrées alimentaires essentielles et une aggravation des tendances inflationnistes.

Conclusion

Les perspectives agricoles sont donc assez incertaines ; l'expansion de l'activité économique mondiale, étayée par le vaste effort de réarmement et l'amélioration du revenu des consommateurs, se traduit actuellement par une demande importante et croissante de produits agricoles, forestiers et piscicoles, et il semble que cette expansion se poursuivra. En même temps, les besoins de main-d'œuvre et de matériaux pour la défense menacent de réduire les ressources disponibles pour la production agricole et de restreindre l'approvisionnement des consommateurs en produits industriels. Cette évolution peut avoir pour résultat une continuation de la hausse des prix, une annulation totale ou partielle des bienfaits que l'accroissement de la production a apportés à la vie rurale, et menacer l'expansion future de la production agricole. Simultanément le grave besoin de matières premières crée des problèmes de paiements aux pays importateurs, tout en améliorant les ressources en devises étrangères de nombreux pays exportateurs ; mais il se peut que le manque d'approvisionnements empêche les pays insuffisamment développés d'utiliser ces ressources accrues pour la mise en valeur agricole et économique.

Les avantages qui semblent résulter de l'expansion de l'activité économique sont donc partiellement annulés par l'apparition d'une économie mondiale fondée, de façon croissante, sur des programmes de défense. En même temps, l'avenir devient toujours plus incertain, car, suivant les événements politiques et militaires, une continuation de l'expansion sur une vaste échelle est tout aussi possible qu'une régression générale. Quoi qu'il en soit, il est fort probable que l'expansion de la production agricole et industrielle se poursuivra au cours des deux prochaines années.

Chapitre II

**EXAMEN DE LA SITUATION ET DES
PERSPECTIVES PAR RÉGIONS**

Chapitre II

EXAMEN DE LA SITUATION ET DES PERSPECTIVES PAR RÉGIONS

AMÉRIQUE DU NORD (Etats-Unis et Canada)

Situation actuelle

La production agricole de l'Amérique du Nord en 1950/51 a été à peu près aussi favorable que l'année précédente, le fléchissement de la production de céréales aux Etats-Unis étant à peu près compensé par l'augmentation enregistrée au Canada.

La production agricole globale des Etats-Unis a été inférieure d'environ 2 pour cent au chiffre record de l'an dernier. La superficie moissonnée en 1950 a diminué de 4 pour cent par rapport à celle de 1949 à la suite de la nette réduction des superficies consacrées aux cultures visées par le programme de limitation des surfaces cultivées, telles que le coton, le blé et le maïs dont la production a été sensiblement inférieure à celle de la campagne précédente. La production des produits d'origine animale a légèrement dépassé celle de la campagne précédente, particulièrement en ce qui concerne la volaille, les œufs et le lait.

Au Canada, la production agricole a été supérieure de 14 pour cent à celle de l'année précédente, du fait surtout de l'amélioration de la récolte de céréales. Toutefois, l'augmentation des récoltes de plantes de grande culture a été, dans une certaine mesure, annulée par une réduction du cheptel, des produits d'origine animale, des fruits et du tabac.

Le blé canadien a été de qualité médiocre dans les provinces occidentales en raison des mauvaises conditions atmosphériques qui ont sévi pendant la moisson. Ce fait et la fixation, par le Conseil canadien du blé, d'un prix initial trop faible pour la production de 1950, a provoqué une baisse d'environ un tiers du prix du froment à la production par rapport à l'année précédente.

De même, l'accroissement de la récolte d'orge et de pommes de terre a été compensé par une diminution du prix moyen de ces denrées à la production ; aussi, la valeur brute de la production a été en réduction. En revanche, les prix payés pour le bétail ont sensiblement haussé. Au Canada, les prix moyens de tous les produits agricoles ont peu varié depuis 1949, alors que les frais d'exploitation ont augmenté de plus de 3 pour cent, d'où une légère baisse du revenu agricole net. Aux Etats-Unis, les prix agricoles ont été en hausse pendant toute l'année 1950 et ont dépassé en moyenne de 3 pour cent ceux de l'année précédente, les frais d'exploitation subissant une augmentation correspondante. Le revenu agricole net a fléchi, surtout en raison de la contraction de la production agricole.

La puissance de capture de l'industrie des pêches des Etats-Unis et du Canada s'est accrue, favorisée par de bonnes migrations de poisson. On a institué en 1950/51 aux Etats-Unis un contrôle des prix pour certains poissons. Au Canada, à l'exception de Terre-Neuve, la hausse sensible de l'ensemble des prix du poisson à terre et l'ac-

croissement des prises d'un bon rapport se sont traduits par une amélioration du revenu des pêcheurs.

Les disponibilités alimentaires de l'Amérique du Nord sont restées abondantes comme les années précédentes, la réduction des exportations s'accompagnant d'un gonflement des importations. Les stocks alimentaires ont peu fléchi et dans certains cas ont même augmenté. Si l'on se base sur l'évaluation de la teneur en calories et en protéides de la ration alimentaire (voir l'annexe), le niveau moyen de consommation est resté satisfaisant au Canada comme aux États-Unis. Les disponibilités alimentaires se sont légèrement améliorées par rapport à l'an dernier, tant au point de vue quantité que qualité.

À la fin de juin 1951, la production de bois de sciage aux États-Unis égalait presque celle de la campagne précédente, mais les nouvelles commandes semblent indiquer que la demande future sera inférieure de 20 pour cent à l'offre. On notait également des signes de ralentissement des expéditions et d'accroissement des stocks. Pendant l'été, les prix du bois ont eu tendance à baisser tant aux États-Unis qu'au Canada.

La production de pâte de bois s'est maintenue à un niveau élevé au début du second semestre 1951, et de nouvelles usines ont commencé à fonctionner. On prévoyait que les prix-plafond fixés aux États-Unis nuiraient aux importations en provenance de Suède.

Le déclenchement des hostilités en Corée en juin 1950 a été suivi d'une psychose d'achats, effectués tant par les entreprises que par les consommateurs, afin de se prémunir contre l'éventualité de pénuries telles que celles qui ont sévi durant la deuxième guerre mondiale. Cette tendance a été plus marquée aux États-Unis et a provoqué une montée en flèche des prix et un rapide accroissement des ventes de tous les produits. Le gonflement des commandes pour l'armement a encore stimulé la production. La vague d'achats anticipés a perdu de son intensité vers la fin de 1950, lorsque les forces des Nations Unies ont paru sur le point de remporter une victoire décisive, mais a repris sur une grande échelle au milieu de l'hiver, après les revers temporaires subis par ces dernières. En mars 1951, les prix de gros dépassaient en moyenne de 17 pour cent le niveau de juin 1950. De mars à fin juin, lorsque les forces des Nations Unies ont repris le dessus et que le contrôle des prix a commencé à entrer en vi-

gneur, la vague d'achats anticipés à pris fin et la production industrielle, qui dépassait de 15 pour cent celle de l'année précédente, a excédé la consommation. Les stocks se sont accumulés chez les industriels et les grossistes, la hausse de nombreux prix s'est arrêtée aux États-Unis et on a même enregistré de légères baisses. Ce léger ralentissement s'est produit en dépit du développement, sans précédent en temps de paix, du programme de défense de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale, et d'une accumulation des commandes chez les industriels, double de celle de l'an dernier.

La récente diminution du volume des achats s'est traduite par un arrêt de l'expansion de la production industrielle, qui est restée à l'indice 222-223 de mars à fin juillet, et par une légère baisse graduelle de la plupart des prix de gros, ceux des produits agricoles passant de 202,6 en février à 188,9 à la fin juillet (1926 = 100), tandis que ceux des autres produits tombaient pendant la même période de 172,4 à 167,8, et la moyenne générale des prix de gros de 184 à 178. Les restrictions dues aux programmes de défense ont provoqué un net ralentissement de la construction, et l'embauche non-agricole a peu varié de mars à fin juin.

Ces faits ont influé sensiblement sur le revenu des agriculteurs.

Les prix perçus par les agriculteurs ont rapidement haussé de la mi-1950 à février 1951 — augmentant de près de 70 pour cent — puis ont fléchi graduellement jusqu'en juin. En revanche, les prix payés par eux ont monté moins rapidement, quoique de façon continue; au total, le rapport prix perçus/prix payés, qui était passé de 97 en juin 1950 à 113 en février 1951, est retombé à 106 en juin 1951.

Le revenu agricole est passé d'un niveau annuel de 12.400 millions de dollars durant le premier semestre 1950, à 15.000 millions environ pour le premier semestre 1951. Près de la moitié de l'accroissement s'est trouvée annulée du fait de la hausse des prix des produits achetés; toutefois le pouvoir d'achat des agriculteurs s'est sensiblement amélioré en 1950/51 par rapport à 1949/50, sans atteindre cependant les niveaux très élevés des deux années précédentes.

Dans l'ensemble, l'évolution économique au Canada a été analogue. On a noté, dans le commerce de gros, une nette augmentation des prix et des ventes, et on a également enregistré une amélioration considérable du commerce extérieur en

volume et en valeur. Toutefois, les ventes au détail ont peu varié, et les stocks se sont donc accumulés chez les détaillants. A l'inverse des Etats-Unis, les prix perçus par les cultivateurs n'ont guère augmenté par rapport aux prix des produits manufacturés. Le revenu agricole en espèces semble avoir été en 1950/51 légèrement inférieur à celui de l'année précédente, et le pouvoir d'achat des agriculteurs a subi une nette diminution. La production et le niveau de l'emploi dans l'industrie se sont considérablement améliorés, et les dépenses et le revenu nationaux ont sensiblement augmenté, renforçant la demande intérieure en produits agricoles.

Le développement de l'activité économique intérieure après le milieu de 1950 a eu un effet frappant sur les importations des Etats-Unis de produits agricoles primaires, tant en quantité qu'en valeur, tandis que les exportations des principales denrées agricoles ont baissé en quantité sinon en valeur. Le volume des principales exportations s'est accru, généralement dans une proportion allant de 20 à près de 50 pour cent, ce qui s'est traduit, du fait de la hausse des prix, par un accroissement beaucoup plus sensible de la valeur des importations (voir tableau 8).

TABLEAU 8. — ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS DES ETATS-UNIS POUR LES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES : COMPARAISON ENTRE JUILLET-MARS 1950/51 ET 1949/50

PRODUITS	Accroissement	
	Quantité	Valeur
	(.....pourcentage.....)	
Sucre de canne	17	23
Caoutchouc brut	26	219
Coprah.	19	46
Huile de coco.	20	39
Autres huiles végétales et oléagineux	12	58
Laine	48	91
Cacao et fèves de cacao	8	75
Café	5	58
VALEUR TOTALE DES PRODUITS CI-DESSUS.		73

SOURCE : Département du Commerce des Etats-Unis. Analyse mensuelle du commerce extérieur des Etats-Unis.

Pour les neuf mois visés, la valeur des importations pour les huit groupes de produits indiqués s'est élevée à 2.791 millions de dollars en 1950/51 contre 1.616 millions pour l'année précédente. Cet accroissement de près de 1.200 millions de dollars dans les importations américaines de matiè-

res premières d'origine agricole et l'augmentation parallèle des importations analogues dans les autres pays industriels de l'Occident ont fortement amélioré les revenus des pays exportateurs ; si les importations de produits agricoles par les Etats-Unis ont quelque peu fléchi en volume et en valeur en avril 1951 et, semble-t-il, en mai, elles se sont maintenues à un niveau bien supérieur à celui de l'année précédente. Tant que le renforcement des programmes de défense se poursuivra, les pays exportateurs des produits agricoles primaires indiqués au tableau 8, bénéficieront probablement de débouchés plus nombreux.

Perspectives

Il semble que la production agricole aux Etats-Unis et au Canada au cours des deux années à venir dépassera la moyenne des dernières années. Bien que la récolte de blé d'hiver de 1951 aux Etats-Unis ait beaucoup souffert d'abord de la sécheresse, puis des inondations et de fortes invasions d'insectes, on pense que la production totale de blé dépassera légèrement celle de 1950/51. Il se peut que la réduction des emblavures provoque une légère contraction de la production de blé canadien par rapport à la campagne précédente, mais la qualité de la récolte sera en amélioration grâce à de bonnes conditions atmosphériques. Si l'on excepte le riz, il n'est pas exclu que la production des autres cultures alimentaires aux Etats-Unis baisse légèrement en raison d'une réduction quasi générale des superficies en culture. Etant donné le niveau élevé des prix et la suppression du contingentement des quantités commercialisées et de la limitation des surfaces cultivées, on prévoit que la récolte de coton atteindra un volume de 15 à 17 millions de balles, contre 10 millions pour la campagne précédente. On ne s'attend qu'à peu de changements dans la production des produits d'origine animale.

De l'avis général, les restrictions apportées aux Etats-Unis à la construction — notamment de logements — entraîneront un ralentissement graduel de la production de bois. On s'attend à ce que le Canada et, à un moindre degré, les Etats-Unis, augmentent leurs exportations de bois si la baisse des prix s'avère durable.

L'augmentation de la capacité de fabrication de pâte de bois permettra à l'Amérique du Nord d'être moins tributaire des importations en provenance de l'Europe. Bien qu'on estime qu'en

Amérique du Nord les importations continueront à dépasser les exportations pendant quelques années encore, l'utilisation complète de la capacité industrielle permettrait de produire des excédents considérables. La réduction de l'énorme consommation de papier des Etats-Unis pourrait libérer de grandes quantités de pâte pour l'exportation.

Le développement considérable de l'activité économique et la possibilité accrue de s'employer dans des secteurs non-agricoles se sont traduits par une réduction de la main-d'œuvre dans l'agriculture. Aux Etats-Unis l'embauche agricole est tombée d'une moyenne de 8.800.000 personnes pendant le deuxième trimestre 1949 à 8.100.000 pendant la même période de 1950 et à 7.400.000 pendant le deuxième trimestre 1951. Au Canada, l'effectif des ouvriers agricoles est passé de 951.000 en mars 1950 à 854.000 l'année suivante, soit une réduction de 10 pour cent. En mai 1951, le Sénat des Etats-Unis a voté une loi aux termes de laquelle les employeurs devront supporter tous les frais de la main-d'œuvre importée ; au Canada, le programme provincial de main-d'œuvre agricole du Dominion pour 1951/52 prévoit la nécessité d'une immigration de travailleurs agricoles. Dans les deux pays, on s'attache au maintien des niveaux de production des engrais, des produits antiparasitaires, des machines et de l'outillage agricoles, produits considérés essentiels dans le cadre des programmes de défense.

Au début de 1951, les Etats-Unis ont non seulement renforcé la fiscalité, restreint le crédit et pris d'autres mesures d'ordre fiscal et monétaire, mais ont également instauré un contrôle des prix et salaires, en vue d'enrayer l'inflation et d'adapter la demande aux nouvelles conditions économiques créées par le programme de défense. Ce contrôle a été renforcé à la mi-été 1951. Le Canada n'a pas institué de contrôle des prix et salaires, mais a appliqué d'autres mesures restrictives, y compris une augmentation des impôts. Avant le conflit coréen, le budget annuel de la défense nationale était aux Etats-Unis de 12.400 millions de dollars ; il est passé, au début de 1951, à 30.000 millions et atteindra 50.000 millions à la fin de l'année et même davantage pour le premier semestre de 1952. Au Canada, le budget 1951/52 prévoit des dépenses militaires de 1.700.000 de dollars.

On pense que l'accroissement des dépenses pour la défense et des investissements dans l'industrie qui est prévu aux Etats-Unis et au Canada assurera le maintien en 1951/52, et même après, du plein

emploi, ainsi que l'amélioration de la production et des salaires industriels et du revenu national. Toutefois, l'utilisation croissante des matières premières et de l'équipement pour la production militaire réduira encore l'approvisionnement civil. Bien que l'inflation ait été jugulée au début de 1951, on croit généralement qu'elle réapparaîtra à l'automne, encouragée par le récent assouplissement des mesures de restriction du crédit aux consommateurs et du financement de la construction civile.

Les dépenses prévues pour la défense atteignent une ampleur jusqu'ici inconnue en temps de paix et dominent l'avenir économique. Leur volume variera suivant les événements politiques et militaires. S'il se produit une détente internationale et que l'on réduise les programmes d'armement ou que l'on ralentisse leur exécution, il se pourrait que l'inflation marquée de 1950/51 ne reprenne pas au cours des prochaines années. Etant donné le niveau fantastique de l'expansion actuelle — et projetée — de la capacité industrielle de l'Amérique du Nord et de l'amélioration du revenu national réel, il est probable que la consommation de produits alimentaires et de fibres dans cette région atteindra un chiffre record. Il se peut, en outre, que les exportations alimentaires diminuent en dépit d'une forte demande extérieure. Les besoins de l'Amérique du Nord en produits importés pourront continuer à absorber une proportion croissante de la production mondiale de matières premières, à stimuler la demande des produits agricoles primaires qui manquent dans cette région et peut-être même offrir de plus grandes possibilités d'immigration aux chômeurs des autres régions.

EUROPE (non compris l'Europe orientale)*

Situation actuelle

La période 1945-49 a été marquée par de grands efforts visant à restaurer la productivité agricole

* Dans le présent rapport, l'Europe (non compris sa partie orientale) a été divisée en différents secteurs :

Europe occidentale :	Belgique-Luxembourg, France, Irlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Sarre, Suisse.
Europe septentrionale :	Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède.
Europe méditerranéenne :	Espagne, Grèce, Italie, Portugal.
Allemagne occidentale et orientale et Autriche.	

TABLEAU 9. — INDICE DE LA PRODUCTION (a) ET SUPERFICIE DES PRINCIPALES CULTURES ALIMENTAIRES EN 1948, 1949, 1950, ET COMPARAISON AVEC L'INDICE DÉMOGRAPHIQUE

RÉGIONS	PRODUCTION			SUPERFICIE			POPULATION		
	1948	1949	1950	1948	1949	1950	1948	1949	1950
	(..... 1934-38 = 100 (b).....)								
Europe occidentale et septentrionale (c) . .	110	105	106	95	93	93	105	106	107
Allemagne et Autriche	84	86	95	84	85	89	115	116	117
Europe méditerranéenne	78	82	92	93	94	96	111	112	112

a) Basé sur l'équivalent en blé de la production brute de blé, de seigle d'orge, d'avoine, de maïs, de riz, de sucre et de pommes de terre. Coefficients de conversion utilisés : froment 100, seigle 95,8, orge 64,8, avoine 58,4, maïs 106,3, riz 82,9, sucre (brut) 105,4, pommes de terre 21.
 b) 1931-35 pour l'Espagne.
 c) Non compris la Finlande.

de l'Europe. En 1950, ces efforts avaient, dans l'ensemble, porté leurs fruits. La structure de la production et l'état de la productivité agricole en 1950/51 permettront à l'agriculture européenne de continuer à se développer au cours des années qui viennent.

En Europe occidentale et septentrionale, la production globale des principales cultures (tableau 9) permet désormais de faire face à l'accroissement démographique intervenu depuis l'avant-guerre. En Allemagne, en Autriche et dans la région méditerranéenne, l'indice de la production se relève moins vite, en raison surtout de la lenteur avec laquelle se fait la reconstruction de l'Allemagne orientale et de la faiblesse de la production espagnole.

Sauf dans la région méditerranéenne, l'accroissement du rendement à l'hectare est dû à un emploi plus étendu des engrais et à de meilleures méthodes de production.

La superficie consacrée à la betterave sucrière, aux oléagineux, aux légumineuses et aux herbacées a sensiblement dépassé la moyenne de 1934-38, mais les emblavures sont restées inférieures aux chiffres d'avant-guerre, sauf là où de vastes étendues de pâturages ont été labourées pendant la guerre. Dans certains pays, le déclin des emblavures a été compensé par un accroissement du rendement à l'hectare.

Pendant les années qui ont immédiatement suivi la guerre, l'élevage s'était rétabli moins rapidement que la production agricole. Mais c'est un phénomène inverse que l'on observe depuis quelques années ; l'amélioration par rapport à l'avant-guerre a même été frappante pour ce qui est du rendement de la production animale.

Qui plus est, cette amélioration a pu se faire malgré une diminution des approvisionnements en produits destinés à l'alimentation du bétail ; les importations de céréales secondaires ont en effet été inférieures, en 1950, de 4 millions de tonnes environ à la moyenne pour 1934-38. C'est à l'adoption de méthodes plus rationnelles d'alimentation du bétail, à l'amélioration des pâturages, à l'utilisation plus complète de produits

TABLEAU 10. — TOTAL ESTIMÉ DE LA PRODUCTION DE VIANDE ET DE LAIT EN 1950/51, PAR RAPPORT A 1949/50, 1948/49 ET 1934-38

Régions	Viande			Lait		
	1948/ 49	1949/ 50	1950/ 51	1948/ 49	1949/ 50	1950/ 51
	(..... 1934-38 = 100.....)					
Europe occidentale	85	97	102	94	104	113
Europe septentrionale	77	98	108	90	102	106
Allemagne occidentale et Autriche	48	79	94	70	86	94
Italie . . .	95	98	103	98	114	116

jusqu'alors perdus, et à l'existence de prix élevés pour les aliments du bétail importés qu'est due cette évolution de la situation.

On relève donc en Europe un accroissement général de la productivité par rapport à l'avant-guerre, tant dans l'agriculture que dans l'élevage. Parmi les pays qui ont enregistré des améliorations sensibles du rendement moyen, le taux d'accroissement a été relativement aussi impor-

tant dans ceux dont le rendement était déjà élevé que dans ceux où il était moyen ou faible.

C'est là un phénomène d'importance, car les plans d'amélioration de la production agricole européenne ont été souvent critiqués sous le prétexte que la production de nombreux pays d'Europe était déjà trop intensive pour laisser place à un nouvel accroissement.

La situation actuelle des pêches européennes se caractérise par un redoublement d'activités dans les zones arctiques : au large de la côte nord de la Norvège, au Spitzberg et dans la mer de Barentz. Les nouvelles unités mises en service pendant la période de reconstruction d'après-guerre permettent d'obtenir de bien meilleurs résultats que les anciennes.

A de très rares exceptions près, les importations de produits alimentaires de l'hémisphère occidental ont été inférieures en volume en 1950 à celles des années précédentes, du fait du relèvement de la production intérieure et de la constitution de stocks. Pendant la campagne 1950/51, les importations européennes de blé d'outre-mer ont toutefois été légèrement supérieures à celles de 1949/50, alors que les importations de céréales secondaires en provenance de l'Europe orientale étaient en baisse sensible.

D'autre part, le volume des échanges de produits agricoles à l'intérieur de l'Europe occidentale a excédé le niveau des années précédentes. La France a assumé un rôle plus important d'exportateur ; ses expéditions de blé notamment ont augmenté de près de 40 pour cent par rapport à la campagne précédente. La récolte de betteraves particulièrement bonne, s'est traduite par une forte augmentation des exportations de sucre de la France, du Danemark et de la Belgique. Après le Royaume-Uni, c'est l'Allemagne occidentale qui a été le principal acquéreur de produits alimentaires exportés ; c'est là un fait intéressant mais qui comporte certains dangers. En effet, une fois qu'elle eut, du fait de sa politique libérale d'importations et de sa consommation croissante de produits de luxe, épuisé son solde créditeur à l'Union européenne de paiements, l'Allemagne occidentale s'est vue temporairement dans l'obligation de réduire ses importations. De ce fait les exportateurs, surtout de fruits et légumes (Italie et Pays-Bas) se sont vus menacés de pertes sérieuses, qui n'ont pu être évitées qu'au prix d'arrangements spéciaux avec l'OECE. Il est essentiel d'aboutir à une solution durable des

problèmes du commerce intra-européen si l'on veut éviter le retour d'une situation analogue.

On a noté, vers le milieu de 1951, les symptômes d'un ralentissement saisonnier du commerce du bois dans la plupart des pays importateurs, à l'exception du Royaume-Uni. La tendance à une réduction des prix, signalée lors des négociations engagées par le Royaume-Uni avec le Canada et l'URSS pourrait, croyait-on, avoir des répercussions sur les prix demandés ultérieurement par les exportateurs européens pendant l'année. La demande de bois de pâte ne semblait pas se ralentir et les prix continuaient à être soutenus.

Des renseignements que l'on possède sur l'année dernière, il ressort que le ravitaillement national s'est dans l'ensemble encore amélioré tant en quantité qu'en qualité (voir annexe). En fait, les niveaux de calories et de protéines ont dépassé, semble-t-il, les prévisions de la plupart des pays et ont presque rejoint les niveaux d'avant-guerre, sauf en Europe centrale et dans les pays méditerranéens. La consommation de féculents, particulièrement céréales et pommes de terre, a progressivement diminué pendant l'après-guerre, tandis que s'accroît celle des aliments plus riches. C'est là peut-être le symptôme le plus sûr de l'amélioration générale du régime alimentaire du point de vue de la qualité. Même sans tenir compte de l'accroissement de la consommation de viande et d'œufs par rapport au faible niveau de l'après-guerre immédiat, on peut distinguer une nette tendance à l'utilisation des produits laitiers comme source de protéines animales.

Le réarmement mondial a créé de nouvelles tendances à l'inflation en Europe. Du fait du relèvement des salaires et du plein emploi, la hausse des prix n'a pas encore entraîné de réduction de la consommation alimentaire dans la plupart des pays, sauf peut-être parmi les groupes peu protégés. Au Royaume-Uni, en Norvège, en Suède et aux Pays-Bas, les subventions à la production alimentaire, lorsqu'elles n'ont pas été réduites, sont restées au même niveau en dépit de la montée des prix. Dans d'autres pays, la France par exemple, où les consommateurs sont moins bien protégés, la hausse des prix a été plus rapide et plus accentuée. En Espagne, où la pression inflationniste a coïncidé avec un effort tendant à alléger les restrictions alimentaires, les aliments de base ont atteint de tels prix qu'ils ne sont plus à la portée de vastes secteurs de la population, ce qui a suscité une situation troublée, et finalement

le rétablissement du contrôle des prix. D'autres pays ont mis au point des mesures applicables en cas de nécessité.

Perspectives

La production de céréales en 1951 (si l'on excepte l'Espagne et le Portugal) sera sans doute légèrement inférieure à celle des années précédentes. La production des betteraves sucrières ne se maintiendra sans doute pas non plus au niveau de 1950. Par ailleurs le volume des produits de l'élevage restera peut-être sans changement.

Bien que l'on ait noté récemment une tendance à la baisse des prix agricoles sur le plan international, les prix des aliments importés se maintiendront probablement à un niveau suffisamment élevé pour obliger certains pays à appliquer des restrictions. C'est ainsi que, malgré l'Accord international sur le blé, la hausse des frais de transport fera peut-être monter les prix du blé. L'insuffisance des disponibilités en céréales secondaires pourra se poursuivre, ce qui se traduirait par des prix encore plus élevés. Afin d'empêcher que de grandes quantités de blé et de seigle ne soient données aux animaux, les gouvernements pourront se voir dans l'obligation de fixer des prix plus élevés encore pour les céréales panifiables, ce qui affecterait le prix du pain.

En raison de l'importance croissante du réarmement dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la production industrielle totale ne saurait que s'accroître, dans les limites toutefois des disponibilités en matières premières et en main-d'œuvre qualifiée. Mais la production des biens de consommation tendra à diminuer, surtout dans les pays où les matières premières sont contingentées. Les tendances à l'inflation continueront donc à se manifester dans différents pays. Le relèvement des salaires tendra à suivre la hausse des prix et finalement la plupart des pays pourront se voir obligés de restreindre directement la consommation. Peut-être parviendra-t-on à atténuer ces tendances dans une certaine mesure si les mouvements de baisse récemment survenus dans les cours de nombreuses matières premières s'accroissent sur les marchés mondiaux. Si l'effort de réarmement s'intensifie encore, les gouvernements pourront être amenés à prendre des mesures plus radicales pour faire échec à l'inflation, telles que répartition des matières premières et du charbon, rationnement général des produits alimentaires et textiles, blocage des salaires,

contrôle des prix, augmentation des impôts, prolongation de l'horaire de travail, application de nouvelles restrictions au crédit et de mesures plus strictes de contrôle des échanges.

Les perspectives de la production agricole au delà de 1951/52 dépendent du rythme et de l'envergure du réarmement aux Etats-Unis et des répercussions qu'il aura sur les disponibilités en équipement agricole, en carburant et en main-d'œuvre. Si la répartition se fait de manière pertinente, les approvisionnements en machines, en matériel, en pièces de rechange et en carburants devraient être suffisants pour l'agriculture. Il en est de même pour l'azote, sauf en cas de conflit général. La production de superphosphates peut se trouver entravée par la pénurie de soufre et, en l'absence d'un système rationnel d'allocations, la production risque de diminuer dans de graves proportions. L'accroissement de la demande d'ouvriers pour l'industrie (peut-être aussi la formation militaire) peut provoquer une crise de main-d'œuvre agricole dans certains pays tels que le Royaume-Uni et la Norvège, particulièrement à l'époque de la moisson, si des efforts vigoureux ne sont pas déployés pour faire venir d'autres pays des ouvriers actuellement en chômage.

Enfin les gouvernements d'Europe pourront se voir forcés de suspendre l'application des programmes tendant au développement progressif des produits de l'élevage de prix plus élevés, et de redonner la préférence à la production d'aliments d'un prix moindre et d'une teneur énergétique plus élevée. Bien que, d'une manière générale, le régime alimentaire se soit récemment amélioré, on observe déjà des signes de ralentissement de cette tendance et même, dans un petit nombre de pays, de régression. Quelles que soient les modifications imposées à la politique agricole des gouvernements par l'effort croissant de réarmement, il importe de faire en sorte que les gains récemment obtenus sur le plan nutritionnel ne soient pas perdus.

EUROPE ORIENTALE ET URSS *

Situation actuelle

En Europe orientale, la production agricole en 1950/51 a considérablement souffert de la séche-

* Aux fins du présent exposé, l'Europe orientale comprend la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

resse qui a sévi l'année dernière dans le Bassin danubien où la récolte de maïs a été sévèrement touchée.

TABLEAU 11. — EUROPE ORIENTALE - EVOLUTION DE LA SUPERFICIE ET DE LA PRODUCTION TOTALES DES PRINCIPALES RÉCOLTES (INDICES) (a)

ANNÉES	SUPERFICIE	PRODUCTION
Avant-guerre.	100	100
1948	91	89
1949	92	92
1950	93	87

a) La production (blé, seigle, orge, avoine, maïs, riz, sucre et pommes de terre) est exprimée en équivalent de blé. Superficiés indiquées d'après les chiffres officiels ou les meilleures données disponibles.

La superficie moyenne des terres consacrées aux céréales secondaires pendant la période 1943-50 a été nettement inférieure au niveau d'avant-guerre, alors que les emblavures de céréales panifiables ont atteint ce dernier. La superficie des cultures sucrières et oléagineuses et la production ont très fortement augmenté. Ce changement dans la physionomie de la production est dû en partie à une politique délibérée d'un grand nombre de gouvernements visant à consacrer de plus grandes superficies à des récoltes réclamant une culture intensive et davantage de main-d'œuvre, et à accroître le cheptel, en développant la production destinée à l'alimentation du bétail.

TABLEAU 12. — EUROPE ORIENTALE : ESTIMATION DES EFFECTIFS BOVINS ET PORCINS

PAYS	BOVINS			PORCINS		
	1938/39	1950/51	1950/51 en pourcentage de 1938/39	1938/39	1950/51	1950/51 en pourcentage de 1938/39
	(Millions de têtes)		(Pour cent)	(Millions de têtes)		(Pour cent)
Bulgarie . .	1,5	2,1	140	0,8	1,5	188
Hongrie . .	2,4	2,1	88	3,9	4,3	110
Pologne . .	9,9	6,9	70	9,7	8,1	84
Roumanie .	3,5	4,9	140	2,3	2,3	100
Tchécoslovaquie . .	4,4	4,1	93	3,5	3,7	106
Yougoslavie.	4,3	5,3	123	3,5	4,7	134
TOTAL. .	26,0	25,4	98	23,7	24,6	104

SOURCE : Etudes sur la situation économique de l'Europe en 1950, publiée par la CEE.

La reconstitution des effectifs à partir des niveaux peu élevés des premières années d'après-guerre s'est faite à un rythme assez rapide. Le cheptel bovin a presque rejoint le niveau d'avant-guerre et les effectifs porcins ont nettement dépassé ce dernier. De même, les effectifs ovins ont considérablement augmenté au cours des deux dernières années.

Les effets de la sécheresse de 1950 se sont surtout fait sentir en Yougoslavie ; néanmoins, les derniers renseignements indiquent que même dans ce pays les effectifs du bétail ont augmenté. On estime que la production de viande en Europe orientale en 1949 a atteint de 65 à 75 pour cent de son niveau d'avant-guerre ; toutefois, elle semble s'être nettement développée en 1950 dans la plupart des pays de la région. Avant le recul de la production qui a été enregistré à la suite de la sécheresse de l'année dernière, les faibles niveaux de consommation de l'Europe orientale s'étaient améliorés dans l'ensemble de façon continue, la ration calorique individuelle se rapprochant considérablement de celle d'avant-guerre dans la plupart des pays. Toutefois, ce résultat n'a pu être atteint dans les pays du Bassin danubien que par une sévère réduction du volume des exportations par rapport à l'avant-guerre. Malgré cela, le niveau de consommation des produits d'origine animale, bien qu'en voie d'amélioration, est encore très inférieur à celui d'avant-guerre. Dans un certain nombre de pays, notamment en Yougoslavie, on a récemment pris, ou remis en vigueur, certaines mesures tendant à réduire et à rationner la consommation des produits alimentaires pour faire face à la pénurie alimentaire et aussi, peut-être, pour protéger le consommateur contre la hausse des prix des denrées alimentaires.

Le volume des exportations de ces dernières et d'autres produits agricoles en provenance de cette région dépend non seulement de l'importance de la récolte et de la production du bétail, mais aussi de la mesure dans laquelle la région peut importer des produits manufacturés dont elle a besoin. Un ralentissement des exportations de denrées agricoles provenant de l'Europe occidentale n'est nullement exclu si cette région ne réussit pas à importer des produits manufacturés de l'Europe occidentale.

Aussi est-il impossible de prévoir les tendances du commerce des principales denrées alimentaires entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale. Néanmoins, il se peut que l'on assiste à une re-

prise des exportations de céréales à la suite de la récolte abondante de 1951.

Les renseignements disponibles indiquent que le volume du commerce intérieur de l'Europe orientale a pu augmenter de 25 pour cent environ au cours de l'année écoulée. La Yougoslavie mise à part, les pays de l'Europe orientale semblent actuellement coordonner leurs échanges avec les différents plans de production et accords commerciaux au sein d'un programme de mise en valeur de l'ensemble de la région. L'intégration de l'économie de la région à celle de l'Union soviétique paraît se renforcer.

En URSS, le redressement de la production agricole s'est poursuivi en 1950, bien que l'on n'ait pas réussi à augmenter la production de 20 pour cent par rapport à 1940 comme il était prévu. La superficie cultivée totale a augmenté en 1950 de 6 millions d'hectares environ par rapport à l'année précédente pour atteindre le chiffre approximatif de 147 millions d'hectares ; néanmoins, ce dernier est encore légèrement inférieur à celui d'avant-guerre. Les superficies consacrées au blé de printemps, au coton, au lin, aux betteraves sucrières et aux graines oléagineuses, et la production de ces denrées ont augmenté considérablement. Mais la récolte de céréales qui s'est chiffrée à 124 millions de tonnes a été inférieure de 3 millions de tonnes aux prévisions, et celle de betteraves sucrières de 10 pour cent. D'autre part, la production de coton a dépassé de 20 pour cent l'objectif prévu. Le secteur de la production animale continue à marquer un sérieux retard.

L'année 1950 a été pour l'Union soviétique la meilleure de l'après-guerre en ce qui concerne les disponibilités alimentaires. Il n'y a plus pénurie de pain ; néanmoins les approvisionnements en produits de l'élevage et en sucre sont encore insuffisants. A la suite des baisses générales de prix qui sont intervenues depuis 1947, les salaires réels ont considérablement augmenté. En 1950, le commerce de détail des produits alimentaires et des biens de consommation manufacturés a continué à se développer.

L'Union soviétique reste virtuellement la plus importante source européenne de céréales pour les pays de l'Europe occidentale. Les exportations totales de céréales ont légèrement dépassé 2 millions de tonnes en 1949/50. L'Inde a récemment procédé en URSS à l'achat de 500.000 tonnes de céréales. Les engagements de ce pays en ce qui concerne les exportations de céréales portaient

sur environ 2.200.000 tonnes à la date du 1^{er} mai 1951, y compris 500.000 tonnes de blé. Ce chiffre atteindra probablement 2.500.000 tonnes pour l'ensemble de la campagne. En 1951/52, les exportations pourraient fort bien atteindre 3.000.000 de tonnes ; toutefois, il faut s'attendre à un accroissement de celles à destination de l'Extrême-Orient par rapport à ces dernières années.

Perspectives

La production de céréales dans les pays du Bassin danubien et probablement dans les autres pays de l'Europe orientale semble devoir dépasser, en 1950, celle de l'année précédente. Il ne faut pas s'attendre à ce que la production alimentaire se développe rapidement dans cette région au cours des deux prochaines années, en dépit d'une utilisation croissante d'engrais et de machines agricoles.

Néanmoins, la production industrielle, dont les moyens ont été à l'origine très inférieurs à ceux des pays de l'Europe occidentale, connaît un essor beaucoup plus rapide que dans ces derniers. Le rythme et l'aspect de l'industrialisation varient considérablement d'un pays à l'autre ; les programmes à long terme qui ont été récemment révisés mettent davantage l'accent sur l'industrie lourde. A l'exception de la Yougoslavie, la collectivisation agricole a été également accélérée en vue de libérer de la main-d'œuvre pour l'industrie, tout en augmentant les disponibilités alimentaires. Toutefois, jusqu'ici, la population rurale de la région n'a que légèrement diminué.

Malgré l'accroissement des ressources consacrées à l'industrie lourde et à l'agriculture, il n'y a pas de menace sérieuse d'inflation en raison du contrôle sévère exercé par le gouvernement. Toutefois, le développement de l'industrie pourrait être entravé par la réduction des importations de produits industriels en provenance de l'Europe occidentale.

L'expansion industrielle de l'Union soviétique reçoit également une vigoureuse impulsion, notamment en ce qui concerne l'industrie lourde. Etant donné que ce pays continue à consacrer davantage de ressources à celle-ci qu'aux industries produisant des biens de consommation, il ne faut pas s'attendre à une amélioration importante du niveau de vie. Actuellement, la balance commerciale de l'URSS avec les pays de l'Occident, notamment le Royaume-Uni, est nettement créditrice. Le rythme du développement industriel

pourrait être encore accéléré si ce solde créditeur était utilisé par les Soviétiques pour l'achat de matières premières et de machines sur l'échelle voulue.

Dans le domaine agricole, on s'efforce de renforcer la collectivisation en fusionnant les fermes collectives pour les transformer en de grandes entreprises. Cette politique a pour but une économie de main-d'œuvre et d'équipement, mais il est difficile de savoir si elle s'avère fructueuse. Il sera indispensable d'accroître fortement les disponibilités en produits du bétail, en huile et en fibre, si l'on veut améliorer sensiblement les niveaux de consommation.

Comme c'est le cas pour d'autres économies dirigées, le renforcement de la demande ne peut provoquer une inflation sérieuse, puisque la répartition des approvisionnements peut être planifiée et contrôlée et que tout excédent de la circulation monétaire peut être absorbé par des emprunts forcés ou des revalorisations.

AMÉRIQUE LATINE

Situation actuelle

La plupart des pays d'Amérique latine s'emploient toujours activement à accélérer leur production alimentaire de façon à ce que les disponibilités pour la consommation se maintiennent au taux élevé de l'accroissement démographique. La superficie des principales cultures et leur production en 1950/51 ont dépassé celles de la campagne précédente. La récolte globale de céréales a atteint environ 31 millions de tonnes, soit près de 15 pour cent de plus qu'en 1949/50. Dans ce groupe, le maïs a accusé la plus forte augmentation, principalement en raison de récoltes plus abondantes en Argentine et au Mexique. La production de blé en Argentine est évaluée à environ 5.500.000 tonnes contre les 6.500.000 tonnes prévues. Au Brésil, elle est chiffrée à 556.000 tonnes pour 1951, soit une amélioration de plus de 100 pour cent par rapport à 1946, année qui marqua le début de la campagne d'encouragement à la production de blé. De même, les récoltes d'orge, d'avoine et de seigle ont fortement augmenté. Ailleurs la production de céréales a peu varié. Dans l'ensemble, la production de riz a été légèrement inférieure à celle de l'année dernière. Au Brésil, le principal pays producteur de la région, les prix ont été moins favorables aux

cultivateurs, aussi la superficie ensemencée s'est-elle sensiblement réduite. On évalue à 15 pour cent l'augmentation de la production de graines oléagineuses; la production de sucre a continué à se développer.

La diminution de la récolte de café par rapport à 1949/50 et la baisse de la qualité de ce dernier en Colombie sont imputables aux conditions atmosphériques défavorables qui ont sévi dans ce pays et au Brésil, qui sont les deux principaux producteurs de la région. La récolte de café a également fléchi chez les petits producteurs, sauf en Equateur, au Honduras et dans la République Dominicaine.

La production globale de viande augmente lentement. En 1950, l'augmentation était surtout manifeste au Brésil et au Chili, alors que l'on notait au contraire une légère baisse en Argentine et en Uruguay. L'impasse sur les prix à laquelle ont abouti les négociations avec la Grande-Bretagne explique en partie la réduction des abattements dans ces deux pays. En même temps l'amélioration des pâturages a incité les éleveurs à reconstituer leur cheptel qui avait été éprouvé par la sécheresse de l'année dernière. A la suite de la conclusion de l'accord sur la viande passé avec la Grande-Bretagne et grâce à la poursuite de l'amélioration des pâturages, les perspectives de production sont devenues plus favorables.

En dépit des superficies record plantées en coton en Argentine et au Mexique, la production de cette denrée n'a que très légèrement dépassé celle de la campagne précédente. Au Brésil, le principal pays producteur de la région, on note également une augmentation des superficies cultivées et de la production. La récolte péruvienne serait cependant inférieure à celle de 1949/50 en raison de l'insuffisance de l'approvisionnement en eau des terres côtières irriguées et des dégâts causés par les insectes. Le fait nouveau le plus important est sans doute le maintien de l'accroissement des superficies plantées en coton au Mexique. La dernière récolte dans ce pays a en effet doublé depuis 1948 et triplé par rapport au niveau moyen d'avant-guerre.

On peut prévoir qu'en 1950/51 la production de laine sera plus importante que l'année précédente. Les derniers renseignements indiquent que la production de l'Uruguay augmentera de près de 10 pour cent. L'effectif ovin serait plus élevé que celui de l'an passé tant en Argentine qu'en Uruguay.

En ce qui concerne les pêches, bien que les prises n'aient que faiblement augmenté par rapport à l'an dernier, certains pays exécutent actuellement un programme bien défini et méthodique en vue d'augmenter les ressources nationales (Venezuela, Chili, Uruguay). Cette nouvelle politique a pris en ligne de compte les besoins en bateaux à moteurs, en équipement frigorifique, en matériel de conserverie, etc.

Pour l'ensemble de la région, le développement des exportations de denrées alimentaires est limité par les besoins d'une population qui s'accroît rapidement. En fait, un certain nombre de pays ont été contraints d'adopter des mesures pour assurer le maintien du niveau de consommation. Ainsi, au mois de février, le gouvernement mexicain a interdit l'emploi du maïs indigène pour des fins autres que l'alimentation humaine et a décrété que le maïs utilisé industriellement devrait être importé. Un déficit de quelque 350.000 tonnes dans les approvisionnements de blé a été comblé grâce à un don des Etats-Unis. Au Chili, il a fallu compenser un déficit de 200.000 tonnes dans la production locale par des achats qui font actuellement l'objet de négociations avec l'Argentine et l'Uruguay.

Néanmoins, l'augmentation de la production céréalière en Amérique latine permettra d'augmenter quelque peu cette année les exportations à destination d'autres régions. Les exportations de maïs de l'Argentine, qui étaient tombées à un niveau insignifiant l'an dernier à la suite d'une mauvaise récolte, ont repris en 1951. Toutefois, les efforts de ce pays pour accroître la production de viande renforceront sans doute sérieusement la demande intérieure de maïs. Il se peut que les exportations ne dépassent guère 1 million de tonnes. Les exportations de blé argentin sont évaluées pour l'année en cours à 2.500.000 tonnes, soit un tonnage égal ou légèrement inférieur à celui de l'an passé. La plus grande partie de ces exportations est destinée aux autres pays d'Amérique latine et en particulier au Brésil. La réduction de la production de riz réduira probablement cette année les expéditions de cette céréale en provenance d'Amérique latine.

Les exportations de café en 1950 ont été inférieures à celles de l'année précédente — cette diminution étant due à la baisse de la production, au manque de stocks et au fléchissement de la demande étrangère. Toutefois, au cours du premier semestre de 1951, les exportations sont revenues

à leur niveau de la période correspondante de 1949.

On prévoit la constitution d'excédents exportables de sucre et de graines oléagineuses plus importants, particulièrement en Argentine. Le ralentissement des exportations de viande vers les autres régions se poursuivra sans doute, malgré la reprise du commerce de cette denrée entre l'Argentine et la Grande-Bretagne.

Les disponibilités exportables de coton ont été évaluées à 1.900.000 balles contre 1.500.000 l'année précédente. Bien que la production de laine ait été légèrement supérieure à celle de l'année précédente, les exportations globales de la région diminueront considérablement en raison de la liquidation des stocks argentins précédemment accumulés. Les exportations de laine de l'Uruguay sont plus importantes que celles de la campagne précédente, qui s'étaient ressenties d'une grève des dockers.

La demande élevée de matières premières qui résulte des programmes de réarmement explique la forte hausse des prix d'exportation au cours du second semestre de 1950. Ce facteur, de concert avec la réduction de la valeur des importations, s'est traduit par un gain net de plus d'un milliard de dollars sur les chiffres correspondants de 1949. En particulier les importations des Etats-Unis en provenance d'Amérique latine ont passé à 2.900.000 dollars, soit une augmentation de 25 pour cent par rapport au chiffre record établi précédemment en 1948. Il en a résulté une augmentation très marquée dans la plupart des pays d'Amérique latine des avoirs en or et en devises étrangères, dont la situation causait jusque là de fortes appréhensions aux gouvernements de la région.

Le revenu national global et le revenu brut des cultivateurs ont dépassé en 1950 les niveaux de 1949. L'augmentation du revenu national a incité les consommateurs à accroître leurs achats. Les affaires elles-mêmes — à quelques petites exceptions près — se sont également développées par rapport à l'an passé. Cependant la large expansion du crédit et de la circulation monétaire, de concert, dans une certaine mesure, avec les achats précipités de biens autres que de consommation qui ont été enregistrés au cours du deuxième semestre de l'année, ont de nouveau provoqué une poussée inflationniste qui s'est traduite par la hausse des indices des prix de gros et du coût de la vie. Aussi les gouvernements ont-ils été amenés à prendre des mesures énergiques pour enrayer l'inflation.

On a pu évaluer pour neuf pays latino-américains les changements intervenus par rapport à l'an dernier dans les disponibilités alimentaires par habitant, exprimés en termes de calories et de protéines (voir annexe). La ration calorique semble s'être élevée légèrement dans de nombreux pays, pour atteindre un niveau record, qui peut être considéré dans la plupart des cas comme proche des besoins moyens. Toutefois, dans certaines républiques d'Amérique latine, cette ration est à peine satisfaisante et dans quelques cas insuffisante. Il est à prévoir que les approvisionnements alimentaires sont insuffisants dans beaucoup de pays pour lesquels on ne possède pas encore de données récentes, particulièrement en Amérique centrale. En général la valeur nutritive des approvisionnements laisse toujours à désirer dans de nombreux pays et le régime n'assure pas une quantité suffisante des principaux éléments nutritifs. Le fait est souligné par les quelques enquêtes diététiques et nutritionnelles qui ont été menées dans certains pays de la région.

Perspectives

Les renseignements disponibles indiquent que les niveaux actuels de la production agricole en Amérique latine seront maintenus, sinon dépassés, au cours des deux prochaines années. Outre le stimulant que constituent des prix élevés, les gouvernements s'emploient activement à améliorer la production de la plupart des denrées agricoles. On s'attend à une augmentation de la production céréalière, surtout en Argentine, si les conditions atmosphériques sont favorables. Le gouvernement argentin a annoncé une nouvelle politique agricole assurant des prix plus rémunérateurs aux producteurs de céréales et de graines oléagineuses, prix établis sur la base de ceux qui lui sont payés sur les marchés étrangers et déduction faite des dépenses afférentes à la commercialisation et à la constitution de réserves financières. Cette politique entrera en vigueur avec la commercialisation de la récolte de maïs de la campagne 1950/51. On s'attend également à une augmentation de la production de plantes textiles, ainsi que de café et de fruits. Ainsi, au Brésil, bien que la récolte de café de 1951/52 puisse ne pas dépasser celle de la campagne précédente, on prévoit une augmentation considérable du volume de la récolte suivante. La production sucrière dans la région continuera probablement à se développer. Enfin un accroissement des exporta-

tations de fibres, de café et de laine, et une légère augmentation de celles de denrées alimentaires ne sont pas exclus.

En outre, on peut s'attendre à une nette amélioration des niveaux caloriques dans les pays où les normes alimentaires sont actuellement basses. Bien qu'une telle amélioration soit essentielle, il serait préférable d'accroître les approvisionnements d'aliments ayant une valeur nutritive relativement plus élevée. Ainsi il semble qu'il y ait tendance, dans certains pays, à augmenter les disponibilités par habitant en tubercules et plantes racines tout en réduisant celles de céréales et de légumineuses, lesquelles sont cependant plus riches en protéines et autres principes nutritifs.

Toutefois, la question cruciale est celle des prix, non seulement des produits agricoles, mais encore de toutes les matières premières exportées d'Amérique latine. Les pays de cette région s'alarment des efforts tentés par les pays importateurs pour conclure des accords stabilisant l'offre et les prix de certains produits agricoles. Cette action peut en effet se traduire par une diminution de la valeur des exportations latino-américaines tant que les prix payés par les pays de la région pour l'importation des produits manufacturés ne seront pas soumis à un contrôle analogue. Les pays de l'Amérique latine craignent un renversement de la tendance à l'amélioration des termes de l'échange qui avait été enregistrée en 1950.

Des prix d'exportation élevés ou en hausse risquent d'aggraver les tendances inflationnistes de l'économie contre lesquelles les gouvernements pourront se voir contraints d'adopter des mesures encore plus énergiques, sans quoi de nouvelles hausses du coût de la vie risquent de nuire à la consommation, en particulier parmi les groupes de la population à faibles revenus. Les disponibilités vivrières peuvent se ressentir également du niveau élevé du prix des denrées agricoles non alimentaires. On commence déjà à enregistrer une certaine substitution des plantes textiles aux cultures vivrières et de la production de la laine à celle de la viande. Par ailleurs, si les gouvernements organisent de façon judicieuse et efficace le contrôle de l'inflation, l'accroissement du revenu national brut, résultant de la hausse de la valeur des exportations, pourra encourager l'investissement rationnel de capitaux dans l'agriculture et les autres secteurs de l'économie.

Si le programme de réarmement des Etats-Unis et de l'Europe occidentale doit limiter les appro-

visionnement en biens nécessaires à l'agriculture, qu'il s'agisse de machines, d'engrais ou de produits antiparasitaires, la politique actuelle d'amélioration de la production agricole sera entravée. Déjà les perspectives de pénurie pour certains produits manufacturés incitent les gouvernements à adopter des mesures de stockage. Au Brésil, par exemple, le gouvernement a affecté une somme de 140 millions de dollars à la constitution de stocks de matières premières essentielles d'importation.

AFRIQUE *

Situation actuelle

Tandis que le volume annuel de la production alimentaire pour la consommation intérieure peut varier brusquement par suite des conditions saisonnières, il ne faut pas s'attendre à des modifications profondes tant que les plans de développement à long terme intéressent l'agriculture et les autres secteurs n'auront pas été mis en train et ne commenceront à porter leurs fruits. D'autre part, le volume de la production agricole destinée à l'exportation est déterminé en grande mesure par la demande extérieure et par les prix à l'exportation. L'an dernier, des conditions saisonnières excellentes ont permis d'atteindre en Union Sud-Africaine une production record de blé et de sucre et d'augmenter celle des produits laitiers et de la margarine. Dans des régions telles que l'Afrique du Nord, où la pression de la population sur les disponibilités de la production alimentaire est particulièrement lourde, l'année a été normale et la production des denrées de base moyenne seulement. Dans certains territoires, les prix alimentaires intérieurs augmentent en même temps que ceux des produits primaires d'exportation. Dans beaucoup de régions spécialisées dans les cultures commerciales, ces hausses révèlent une pénurie croissante de produits alimentaires, la superficie consacrée aux cultures alimentaires s'étant contractée sous l'influence du contrôle des prix des denrées.

En raison de la hausse rapide des prix qui est intervenue durant la période de plantation ou de commercialisation de certains produits d'exportation, tels que les oléagineux, le cacao, le café, le coton et la laine, les excédents exportables pour

la présente campagne n'ont guère augmenté. L'accroissement des arrivages de certains produits, comme ce fut le cas pour l'huile de palme en provenance du Congo belge et de l'Angola, a été en général la conséquence de programmes de développement à long terme. Quant à certaines autres cultures importantes destinées à l'exportation (arachides, tabac, huile d'olive), leur production a diminué par suite des mauvaises conditions atmosphériques.

TABLEAU 13. — PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES PAR LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS

PRODUITS	Moyenne d'avant-guerre	1948/49	1949/50	1950/51
	(..... milliers de tonnes)			
Huile d'olive	105	55	155	65
Huile de palme. . . .	130	150	165	175
Arachides. . . .	1 140	1 155	1 235	1 090
Cacao	435	490	455	460
Café	110	225	215	230
Tabac	20	50	65	60
Coton	130	160	180	195
Laine	120	95	100	110
Sisal. . . .	10	20	20	21

Les prix des denrées alimentaires et des matières premières exportées d'Afrique ont monté de façon marquée. Entre les premiers mois de 1950 et de 1951, période de commercialisation de la plupart des produits tropicaux, les prix de la laine sud-africaine, par exemple, ont augmenté jusqu'à 140 pour cent ; ils ont doublé pour l'huile de palme et le coton d'Afrique occidentale ; l'arachide, le cacao et les fibres dures ont augmenté de 50 pour cent, tandis qu'on enregistrait sur certaines matières grasses des hausses allant jusqu'à 30 pour cent. Le cuivre, l'étain, le bois et divers autres produits non agricoles ont également marqué des hausses aussi spectaculaires.

Ces fortes hausses de prix ont provoqué dans la plupart des pays et territoires africains une prospérité incertaine et inégale. La longue expérience des irrégularités de la demande pour les produits tropicaux a suscité la crainte d'une baisse des prix à bref délai. On redoute en outre que la concurrence ne s'accroisse d'une part entre les cultures de rapport et les cultures vivrières, alors que les ressources de main-d'œuvre et de terre sont limitées, et, d'autre part, entre le secteur agricole et le secteur minier, du point de vue également de la main-d'œuvre et des autres ressources. En outre, il

* S'entend de tous les territoires du continent africain, à l'exception de l'Égypte, du Soudan anglo-égyptien, de l'Éthiopie, de l'Érythrée et de la Somalie.

TABLEAU 14. — EVOLUTION DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS D'AFRIQUE

PRODUITS ET PROVENANCE	2 mai 1950	9 mai 1951	Pourcentage d'augmentation
	<i>(Valeur en cents par kilog.)</i>		(%)
Cacao (Côte-de-l'Or) (a)	61,6	84,0	37
Arachides (A.-O. F.) (a)	18,4	28,6	56
Huile d'olive (Tunisie)	45,7	82,9-84,3	83
Huile de palme (Congo belge) (a)	25,5	54,0	118
Graines de coton (Ouganda) (b)	10,1	14,1	36
Laine (Union Sud-Africaine) (c)	344,7	815,4	137
Tabac (Rhodésie du Sud) (d)	103,8	112,8	9

a) Sur le marché métropolitain.

b) Fixés par le premier Office du marketing pour les campagnes 1950 et 1951.

c) Moyenne non pondérée des qualités supérieures, à Londres, en mars.

d) Marché aux enchères : moyenne des prix hebdomadaires des trois premières semaines d'avril.

est fréquent que le producteur local ne profite pas pleinement de la hausse des prix mondiaux. Si les produits sont commercialisés par des organismes de marketing, comme c'est le cas des arachides et de l'huile de palme de l'Afrique occidentale britannique, ou vendus à des prix pré-déterminés, ou selon un système prioritaire ou préférentiel (produits coloniaux portugais, belges et français), les prix tendent à rester inférieurs à ceux du marché mondial. En dépit de l'augmentation qu'ont marquée les prix contrôlés ou libres de la plupart des fibres, des produits oléagineux, du café et du cacao, le revenu réel des producteurs est affecté par la pénurie et la hausse toujours plus forte des biens de consommation de toute provenance, ainsi que des produits alimentaires importés.

Dans des pays comme l'Union Sud-Africaine, où l'économie est diversifiée, les prix de la laine et d'autres matières premières ont déterminé une prospérité plus généralisée, qui stimule le développement des industries secondaires et d'autres formes d'activité économique. Les agriculteurs européens de l'Afrique du Nord française et d'autres régions ont pu accroître leurs importations de matériel agricole et les plantations d'Afrique tropicale se sont développées. Cependant, les salaires des ouvriers indigènes employés dans ces exploitations n'ont pas augmenté dans la même mesure que l'ensemble des prix.

Aussi favorable que soit la situation des termes de l'échange, elle ne comporte pas que des avanta-

ges dans la plus grande partie de l'Afrique, où un large secteur de l'économie échappe au mécanisme des prix, et où la production spécialement orientée vers l'exportation constitue un domaine à part du reste de l'activité économique de la communauté.

A moins que les gouvernements n'aient des plans précis pour faire bénéficier toutes les classes de la population des avantages que rapporte la vente des produits actuellement demandés sur le marché mondial, la masse de la population indigène demeurera exclue de ces avantages et risque de souffrir de la pénurie alimentaire et de la hausse du coût de la vie en résultant. Au nombre des mesures gouvernementales destinées à soulager la détresse des populations, on peut citer les importations massives de maïs en Afrique orientale britannique. Au Congo belge, le prix de l'huile de palme destinée à la consommation intérieure a été maintenu au-dessous des prix d'exportation au moyen d'une subvention alimentée par un droit sur les exportations d'huile de palme. Dans l'Ouganda, les recettes provenant d'une augmentation des droits d'exportation aideront à constituer des réserves pour financer le développement général du territoire. Les offices de marketing pour le cacao et l'huile de palme en Afrique occidentale britannique et le fonds continué en Afrique-Equatoriale française pour subventionner le coton, ont prélevé sur leurs réserves des crédits pour les services sociaux, les transports et la recherche.

La caractéristique principale de la situation courante des pêches en Afrique demeure l'intérêt croissant que suscitent les projets élaborés après la guerre dans certaines régions telles que l'Afrique du Nord, l'Angola et l'Union Sud-Africaine en vue de développer la capacité de prise et de traitement des captures. En Union Sud-Africaine, le volume des mises à terre a augmenté de 66 pour cent de 1949 à 1950. Dans d'autres régions, par contre, on ne signale aucun progrès important.

En Union Sud-Africaine, la demande de bois d'œuvre a dépassé les disponibilités, et le marché est resté ferme. Jusqu'à présent, le développement des entreprises industrielles a entraîné la nécessité de construire de nouveaux bureaux, ce qui a compensé et au delà la diminution de la demande pour la construction de logements privés et stimulé les importations de bois d'œuvre. Il semble que les exportations de grumes de diverses régions de l'Afrique aient augmenté considérablement.

Malgré l'extrême rareté de données sur les disponibilités alimentaires pour la consommation humaine en Afrique, les renseignements montrent de graves carences dans les régimes de calories, de protéines et d'autres nutritifs. Dans toute la région, l'alimentation repose essentiellement sur un aliment amylicé unique, tel que le manioc, le maïs ou le riz. En raison du rendement élevé des racines féculentes par unité de surface, on les cultive de préférence aux autres plantes. C'est seulement lorsque la teneur calorique de l'alimentation est suffisante que l'on cultive des plantes de plus haute valeur nutritive, telles que le millet et les légumineuses. Les légumes et les fruits ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'alimentation, tandis que les aliments riches en protéines, notamment les produits animaux, ne sont consommés qu'en très petites quantités. En fait, le manque de protéines est l'une des insuffisances les plus sérieuses de l'alimentation africaine. Il est la cause directe de la haute incidence du «kwashiorkor», grave symptôme de malnutrition responsable en grande partie du taux élevé de la mortalité parmi les enfants de six mois à cinq ans. Le rôle de la carence protidique dans le développement de la maladie est évident, car les aliments riches en protéines (viande, poisson, lait et légumes secs) empêchent son apparition. Les défauts des régimes se traduisent par de nombreuses autres maladies de carence.

Perspectives

Il est à prévoir que, durant la prochaine campagne, le niveau élevé des prix influera de façon plus sensible sur les disponibilités exportables, bien qu'en pays tropical toutes les cultures soient sujettes à de fortes variations, qu'il s'agisse de cultures vivrières ou pour l'exportation. Les rapports sur la production vivrière laissent prévoir la possibilité de nouvelles réductions de la production nord-africaine et de sérieuses pertes causées en Afrique orientale par la sécheresse. Les pays métropolitains continueront sans doute à développer leurs échanges avec leurs territoires d'outre-mer. Il se peut également que l'on s'oriente davantage vers les cultures permettant soit de se procurer, soit d'économiser des dollars, lorsque prendra fin l'aide fournie au titre du plan Marshall. Si certaines des propositions actuelles d'intégration des ressources agricoles européennes aboutissent, il est possible que les territoires africains

dépendant des pays d'Europe participent à cette mise en commun.

Tant que la demande actuelle de matières premières demeurera aussi urgente, le déséquilibre dont souffre actuellement l'économie africaine ira s'accroissant. L'effet le plus à craindre sera celui qu'exerce sur la production alimentaire l'accroissement de la production pour l'exportation, compliqué encore par la pénurie de main-d'œuvre et la nécessité de préserver la fertilité du sol. Depuis l'avant-guerre la superficie consacrée à la plupart des principales cultures d'exportation a augmenté, tandis que l'effectif de la main-d'œuvre employée à des fins non agricoles s'est accru, pendant la même période, plus rapidement que la population totale. Il est difficile de dire jusqu'à quel point cette augmentation s'est faite aux dépens de la production alimentaire du continent dans son ensemble, mais il est certain que les régimes de la quasi-totalité de la population, exception faite de quelques groupes habitant les zones industrialisées ou les agglomérations urbaines, s'établissent au niveau de subsistance, c'est-à-dire qu'en l'état actuel du développement technique, il y aurait danger à détourner davantage les disponibilités vers d'autres secteurs. Depuis la dernière guerre, des régions qui se suffisaient auparavant ou même exportaient des denrées de base, telles que l'Afrique du Nord française et la Rhodésie du Sud, doivent maintenant importer des céréales. Il semble que l'insuffisance des ressources alimentaires locales dans certaines régions d'Afrique occidentale, spécialisées dans la production du cacao et de l'huile de palme, soit devenue un phénomène permanent. Les superficies ensemencées en blé et en maïs en Afrique orientale diminuent à mesure que montent les prix du tabac, du sisal, du coton et du café. Les agriculteurs ne peuvent plus se permettre de produire des denrées alimentaires, quand les prix de revient augmentent et que le prix de ces denrées reste inférieur aux cours des produits sur le marché extérieur libre.

On a reconnu récemment que la production intensive de produits d'exportation devrait s'accompagner de vastes programmes de production alimentaire. Parmi les mesures que l'on essaie actuellement de mettre en œuvre, il faut signaler la campagne tendant à stimuler cette production dans la Côte-de-l'Or, ainsi que les essais de culture mécanisée du riz en Afrique-Occidentale française et britannique, au Libéria et en Rhodésie du Nord. De plus, on a compris combien il

importait d'améliorer la valeur calorique des régimes, notamment pendant les « mois de famine » que constitue la période de soudure. On s'efforce de développer la production d'aliments d'origine animale et de poisson pour pallier le manque de protéines. Si cette formule est difficilement applicable, on encourage la production de légumes riches en protéines, telles que les légumes secs. Il convient de noter l'importance de telles mesures dans la prévention des maladies de carence.

Divers programmes ont été entrepris pour aider les cultivateurs africains à adopter de nouvelles formules de culture qui leur permettraient de tirer un meilleur parti des maigres ressources qu'offre le pays et de répondre aux nouvelles obligations imposées à l'agriculture africaine. De nombreux plans sont en cours de préparation et il est appliqué des mesures qui profiteront directement ou indirectement aux producteurs indigènes : lutte contre les ennemis des cultures, travaux de conservation du sol, amélioration de variétés cultivées, distribution de semences et autres services techniques. De plus, les divers gouvernements ont entrepris, dans ces divers domaines, une action commune. Il est difficile de prévoir exactement le résultat de ces efforts sur la production alimentaire africaine, mais on peut être assuré qu'ils prépareront la voie au développement plus rationnel de l'agriculture de ce continent.

On ne pense pas que le développement de l'industrie africaine de la pâte de bois corresponde à l'accroissement de la demande, et l'on estime qu'en 1955 le déficit du continent sous ce rapport atteindra 10.000 tonnes par an.

PROCHE-ORIENT *

Situation actuelle

Au Proche-Orient, le développement de l'agriculture n'a pas suivi le rythme de l'accroissement de la population. Si, grâce à l'extension de l'irrigation, la superficie cultivée a augmenté de 10 pour cent par rapport à l'avant-guerre, la population totale de la région a augmenté de près de 20 pour cent dans les 15 dernières années.

La superficie totale consacrée aux céréales a augmenté régulièrement depuis la guerre. Cette

* Sont compris dans cette région les pays asiatiques situés à l'ouest du Pakistan, ainsi que la Turquie, l'Égypte, le Soudan anglo-égyptien, l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie.

tendance a continué de se faire sentir en 1950/51 avec un gain de 860.000 hectares, ce qui représente plus de 4 pour cent en un an. Pour les autres cultures vivrières, la superficie n'a guère augmenté. Au contraire, le coton a pris une extension croissante depuis 1943, la superficie en coton ayant atteint son maximum en 1950/51 avec 1.800.000 hectares. En gros, 300.000 hectares de terres à blé potentielles ont ainsi été plantées en coton ; mais comme dans les régions irriguées les céréales d'hiver succèdent sur les mêmes terres au coton d'été, cette expansion de la culture du coton, encouragée par la hausse des cours mondiaux, ne s'est guère faite au détriment réel de la production alimentaire de la région.

Dans l'ensemble, la campagne 1950/51 a été une bonne année agricole dans le Proche-Orient. La Syrie, l'Irak et l'Iran ont eu de bonnes récoltes de grains et l'Égypte une excellente récolte de riz. En Turquie, si la moisson n'a pas correspondu aux premiers espoirs, les approvisionnements alimentaires ont cependant été satisfaisants dans l'ensemble du pays, et la production de lait, de viande, d'œufs et de fromage a augmenté. La récolte d'agrumes d'Israël souffre encore des sérieux dommages causés aux plantations il y a deux ans. En Syrie, au Liban et en Israël, la récolte d'olives était également assez médiocre. La production de coton en Égypte n'était pas très élevée, mais le Soudan anglo-égyptien, la Turquie et la Syrie ont enregistré des récoltes record. Dans l'ensemble, le bétail de la région se trouvait dans de bonnes conditions au début de l'hiver 1950/51.

La production totale de céréales dans la région, évaluée pour 1950/51 à 23.500.000 tonnes, dépasse de 11 pour cent la moyenne d'avant-guerre. Non compris le millet et le sorgho, la production atteignait environ 20 millions de tonnes, soit près de 3 millions de tonnes de plus que l'année précédente, et était à peine inférieure à la production record de 1948/49. La production des autres produits alimentaires en 1950/51 a été assez inégale. Les récoltes de légumes secs et d'agrumes étaient inférieures à celles de l'année précédente et de beaucoup inférieures à la production d'avant-guerre. Il y a eu un léger déclin de la production du sucre, mais une forte augmentation de celle des pommes de terre. Parmi les cultures annuelles de rapport, le coton a atteint un record en dépit de la réduction de cette récolte en Égypte.

Des évaluations sur les modifications survenues au cours de l'an passé dans les approvisionnements

TABLEAU 15. — PRODUCTION AGRICOLE DANS LE
PROCHE-ORIENT

DENRÉES	Avant-guerre	1948	1949	1950
	(..... millions de tonnes			
Céréales (non compris millet et sorgho) . . .	17,6	20,2	17,4	20,1
Légumes secs	1,6	1,1	1,2	1,1
Pommes de terre	0,3	0,9	0,8	0,9
Sucre	0,2	0,4	0,3	0,3
Agrumes	0,8	0,7	0,7	0,6
Coton (lint)	0,56	0,56	0,59	0,69

alimentaires destinés à la consommation humaine n'ont pu être établies que pour l'Égypte et la Turquie (voir l'annexe). Dans ces deux pays, les niveaux caloriques semblent se rapprocher des besoins moyens de la population ; en Turquie, on note des gains récents dans les chiffres de calories et de protéines disponibles par habitant. En revanche, il semble ressortir des renseignements dont on dispose que les approvisionnements alimentaires continuent d'être insuffisants dans la plupart des autres pays du Proche-Orient. Du point de vue de la qualité, les approvisionnements alimentaires laissent à désirer dans l'ensemble de la région, les denrées produites étant surtout des aliments uniquement énergétiques. Les régimes moyens manquant d'éléments « protecteurs » de haute valeur nutritive, la malnutrition est très répandue. Le faible pouvoir d'achat qui affecte d'importants groupes de la population du Proche-Orient fait qu'il leur est pratiquement impossible de s'alimenter de façon suffisante.

En Égypte, l'augmentation de la population a fait de ce pays une région déficitaire du point de vue de la production alimentaire. En 1950/51, l'Égypte importait environ 500.000 tonnes de blé, le gros de ces importations étant fait dans le cadre de l'Accord international sur le blé. Au cours de cette même année, l'Égypte a exporté quelque 173.000 tonnes de riz à des prix relativement élevés, ce qui lui a permis de couvrir en grande partie le coût de ses importations de blé. Le Liban, l'autre pays de cette région régulièrement déficitaire du point de vue alimentaire, tire parti des excédents d'exportation des pays voisins. La plupart des autres pays de la région n'ont que de façon irrégulière des excédents de grains et doivent faire appel aux importations dans les mauvaises années.

L'économie de nombreux pays du Proche-Orient dépend dans une large mesure de la production de cultures commerciales pour l'exportation. Grâce à l'accroissement de la demande mondiale et de la hausse des cours des fibres textiles, environ 410.000 tonnes de coton et 18.000 tonnes de laine ont pu être exportées de la région en 1951, fournissant un montant assez important de devises étrangères. La valeur du commerce total de la région a augmenté sensiblement par rapport aux chiffres d'avant-guerre, malgré un déclin des échanges intra-régionaux de produits agricoles. Avant la guerre de Corée, plusieurs pays devaient combler le déficit de leur balance commerciale en faisant appel à leurs réserves de devises étrangères, en puisant dans leurs soldes créditeurs sterling et en se faisant payer les redevances sur les installations pétrolifères ; mais la guerre de Corée et le programme de réarmement ont amélioré la balance commerciale de ces pays. Une amélioration de caractère plus durable pourrait résulter d'une coopération régionale sur le plan économique, telle que celle qui a été proposée aux conférences économiques internationales de l'Islam à Karachi (1949) et à Téhéran (1950), ainsi que de réunions régionales intergouvernementales organisées par la FAO et par d'autres institutions des Nations Unies.

Perspectives

Il est peu probable que la production alimentaire dans l'ensemble de la région dépassera en 1951/52 le niveau de l'année précédente. Suivant les pays, les prévisions de récolte sont en effet assez différentes. L'Égypte et la Turquie auront des moissons plus importantes, mais les perspectives sont moins optimistes pour la Syrie, l'Iran, Israël et la Jordanie. La Syrie a d'ailleurs annoncé récemment qu'elle arrêterait ses exportations d'orge pour parer à toute éventualité. En Israël, les cultures non irriguées ont souffert d'une des plus graves sécheresses qu'on ait connues depuis de nombreuses années.

Dans l'ensemble du Proche-Orient, les pertes risquent d'être sérieuses si une lutte efficace n'est pas menée sur le plan international contre les invasions de criquets qu'on signale dans de vastes régions. L'agriculture intensive de l'Égypte et de la Turquie peut également être sérieusement affectée par la pénurie croissante en matériel agricole et en engrais et produits antiparasitaires à base de soufre, qui est un contre-coup des programmes de réarmement des pays occidentaux.

En outre, la forte hausse de la demande et des prix mondiaux pour le coton a incité les cultivateurs à se livrer à des cultures de rapport plutôt qu'à la production de denrées alimentaires. D'après des évaluations préliminaires, la production de coton dans le Proche-Orient sera peut-être supérieure de 30 pour cent en 1951/52 à ce qu'elle avait été l'année précédente. Les pourcentages d'augmentation respectifs de la Turquie, de la Syrie, de l'Iran et de l'Irak seront même, croit-on, plus élevés. En Syrie, l'expansion de la culture du coton semble s'être faite au détriment des céréales alimentaires; un même processus s'est probablement manifesté dans plusieurs autres pays. Sans doute, la superficie et la production de blé, de maïs et d'orge en Egypte accusent-elles des progrès sensibles en 1951, mais les services officiels égyptiens ont élevé les prix garantis aux cultivateurs de blé, à partir de la récolte de 1952, afin de parer au danger d'une sérieuse pénurie alimentaire que pourrait entraîner l'expansion de la culture du coton au détriment des cultures alimentaires.

Dans le domaine des pêches, on note une évolution favorable de la situation, qui aura peut-être, dans un proche avenir, d'importantes conséquences. C'est ainsi qu'en Turquie un vaste programme de mise en valeur des pêches est en bonne voie, cependant qu'en Egypte a été entreprise la réalisation d'un programme triennal qui vise à moderniser les méthodes de pêches et à intensifier la pisciculture en eau douce.

Du point de vue nutritif, on peut noter des signes encourageants d'une légère amélioration de la situation. Il semble, par exemple, qu'il y ait, dans les pays où le niveau calorique est faible, une heureuse tendance à relever celui-ci rapidement en augmentant les approvisionnements en aliments énergétiques, céréales et légumes secs notamment. Par contre, on relève une fâcheuse tendance dans certains pays à augmenter les approvisionnements en tubercules et en racines, aliments pauvres en protéines, et à réduire en même temps la production des céréales et des légumes secs.

L'industrialisation accrue a stimulé l'emploi et le rendement dans certaines industries, en particulier dans le textile. De nouvelles industries se sont récemment installées dans la région; en particulier, l'ouverture d'une nouvelle usine de production d'engrais et de produits chimiques en Egypte présente une importance particulière pour

l'agriculture. L'augmentation du pouvoir d'achat, qui résulte de la forte demande mondiale pour les produits d'exportation de la région, notamment pour les matières premières industrielles, renforcera sans doute la pression inflationniste qui pèse sur les biens de consommation disponibles en faible quantité. En 1951, le mouvement ascendant des indices du coût de la vie s'est accéléré dans plusieurs pays. La hausse des prix des denrées alimentaires réduit le niveau de la consommation pour la majorité des consommateurs qui ne produisent pas de quoi se nourrir, cependant que le prix de revient élevé des biens de consommation indispensables tend à limiter ou à réduire le revenu réel des producteurs de denrées alimentaires. En dépit des mesures anti-inflationnistes, il sera peut-être difficile, dans les mois qui viennent, de maintenir les niveaux de vie actuels, déjà si bas, des groupes les plus pauvres de la population du Proche-Orient.

La balance commerciale des pays exportateurs de coton continuera sans doute en 1951/52 d'être favorable, non seulement du fait de l'accroissement probable du volume des exportations de fibres, mais également du maintien des conditions avantageuses des termes de l'échange. Si, en dépit de la récente tournure des événements politiques dans la région, les investissements de capitaux étrangers dans l'industrie pétrolière du Proche-Orient continuent d'affluer et si la production pétrolière ne diminue pas, les revenus accrus qui résulteront des redevances pour les installations pétrolifères amèneront peut-être certains pays à investir davantage de fonds à la mise en valeur de leur agriculture et à développer en particulier leur crédit agricole. Cependant, la pénurie actuelle de biens de production risque de ralentir l'essor de nouvelles industries et pourrait même retarder l'expansion de l'irrigation, de la mécanisation et des autres facteurs de la mise en valeur de l'agriculture.

EXTRÊME-ORIENT *

Situation actuelle

La production agricole en Extrême-Orient a accusé en 1950/51 un progrès sur celle de l'année précédente, mais sans probablement dépasser le record d'après-guerre atteint en 1948/49. Au

* Cette région comprend tous les pays asiatiques à l'est de l'Afghanistan, ainsi que la Chine continentale, mais pas la Nouvelle-Guinée.

cours de l'année envisagée, tous les pays déficitaires du point de vue alimentaire ont augmenté la superficie consacrée aux céréales, mais il ne s'en est pas suivi un gain proportionnel dans la production, surtout en raison des échecs étendus des cultures dans le sous-continent indien.

L'accroissement de la population, le dépeuplement des campagnes dans certains pays et le fait que les petits cultivateurs ne sont pas encouragés à écouler les faibles excédents de leurs cultures, ont entraîné dans certaines régions de graves pénuries alimentaires. En 1951, les importations nettes de céréales alimentaires en Extrême-Orient, région qui disposait avant-guerre d'assez forts excédents exportables, atteindront peut-être au total 8 millions de tonnes, ce qui constitue un chiffre record.

La hausse spectaculaire du prix du caoutchouc depuis le début de la guerre de Corée a amené les petits planteurs à tirer davantage parti de leurs arbres. La production mondiale de caoutchouc naturel, dont le plus gros provient de l'Asie du Sud-Est, a atteint le total record de 2 millions de tonnes en 1950. La production du thé en Extrême-Orient a également dépassé le niveau d'avant-guerre, mais celle du tabac, du coton, du jute, des fibres dures, des graines oléagineuses et des huiles végétales est restée bien inférieure à ce niveau. La substitution des cultures alimentaires aux cultures commerciales, à laquelle on assiste depuis la guerre, explique la pénurie de matières premières destinées aux industries textiles régionales. Les importations nettes de coton brut dans la région ont augmenté régulièrement et sont passées de 190.000 tonnes, moyenne d'avant-guerre, à 340.000 tonnes en 1950.

Avant que la situation nouvelle créée par la guerre de Corée n'ait amélioré la balance des paiements de la plupart des pays d'Extrême-Orient, les importations de denrées alimentaires, de biens de consommation et de biens de production devaient être en partie financées en faisant appel aux réserves en devises étrangères, au solde créditeur sterling et aux prêts des institutions financières internationales. Les prêts et l'aide économique fournis par les Etats-Unis ont surtout contribué au relèvement de l'économie nationale des pays dévastés par la guerre.

Depuis la guerre de Corée, la pression inflationniste, qui s'exerce sur les prix des denrées alimentaires et les biens de consommation essentiels, a eu tendance à s'accroître, comme le montre la

hausse des indices du coût de la vie dans de nombreux pays. Dans certains cas, une nouvelle hausse des prix locaux a pu être enrayée grâce à des mesures anti-inflationnistes telles que l'instauration de droits élevés sur les exportations, l'adoucissement des restrictions à l'importation, et des ajustements monétaires et fiscaux. La hausse relativement plus forte des prix des textiles et des autres produits manufacturés par rapport à ceux des produits agricoles a entraîné, dans certaines régions, une diminution du revenu réel des cultivateurs.

Suivant les pays, la production a été des plus variées : la récolte de céréales a été mauvaise dans l'Inde, mais bonne en Chine, tandis que le Japon n'avait jamais connu une aussi belle moisson.

Une suite de calamités a compromis la production céréalière de l'Inde, menaçant de famine certaines régions de ce pays ; il a fallu importer plus de 6 millions de tonnes de céréales pour compenser les sérieux déficits de récoltes. D'après la Commission nationale du Plan de l'Inde, le problème alimentaire ne résulte pas seulement d'un déséquilibre temporaire entre l'offre et la demande, mais de la pression croissante de la population sur une production relativement figée. Cette Commission insiste pour que, aussi longtemps qu'un plan de développement économique devant porter sur les cinq prochaines années n'aura pas permis de ramener le volume des approvisionnements des biens de consommation essentiels à ce qu'il était avant la guerre, des dispositions soient prises pour importer au moins 3 millions de tonnes de céréales alimentaires chaque année. Elle reconnaît, par ailleurs, que les objectifs recherchés ne pourront être effectivement atteints par le seul effet d'une action nationale. Le Plan quinquennal de l'Inde s'intègre d'ailleurs directement dans le Plan de Colombo, qui organise sur le plan coopératif la mise en valeur des ressources économiques et l'amélioration des niveaux de vie du Pakistan, de Ceylan, de la Malaisie et des autres territoires du Commonwealth britannique en Asie orientale.

Le gouvernement de Pékin annonce des récoltes excellentes, et la production alimentaire en Chine métropolitaine serait bien supérieure à celle de l'année précédente. Cette amélioration est due surtout aux conditions climatiques favorables dans la plupart des régions de la Chine, mais les travaux activement entrepris pour lutter

contre les crues et la politique d'encouragement à la production n'ont pas été sans avoir également un rôle important. Au cours de 1950, le gouvernement de Pékin a apporté au système administratif des modifications essentielles qui ont mis tout le territoire métropolitain sous un contrôle centralisé. Il a été possible ainsi de mener une politique économique dirigée et unifiée, de fixer des objectifs de production pour le pays dans son ensemble, de poursuivre la réforme agraire, de répartir les ressources destinées à divers efforts de production et de constituer d'importants stocks alimentaires dont la distribution se fera sous contrôle officiel.

Au Japon, la production d'ensemble des denrées de base a été en 1950/51 la plus forte qu'on ait encore enregistrée. Depuis la guerre de Corée, l'économie nationale japonaise a fait de remarquables progrès, particulièrement dans le secteur industriel. L'aide américaine à l'économie civile du Japon a cessé depuis juillet 1951. La plus grande partie du fond de secours a servi à l'achat de céréales alimentaires et de coton aux Etats-Unis. Le Japon vise maintenant à se procurer, dans les pays d'Asie, une proportion de plus en plus grande des denrées alimentaires et des matières premières dont il a besoin, en échange de ses produits industriels.

Dans d'autres pays de la région, on signale des récoltes dans l'ensemble favorables, sauf à Ceylan, en Malaisie et aux Philippines. L'agitation politique a continué de retarder le relèvement économique en Birmanie et en Indochine, cependant que les désordres intérieurs ont gêné la production des plantations en Indonésie, où pourtant la production de caoutchouc des petits planteurs a marqué une augmentation sensible sur celle d'avant-guerre.

Pour les pêches, on enregistre de gros progrès au Japon, où en 1950 les prises ont dépassé de 27 pour cent celles de 1949 ; mais les progrès n'ont été que faibles dans d'autres régions telles que l'Inde, le Pakistan et Ceylan, malgré la mécanisation progressive de leur flotte de pêche. Même au Japon, les pêches côtières se heurtent à de graves difficultés financières provoquées par la baisse des prix payés aux producteurs et par l'augmentation rapide du coût de leur équipement.

L'abattage forestier et le sciage ont considérablement souffert, dans certains pays d'Extrême-Orient, de l'agitation politique. En Birmanie, les scieries appartenant à des Européens ont été

fermées pendant toute l'année 1950, et les exportations de bois de teck n'ont atteint qu'un dixième, voire moins, de l'objectif prévu dans le plan biennal. En Malaisie également, l'abattage a été suspendu dans beaucoup de régions et de nombreuses scieries ont été entièrement brûlées ; les exportations de bois de ce pays, ont été soumises à certaines restrictions.

Les importations de blé et de céréales secondaires dans l'Inde, qui avaient diminué au cours du second semestre de 1950, ont augmenté brusquement au cours du premier semestre de 1951. Outre les 2 millions de tonnes de céréales alimentaires qui doivent être importées dans des conditions spéciales consenties par les Etats-Unis, l'Inde prévoit en 1951 un arrivage de 1.500.000 tonnes dans le cadre de l'Accord international sur le blé, et d'environ 1.500.000 tonnes en provenance de pays d'Extrême-Orient ayant conclu avec elle des accords bilatéraux ou d'échanges en nature. La Chine a cessé d'importer des céréales et s'est même engagée à exporter, en 1951, 520.000 tonnes de grains à destination de l'Inde. Le Japon a prévu l'importation, au cours de l'exercice financier 1951, d'environ 3.800.000 tonnes de céréales alimentaires ; sur ce total, une faible partie seulement sera couverte par sa quote-part prévue dans l'Accord international sur le blé. En gros, un quart des importations proviendront des pays excédentaires en riz de l'Asie du Sud-Est.

Le volume brut des approvisionnements disponibles (production moins exportations plus importations) des principaux aliments énergétiques de l'ensemble de la région accuse un progrès de 2 pour cent sur l'année précédente, ce qui le place à 4 pour cent au-dessus du volume d'avant-guerre, surtout par suite de l'augmentation des importations nettes de denrées alimentaires. Les disponibilités par habitant sont cependant faibles et restent au dessous du niveau d'avant-guerre (tableau 16).

TABLEAU 16. — CHANGEMENTS NETS DANS LE VOLUME BRUT DES DISPONIBILITÉS EN DENRÉES ÉNERGÉTIQUES EN EXTRÊME-ORIENT (a)

DISPONIBILITÉS	1948/49	1949/50	1950/51
	(pourcentage par rapport à l'avant-guerre)		
Disponibilités en denrées énergétiques	105	102	104
Disponibilités par habitant.	96	92	94

a) Voir tableau 1 pour la liste des denrées prises en ligne de compte.

Il a été possible d'évaluer, pour sept pays d'Extrême-Orient, les changements qui se sont produits au cours de l'an passé dans les disponibilités alimentaires par habitants, exprimées à la fois en nombre de calories et en teneur en protéines (voir annexe). Il en ressort que les approvisionnements ont continué d'être, en général, insuffisants, bien que certains signes d'amélioration se manifestent. C'est ainsi que, dans la plupart des régions considérées, les niveaux caloriques sont plus élevés que ceux de l'an passé ; l'Inde fait pourtant apparaître un déclin notable, aussi bien de la ration calorique que de la teneur totale en protéines. Etant donné que, dans la plupart de ces pays, le niveau calorique est encore inférieur au niveau d'avant-guerre déjà insuffisant, un relèvement s'impose de façon urgente à cet égard. De plus, la qualité elle-même des approvisionnements alimentaires continue d'être défectueuse dans l'ensemble de la région. Les accroissements des disponibilités portent surtout sur les denrées « énergétiques », alors que les aliments plus nutritifs sont encore rares. L'analyse des rapports et les résultats d'enquêtes alimentaires effectuées récemment dans certains pays confirment ce tableau d'ensemble, caractérisé par le déséquilibre des régimes alimentaires.

Les récoltes en général favorables, sauf dans l'Inde, le maintien de stocks alimentaires suffisants et le contrôle de la distribution ont empêché les prix des denrées alimentaires d'augmenter de façon aussi marquée que ceux des matières premières et des produits manufacturés. Dans l'Inde, le gouvernement a continué d'appliquer le contrôle des prix, et au moment où sont arrivés les grains panifiables de l'étranger, de nouveaux « magasins-témoins » ont été ouverts pour la vente des produits alimentaires essentiels.

Au cours du deuxième semestre de 1950, les prix des produits manufacturés ont augmenté moins rapidement que ceux des matières premières, mais au début de 1951, avec la hausse du prix de revient à la production, le rythme a été en s'accéléralant. Les difficultés rencontrées pour assurer un afflux suffisamment régulier de produits manufacturés, ainsi que le stockage, ont contribué à faire monter les prix des produits manufacturés et des marchandises importées. En outre, la pénurie de navires a augmenté les taux de fret. Pour contrecarrer ces pressions inflationnistes, les gouvernements se sont efforcés d'imposer des prix-plafonds aux achats et des

taxes à l'exportation. Malgré cela, le coût de la vie accuse une hausse, d'importance variable, il est vrai, suivant les pays.

L'évolution la plus marquante du commerce extérieur en Extrême-Orient depuis la guerre de Corée réside dans le changement brusque de la balance commerciale de certains pays qui, de déficitaire, est devenue créditrice, les autres pays enregistrant une réduction considérable de leur déficit commercial. En Asie du Sud-Est, le changement d'orientation de la balance commerciale a été dû, pour une très large part, à la hausse exceptionnelle de la valeur des exportations de caoutchouc et d'étain et, dans une moindre mesure, à celle des fibres et des graines oléagineuses. La demande accrue et les prix intéressants consentis au Pakistan pour ses matières premières et à l'Inde pour ses produits manufacturés ont augmenté sensiblement les exportations de ces deux pays, leur permettant ainsi d'assouplir le régime des importations plus libérales. La moyenne mensuelle des importations des Etats-Unis en provenance de l'Asie a été en 1950 de 141.600.000 dollars et celle des exportations de ce pays vers ce continent de 125.500.000 dollars. Au cours du premier semestre de 1951, la balance commerciale de l'Asie à l'égard des Etats-Unis s'est encore améliorée.

Au cours de la période considérée, le commerce intra-régional s'est développé sous l'influence de deux facteurs, le premier étant l'accroissement des disponibilités en produits manufacturés au Japon et dans l'Inde, et le second, l'effort déployé par les pays importateurs de la région pour se procurer dans ces deux pays une part plus importante des marchandises qu'il devenait difficile d'obtenir d'autres sources. Ce commerce s'est effectué de façon de plus en plus marquante dans le cadre d'ententes commerciales bilatérales et d'accords de troc, si bien que le Japon et l'Inde ont pu obtenir des tonnages plus importants que l'an passé de matières premières et de denrées alimentaires importées en échange de leur matériel industriel, de leurs produits textiles et autres biens de consommation. Bien que le volume du commerce intra-régional soit encore considérablement inférieur au niveau d'avant-guerre, des traits caractéristiques se dessinent sur le tableau commercial d'après-guerre, par exemple, l'accroissement des importations japonaises de riz en provenance de l'Asie du Sud-Est qui dépassent les tonnages d'avant-guerre, la balance commerciale excédentaire de l'Inde à l'égard d'autres

pays asiatiques (balance qui était déficitaire avant la guerre), et le déclin considérable du commerce chinois et coréen avec les autres pays du continent, en particulier avec le Japon.

Perspectives

La politique agricole suivie par les gouvernements ayant visé principalement à augmenter régulièrement la production, on peut s'attendre à ce qu'en 1951/52 les approvisionnements alimentaires marquent un progrès sensible, pour autant que la région n'ait pas à subir des fléaux catastrophiques tels que ceux dont ont souffert la Chine en 1949/50 et l'Inde en 1950/51. L'Inde prévoit d'ici 1955/56, l'irrigation de 3.200.000 hectares de plus à l'aide de grands travaux et de 2.800.000 hectares à moindre frais. Dans la même période la superficie cultivée doit s'accroître de 2 millions d'hectares. Parmi les objectifs fixés en matière d'accroissement de la production, les plants prévoient 7.200.000 tonnes de céréales alimentaires de plus et l'autarcie pour le jute et le coton d'ici 1955/56. Cependant, les rapports parvenus des états occidentaux et centraux de l'Inde et du Pakistan occidental au sujet des dégâts de plus en plus importants causés par les criquets font craindre que si ce fléau n'est pas rapidement enravé, la production de la campagne 1951/52 ne soit sérieusement compromise. Au Japon, où la superficie cultivable est réduite, on s'attache surtout à augmenter le rendement à l'hectare. La politique de réforme agraire, caractérisée d'abord par une redistribution des terres, s'applique maintenant au remembrement et au regroupement des exploitations, de manière à encourager les progrès dans la gestion agricole et à augmenter la productivité. Aux Philippines, la production rizicole s'est vue fixer pour objectif en 1951/52 un accroissement de 5 pour cent sur le tonnage de l'année précédente, l'accroissement étant fixé à 10 pour cent pour le maïs. En Chine, l'objectif global de la production céréalière est de dépasser de 7 pour cent la récolte de 1950/51 ; mais les objectifs particuliers de chaque région du pays sont assez différents les uns des autres. Dans les régions où la redistribution des terres était terminée avant 1950, l'objectif est de dépasser la production moyenne d'avant-guerre. La production de l'Indonésie devrait continuer de s'améliorer par suite des nouvelles mesures prises en vue d'aider les cultivateurs à résoudre les problèmes que pose la production, mesures au nombre

desquelles on peut citer notamment la création de services de vulgarisation agricole et les encouragements activement donnés au mouvement coopératif rural.

Au point de vue de la nutrition, on s'efforce, semble-t-il, dans de nombreux pays d'augmenter les approvisionnements en denrées susceptibles de corriger les défauts les plus importants du régime alimentaire. Il se dessine, par exemple, dans la plupart des pays, une heureuse tendance à élever le niveau calorique des rations. Cependant, des progrès sont nécessaires quant à l'amélioration de la qualité, surtout dans les pays où le niveau énergétique de la ration moyenne est actuellement trop faible. Il est, en l'occurrence, très désirable d'augmenter les approvisionnements en aliments plus nutritifs, tels que légumes secs, fruits et légumes frais et aliments d'origine animale.

Les prix élevés qui se pratiquent actuellement pour les matières premières de la région peuvent entraîner une certaine substitution des cultures d'exportation aux cultures céréalières, mais cette évolution ne sera probablement pas assez marquée pour gêner l'exécution des programmes officiels d'approvisionnement alimentaire. On peut toutefois s'attendre à certaines difficultés de caractère local, qui pourraient résulter, de temps à autre, d'une nouvelle orientation de la main-d'œuvre et de spéculations agricoles se faisant en faveur des productions non alimentaires et au détriment des cultures vivrières. C'est ainsi qu'on signale que dans plusieurs districts du sud du Bornéo, les rizières ont été abandonnées en 1950/51 au profit de la récolte du latex, ce qui a entraîné des disettes locales. Plus graves sont les problèmes que risque de poser l'obtention de biens de production, et en particulier des produits indispensables à l'agriculture. Si le ravitaillement en outils, en machines agricoles et matériel de transformation, en engrais et en produits insecticides et antiparasitaires ne pouvait pas être assuré, le développement de la production alimentaire pourrait s'en trouver sérieusement compromis.

Sans aucun doute, la situation nouvelle créée par la guerre de Corée va nécessiter certaines corrections aux plans actuels de développement économique. Si les balances commerciales continuent pendant un certain temps d'être aussi favorables qu'elles le sont maintenant, le besoin sera beaucoup moins grand d'un financement extérieur des programmes de mise en valeur. Dans la période qui vient, la coordination des projets et la coopé-

ration entre gouvernements deviendront plus indispensables que jamais, afin de tirer le meilleur profit de l'assistance technique et d'assurer efficacement la répartition des biens de production disponibles.

OCÉANIE (Australie et Nouvelle-Zélande)

Situation actuelle

Au cours de la campagne 1950/51, la production agricole dans ce continent a augmenté en valeur, mais l'indice du volume de la production est tombé sensiblement par suite d'une diminution de 15 pour cent de la production céréalière, qui s'est fait sentir surtout pour l'importante récolte de blé, compromise par des pluies exceptionnellement abondantes dans les états de l'est de l'Australie, tant au moment des semailles qu'à la moisson. La production d'avoine, d'orge et de maïs a également marqué un recul. Par contre, l'Australie a produit près d'un million de tonnes de sucre, soit 20 pour cent de plus que l'année précédente.

Les effectifs de bovins et d'ovins ont augmenté par rapport à l'an dernier en Australie comme en Nouvelle-Zélande, mais le nombre des porcins y a diminué d'environ 6 pour cent sous l'effet de prix peu intéressants. La production et la consommation locales de viande et de produits laitiers ont atteint un nouveau record; la production de laine a été en s'accroissant, sous l'effet des prix avantageux et des conditions climatiques favorables.

Pour ce qui est des pêches, le trait caractéristique de la situation en 1950 a été une diminution de 11 pour cent de la production australienne.

Les approvisionnements de bois australien ont gravement souffert en 1950 des pluies anormalement abondantes. Cette année-là, les exportateurs européens ont essayé de prendre la place du Canada comme principal fournisseur de bois à l'Australie. En 1951, cependant, la réglementation australienne relative aux bois non écorcés et aux bois dépréciés par suite de maladies a mis fin à tous achats nouveaux en provenance de la Suède. La production de bois de la Nouvelle-Zélande a augmenté considérablement, mais elle est encore loin de suffire aux besoins de l'important programme de construction d'habitations de ce pays.

Le volume total des exportations agricoles de la récolte de 1950/51 sera probablement inférieur au chiffre de l'année passée. En particulier, les exportations australiennes de blé et de laine seront sans doute en forte baisse. L'importance accrue de la demande civile, le stockage gouvernemental et l'épuisement des stocks anciens ont sensiblement réduit le montant des excédents de laine disponibles pour l'exportation.

Les affaires ont redoublé d'activité en Australie et en Nouvelle-Zélande en 1950/51. L'économie générale a été caractérisée surtout par une hausse sensible du prix de la laine et par des pressions inflationnistes résultant de l'augmentation du pouvoir d'achat. C'est ainsi que le prix de la laine australienne (en suint) est passé de 0,68 dollar la livre (lb.) pendant le premier semestre de 1950 à 1,37 dollar en décembre, a continué à monter jusqu'au mois de mars 1951, après quoi les cours sont retombés brusquement. En Nouvelle-Zélande, l'évolution des prix de la laine a été sensiblement la même.

Dans l'un et l'autre pays, mais surtout en Australie, le niveau général des prix a été, en 1950/51, considérablement supérieur à ce qu'il était un an auparavant. Les prix agricoles ont augmenté plus rapidement que l'indice général des prix. Les prix des marchandises produites dans le pays ont monté plus rapidement que ceux des biens d'importation, principalement à cause des cours plus élevés obtenus pour les articles d'exportation et en particulier pour la laine.

L'accélération du rythme des affaires a entraîné un accroissement considérable du revenu national total en Australie en 1950/51, et le groupe de la population le plus favorisé à cet égard a été constitué par les cultivateurs. A la faveur de revenus disponibles plus élevés, les dépenses des consommateurs ont augmenté en Australie et en Nouvelle-Zélande. La pression inflationniste s'est trouvée en outre renforcée par le déficit budgétaire accru en Australie, l'expansion du crédit local, l'augmentation de la circulation fiduciaire et la hausse des prix des marchandises importées. Dans l'un et l'autre pays, le coût de la vie est monté brusquement et a obligé les gouvernements à adopter des mesures spéciales afin de briser la spirale inflationniste.

Au nombre des mesures prises à cet égard en Australie figuraient le contrôle gouvernemental de l'affectation des matières premières disponibles en faible quantité, le contrôle des émissions d'actions et même une réduction de 20 pour cent

sur le programme des travaux publics, en dehors de ceux destinés à la défense nationale. Le gouvernement fédéral a également imposé une retenue de 20 pour cent sur les revenus des producteurs lainiers, à titre d'avance sur le paiement de l'impôt sur le revenu pour l'exercice suivant. En Nouvelle-Zélande, un accord a été passé avec les représentants des producteurs de laine, en vertu duquel 30 pour cent des revenus des ventes de laine seraient bloqués dans les comptes bancaires respectifs des éleveurs. Le gouvernement a fait savoir par la suite que ces derniers auront droit de retirer jusqu'à 20 pour cent de leurs revenus bloqués dans le courant de chacune des cinq prochaines années civiles, à compter de 1952.

Malgré la hausse du coût de la vie, les disponibilités alimentaires abondantes ont continué de faire de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande deux des nations les mieux nourries du monde.

Perspectives

Si les conditions climatiques sont normales, la production agricole pourrait, dans les deux prochaines années, atteindre de nouveaux records tant en Australie qu'en Nouvelle-Zélande. La production sucrière, qui n'a cessé d'augmenter, continuera sans doute dans cette voie. Le nombre des bovins et des ovins continuant à s'accroître, la production d'origine animale pourrait bien dépasser le niveau atteint en 1950/51. Grâce au volume accru de la production agricole et aux prix élevés de la plupart des produits, le revenu total des cultivateurs continuera vraisemblable-

ment à se maintenir à des niveaux élevés, ceci malgré la hausse des frais d'exploitation.

On prévoit qu'au début de 1952, la Nouvelle-Zélande pourra produire 40.000 tonnes de pâte à papier de plus que le tonnage actuel; la moitié de cette nouvelle production sera exportée vers l'Australie. Cependant, le déficit de l'Océanie en pâte à papier ira probablement en augmentant, et l'on prévoit qu'il atteindra ou dépassera 100.000 tonnes d'ici 1955.

Les prix des produits d'exportation vont sans doute rester élevés malgré la chute des cours de la laine survenue en avril 1951. Le rythme des affaires devrait, de ce fait, se maintenir au cours des deux prochaines années, et la valeur totale de la production devrait dépasser les chiffres enregistrés les années précédentes. Les revenus utilisables ne vont cependant pas augmenter autant que le revenu national par suite de la mise en vigueur de mesures de restriction. La demande de la part des consommateurs n'en continuera pas moins d'exercer de fortes pressions sur les approvisionnements disponibles. Ce facteur, combiné avec l'augmentation des prix de revient, risque de faire augmenter encore le coût de la vie. Le revenu réel des cultivateurs devrait, quant à lui, continuer d'augmenter, bien qu'à un rythme moins rapide, mais le revenu réel des travailleurs ira sans doute en diminuant légèrement.

Les approvisionnements nationaux, en particulier en ce qui concerne les denrées alimentaires, devraient continuer d'être plus que suffisants pour satisfaire la demande accrue.

Chapitre III

SITUATION ET PERSPECTIVES PAR PRODUITS

Chapitre III

SITUATION ET PERSPECTIVES PAR PRODUITS

CÉRÉALES

Situation actuelle

Le volume des exportations mondiales de céréales a légèrement augmenté depuis l'année dernière, et la situation générale a sensiblement changé, bien que le volume total de la production n'ait guère varié de 1949/50 à 1950/51. La situation de la campagne 1949/50, caractérisée par une baisse des importations, l'augmentation des stocks dans les pays exportateurs et, d'une manière générale, un marché bien approvisionné, s'est maintenue jusqu'aux derniers mois de l'année civile. Ensuite les échanges ont augmenté, stimulés par les achats qu'ont effectués les pays importateurs en vue de constituer des stocks, et par le développement de l'économie ; de plus, certains pays exportateurs ont dû recourir à leurs stocks de réserve. Ces deux phases se caractérisent, l'une par la remise en vigueur aux Etats-Unis des mesures de limitation des emblavures pour 1950/51, l'autre par l'abandon desdites mesures pour la campagne 1951/52. L'évolution s'est accompagnée d'un certain durcissement des prix. Le volume de la récolte à venir dans les pays importateurs et l'évolution de la conjoncture détermineront dans une large mesure l'ampleur de la nouvelle tendance, sans toutefois la renverser, semble-t-il.

La production mondiale de blé de 1950/51 a légèrement dépassé celle de l'année précédente, toutes les régions enregistrant une légère augmentation, l'Amérique du Nord et l'Océanie exceptées. En Europe, on a constaté une certaine augmentation due à un léger progrès des emblavures,

de sorte que le niveau de la récolte est très proche de celui d'avant-guerre. De façon générale, le rendement à l'hectare en Amérique du Nord a été meilleur qu'en 1949, mais le rétablissement du contingentement des emblavures a abouti à une très forte réduction des superficies ensemençées aux Etats-Unis, d'où une certaine baisse de la production. La récolte canadienne de blé a été nettement supérieure à la moyenne en quantité mais nettement inférieure en qualité. En raison de conditions atmosphériques plus favorables, les récoltes au Proche-Orient et en Extrême-Orient ont été, dans l'ensemble, meilleures que celles de l'année précédente. En Argentine, les efforts tendant à relever la culture du blé ont abouti à une augmentation des emblavures et à un certain gain de la production. En Australie, la production a diminué sensiblement par rapport à la récolte 1949/50, tout en soutenant la comparaison avec la moyenne des campagnes précédentes.

La production totale des autres céréales, seigle, orge, avoine et maïs, ne marque aucun changement net par rapport à l'année passée. La production de seigle a légèrement décliné en 1950. L'orge et l'avoine sont en progrès, grâce surtout aux bonnes récoltes du Canada et à l'augmentation qu'ont enregistrée les superficies aux Etats-Unis, par contre-coup des restrictions imposées à la culture du blé et du maïs. En revanche, la récolte mondiale de maïs a été moins abondante. Les limitations de superficie ont sensiblement affecté le maïs aux Etats-Unis d'une part ; d'autre part, la Yougoslavie et l'Italie ont connu des conditions défavorables. En Argentine, toutefois, la récolte de maïs a été sensiblement plus forte

que l'an dernier, bien que la production n'ait représenté encore que la moitié de celle d'avant-guerre.

Au cours de la campagne juillet 1950/juin 1951, le commerce international de blé a été plus important que pendant les 12 mois précédents, ce développement étant particulièrement marqué pendant la dernière partie de la période. Les stocks de blé existant au début de la campagne dans les quatre principaux pays exportateurs atteignaient leur niveau maximum d'après-guerre, avec 21.300.000 tonnes. La production totale de blé n'ayant été que très légèrement inférieure à celle de l'année précédente, les disponibilités exportables en 1950/51 étaient pour ainsi dire égales à celles de 1949/50.

La contraction des exportations de blé et de farine constatée en 1949/50 a persisté durant les premiers mois de 1950/51, le volume total exporté pendant cette période n'excédant pas 10 millions de tonnes. Cette tendance s'est renversée au début de 1951, lorsque les expéditions s'intensifièrent. Dans une certaine mesure, la reprise était due au fait d'achats normaux qui avaient été différés par les importateurs ; d'autre part, le désir de ces derniers d'augmenter leurs réserves qui avaient diminué, ainsi que l'amélioration de la situation en dollars des trésoreries, résultant de la hausse des prix des matières premières qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée, sont de nouveaux facteurs tendant à renforcer la demande en blé. Le volume des expéditions effectuées pendant le premier semestre de 1951 a clairement révélé l'augmentation des besoins de certains pays importateurs, notamment l'Inde et la Yougoslavie. La nouvelle demande s'est dirigée principalement vers les Etats-Unis, dont les exportations avaient subi la plus forte diminution au cours de la morte saison précédente ; c'est pourquoi ce pays a dû revenir à un système de programme d'exportations mensuelles, en vue de décongestionner les ports et de satisfaire par priorité les besoins les plus urgents. La moyenne mensuelle des exportations de blé des Etats-Unis durant le deuxième semestre de la campagne a dépassé un million de tonnes, soit le double du chiffre enregistré au cours du premier semestre. Le volume total des échanges de blé dans le monde durant l'année est estimé, pour l'instant, à 25.000.000 de tonnes, contre 22.600.000 tonnes en 1949/50. Le tableau suivant donne des estimations du commerce pendant les deux campagnes, par principaux pays d'origine et de destination.

TABLEAU 17. — COMMERCE MONDIAL DES CÉRÉALES EN 1949/50 ET EN 1950/51 (ESTIMATION)

PAYS	BLÉ ET FARINE (a)		AUTRES CÉRÉALES (b)	
	1949/50	1950/51	1949/50	1950/51
<i>Exportations brutes</i> (.....millions de tonnes.....)				
Argentine.	2,4	2,8	1,9	0,7
Australie.	3,1	3,4	(c)	(c)
Canada.	6,4	6,1	1,1	0,9
Etats-Unis (d).	8,3	9,8	4,4	5,7
Divers	2,4	2,9	5,4	4,8
TOTAL	22,6	25,0	12,8	12,1
<i>Importations nettes</i>				
Europe	12,7	13,9	9,8	9,0
Amérique du Nord et Amérique centr.	1,3	1,7	1,7	1,3
Amérique du Sud	1,6	2,2	0,2	0,1
Asie	5,6	5,6	0,9	1,6
Afrique.	1,2	1,4	0,2	0,1
Océanie.	0,2	0,2	—	—
TOTAL	22,6	25,0	12,8	12,1

a) En équivalent de blé.

b) Seigle, orge, avoine, maïs, sorgho et produits de ces céréales.

c) Compris dans « Divers ».

d) Non compris les expéditions vers les territoires des Etats-Unis, ni les exportations de farine extraite de blé ne provenant pas entièrement des Etats-Unis.

On estime à 9.800.000 tonnes les exportations totales de blé des Etats-Unis, soit une augmentation de 18 pour cent par rapport à 1949/50. Par contre, les exportations canadiennes de blé, avec 6.100.000 tonnes, ont été légèrement inférieures au niveau de 1949/50, en raison notamment de la mauvaise qualité de la récolte de 1950, et en partie des difficultés de transport intérieur durant les premiers mois de 1951. La contraction aurait été plus marquée, n'étaient les tonnages importants de blé fourrager qui furent envoyés aux Etats-Unis vers la fin de la campagne. Les exportations argentines et australiennes ont été légèrement supérieures à celles de 1949/50.

La répartition des exportations de blé est restée à peu près inchangée par rapport à 1949/50. L'Europe continue d'absorber plus de la moitié du total, alors que l'Asie, en raison de la demande considérable et soutenue de l'Inde et du Japon, a reçu un volume presque égal à celui de l'année précédente.

L'importance des tonnages de blé et de farine vendus dans le cadre de l'Accord international sur le blé a augmenté de façon sensible au cours de la campagne étudiée, le volume total des achats et des ventes garantis par l'Accord atteignant

15.300.000 tonnes à la fin de la campagne contre 12.300.000 tonnes en août 1949. Cette augmentation s'explique par l'admission de nouveaux pays importateurs, notamment l'Allemagne et l'Espagne, et par l'augmentation des contingents des membres originaires, en particulier l'Inde, Ceylan, l'Égypte et le Mexique. A la mi-juillet 1951, les achats et les ventes effectifs pour la campagne 1950/51 représentaient 14.400.000 tonnes, et on s'attendait à d'autres transactions durant les dernières semaines de la deuxième année d'exécution de l'Accord, de sorte que les échanges auraient à peu près atteint le total garanti. Le seul déficit sensible a été le fait du Canada, et résulte de la diminution des disponibilités de ce pays en blé de mouture de bonne qualité. L'Accord est applicable pendant deux années encore, au cours desquelles le prix maximum demeurera 1,80 dollar des États-Unis, alors que le prix minimum sera ramené à 1,30 dollar en 1951/52 et à 1,20 dollar en 1952/53.

On estime que les exportations mondiales de céréales secondaires ont été légèrement inférieures à celles de l'année précédente. Il subsistera toutefois une certaine incertitude quant à leur volume exact aussi longtemps qu'on n'aura pas obtenu des renseignements plus précis sur les envois des exportateurs autres que les fournisseurs d'outre-Atlantique, qui participent pour une quantité appréciable aux échanges mondiaux. Les exportations des États-Unis ont dépassé le volume de l'année précédente, tandis que les exportations argentines, par suite de la mauvaise récolte de maïs de 1950, s'établissaient au niveau le plus bas qui ait été enregistré pendant la première moitié de ce siècle, exception faite des années de la deuxième guerre mondiale.

Par rapport à l'année précédente, les importations de céréales secondaires ont légèrement diminué en Europe, alors qu'elles augmentaient en Asie. A l'inverse du commerce du blé, qui s'est considérablement développé pendant l'après-guerre, les exportations totales de céréales secondaires ne représentent que 90 pour cent environ de celles d'avant-guerre, et les expéditions vers l'Europe 70 à 75 pour cent seulement.

Les prix du blé ont eu tendance à monter, comme ceux des autres produits, mais la hausse nette a été relativement légère et, à l'exception d'une réaction initiale, les facteurs de saison et de marché qui jouent normalement aux États-Unis semblent avoir exercé une influence plus importante que celle de la situation internationale.

A la veille du conflit de Corée, le blé dur d'hiver N° 2, à Kansas City, se négociait au minimum saisonnier de 2,09 dollars le bushel, soit 16 cents de moins que le prix fixé pour l'octroi d'un prêt sur récolte (c'est-à-dire celui auquel la Commodity Credit Corporation, organisme gouvernemental d'achat, acquiert le blé vendu ou promis au titre du programme de soutien des prix); immédiatement après l'ouverture des hostilités, le cours est passé à 2,31 dollars, soit 6 cents de plus que le prix fixé, mais l'arrivée de la nouvelle récolte sur le marché et la lenteur des exportations ont provoqué une baisse jusqu'à la mi-octobre, les cours s'établissant à 19 cents de moins que le prix fixé pour les prêts. Les cours se sont alors affermis et ont continué de monter, à la nouvelle d'une sécheresse dans les régions productrices de blé d'hiver et d'une augmentation des achats destinés à l'exportation, atteignant à la mi-février un maximum de 30 cents au-dessus du prix fixé. Suivit un certain fléchissement, puis une reprise en mars et en avril. Le prix moyen d'avril était de 2,43 dollars contre 2,31 en avril 1950 et 1,95 en juin 1950; à l'approche de la nouvelle récolte, la moyenne fléchit à 2,34 dollars en juin 1950.

Le taux pour l'octroi d'un prêt, en ce qui concerne le blé de la récolte 1951, a été fixé à 90 pour cent du prix de parité, représentant 2,18 dollars (prix national moyen à la production), soit encore une augmentation de 19 cents par rapport au niveau du prix de soutien pour l'année précédente. Les prix actuels du marché sont légèrement inférieurs au prix de soutien.

Au Canada, le prix initial payé aux producteurs pour les livraisons de blé provenant de la campagne 1950/51 a été fixé par l'Office du blé à 1,40 dollar canadien, passant par la suite à 1,60 dollar canadien. Le prix à l'exportation du blé vendu en dehors de l'Accord international est tombé, au début de la campagne, de 2,06 dollars canadiens (juillet) à 1,96 dollar (décembre). On a alors enregistré une hausse soutenue jusqu'en juin 1951, date à laquelle le prix s'établissait à 2,32 dollars canadien. En Australie on a constaté une légère hausse de 6 pence par bushel au début de l'année, en ce qui concerne les ventes conclues en dehors de l'Accord. En Argentine il y a lieu de noter la hausse des prix fixés par le gouvernement aux producteurs. Il y a un an, le prix était de 23,5 pesos le quintal, mais les prix ont subi depuis trois hausses successives pour atteindre 34 pesos en juillet 1951. En outre, les producteurs

argentins tireront un profit appréciable des revenus supplémentaires provenant des ventes à l'exportation.

Les prix des céréales fourragères ont augmenté relativement plus que ceux du blé. Aux Etats-Unis, il ont monté de 26 pour cent entre avril 1950 et avril 1951, en raison principalement de la forte demande intérieure de denrées alimentaires et des tonnages importants de céréales fourragères détenus par la Commodity Credit Corporation dans le cadre des mesures de soutien des prix. La différence entre les variations du prix du blé et de celui des céréales fourragères est apparue clairement sur les marchés internationaux des céréales, avec une importante réserve, toutefois, à savoir que le volume considérable de blé vendu aux termes de l'Accord international a été écoulé, comme l'année précédente, au prix maximum fixé, qui est sensiblement inférieur au cours libre. Le fait met en relief la hausse des prix des céréales fourragères.

Perspectives

La campagne des céréales 1951/52 a mal débuté dans l'hémisphère nord, les conditions atmosphériques ayant été défavorables tant en Amérique du Nord qu'en Europe. La récolte de blé d'hiver aux Etats-Unis a souffert d'un hiver rigoureux et sec, et les estimations de mai laissaient prévoir que la récolte serait la moins abondante depuis 1945. Toutefois, l'amélioration survenue au printemps et l'augmentation des emblavures de printemps ont considérablement modifié la situation et les estimations de juin et juillet indiquaient une légère augmentation par rapport à 1950. Depuis cette date, les prévisions ont été modifiées par suite des pluies survenues au moment de la moisson dans certaines régions importantes. Au Canada, les conditions d'humidité lors des semailles de printemps sont parmi les meilleures qu'on ait enregistrées depuis plusieurs années ; néanmoins, un retard dans les ensemencements semble avoir eu pour effet de réduire les superficies mises en blé, au profit des céréales fourragères. L'état de la récolte de blé est demeuré excellent jusqu'à la mi-juillet. En Europe, un hiver froid, humide et anormalement long a réduit les emblavures d'hiver, provoqué des conditions peu favorables au départ de la récolte et retardé les travaux de printemps. Cependant, l'amélioration des conditions atmosphériques durant l'été a largement rétabli la situation, et il semble actuelle-

ment que la production européenne de blé sera comparable à celle de l'an dernier. La région méditerranéenne a reçu des précipitations supérieures à la moyenne pour le plus grand bien des récoltes ; ainsi, sauf pour l'Italie où les pluies ont été excessives, la production de céréales panifiables devrait dépasser celle de l'année dernière. En Europe occidentale et septentrionale, à l'exception de l'Allemagne occidentale où l'augmentation des superficies cultivées permet d'espérer une récolte plus abondante, les effets d'un hiver rigoureux et la contraction des emblavures se feront sentir de toute manière et il faut s'attendre à une légère baisse du rendement. Des rapports des pays danubiens il ressort toutefois que leurs récoltes seront plus abondantes que toutes celles qu'ils ont enregistrées depuis plusieurs années.

On estime que la nouvelle récolte de blé dans l'Inde sera comparable à celle de l'année passée ; en Afrique du Nord, par contre, la production de blé et d'orge sera plus faible. On indique qu'en Australie les semailles ont été effectuées dans de bonnes conditions, avec toutefois une certaine réduction des superficies ; en Argentine, ces dernières seront légèrement supérieures en ce qui concerne le blé.

Au 1^{er} juillet 1951, les stocks de blé des quatre principaux pays exportateurs étaient à peu près aussi importants qu'il y a un an ; ceux des Etats-Unis (395 millions de bushels environ) ont diminué d'environ 28 millions de bushels par rapport à l'année dernière. Si les perspectives actuelles sont réalisées, les Etats-Unis pourront exporter le même volume qu'en 1950/51 sans avoir à prélever à nouveau sur leurs stocks. Au Canada, les stocks de fin de campagne dépassaient de 80 millions de bushels ceux de l'année dernière. Si le rendement est moyen, ces stocks et la nouvelle récolte devraient permettre d'atteindre en 1951/52 le même volume d'exportations qu'en 1950/51. Si, de plus, les excellentes conditions de végétation de la première partie de la campagne se maintiennent, le volume des disponibilités exportables augmentera. La plus grande partie des stocks de report est constituée de blé de qualité fourragère, qui trouvera probablement des débouchés aux Etats-Unis et ailleurs. En Argentine et en Australie, par contre, le volume des disponibilités au 1^{er} juillet était légèrement inférieur au chiffre de l'année dernière et l'on peut s'attendre à une certaine réduction des exportations en 1951/52.

Si les prévisions actuelles se réalisent, les pays danubiens disposeront sans doute d'excédents importants. Ces tonnages, ainsi que les excédents dont pourrait disposer l'URSS, passeront-ils sur le marché international, c'est là une décision qui dépendra davantage de la politique de ce bloc de pays que de considérations d'ordre économique. Les excédents pourraient être intéressants pour les importateurs d'Europe occidentale et d'Asie, bien qu'ils soient réduits par rapport à l'avant-guerre ; enfin, si la récolte des pays d'Europe orientale est satisfaisante, ce serait la première année depuis la fin de la guerre où aucun de ces pays ne se trouverait obligé d'importer des céréales. La France et l'Afrique du Nord française, où les prévisions de récolte sont moins bonnes que celles de l'an passé, devront sans doute réduire leurs exportations. En ce qui concerne les autres pays exportateurs, on ne dispose pas encore de données permettant d'établir des prévisions.

En 1951/52, les besoins de blé à l'importation dépendront des résultats de la récolte en cours et des politiques des pays importateurs en matière de stocks et d'utilisation de leurs devises fortes. Il est possible que la production de ces pays soit en baisse par rapport à 1950, mais d'après les renseignements actuels, la réduction serait minime. D'autre part, les renseignements incomplets dont on dispose concernant les stocks des pays importateurs laissent penser que les réserves ont pu diminuer légèrement en 1950/51 ; on sait en outre que certains importateurs sont désireux de reconstituer leurs stocks.

En admettant que la demande à l'importation soit à peu de chose près aussi importante que celle de l'année dernière, il est peu probable que les stocks de blé des pays exportateurs auront beaucoup diminué au 1^{er} juillet 1952. Si toutefois, une demande supplémentaire considérable se manifestait, soit que les pays importateurs désirent constituer des stocks, soit que de mauvaises récoltes créent des besoins exceptionnels, il faudrait obligatoirement effectuer de gros prélèvements sur les stocks existants.

En ce qui concerne les céréales secondaires, les caractéristiques de la situation mondiale sont une légère diminution des stocks de report aux Etats-Unis, et la perspective d'une diminution en 1951/52, car la production de céréales fourragères a quelque peu baissé et la demande de produits d'élevage restera probablement soutenue. Il se peut que la fermeté ou la hausse des prix

réduisent les exportations. En Argentine, l'augmentation des disponibilités de maïs, à la suite de la récolte plus abondante de 1951, permet de prévoir des exportations plus importantes que celles de l'année dernière, mais encore très inférieures aux exportations habituelles.

RIZ

Situation actuelle

La superficie mondiale cultivée en riz a atteint, en 1950/51, un chiffre record ; par contre, la production n'a pas augmenté en proportion. La diminution de la récolte dans l'Inde a été, semble-t-il, largement compensée par l'accroissement de la production en Chine. Il est probable que les exportations mondiales de riz augmenteront de 15 à 20 pour cent en 1951, par rapport à l'année précédente, du fait que certains pays de l'Extrême-Orient, dont les disponibilités en riz ont été jusqu'ici insuffisantes, possèdent à l'heure actuelle des stocks appréciables. Toutefois, le volume du commerce mondial de riz n'a atteint que 50 pour cent de la moyenne d'avant-guerre. L'accroissement démographique et l'amélioration du pouvoir d'achat des pays d'Extrême-Orient, dont les ressources en riz sont insuffisantes, ont en tendance à renforcer la demande d'importation, et il en est résulté une hausse des prix d'exportation. On s'attend à ce que l'écart existant entre les prix du riz et celui du blé, sur le marché mondial, s'agrandisse durant l'année en cours étant donné que les prix fixés aux termes de l'Accord sur le blé restent pratiquement inchangés.

La pénurie de produits alimentaires après la guerre s'est traduite par un accroissement continu de la superficie des rizières en Extrême-Orient, où celle-ci s'est accrue de quelque 6 millions d'hectares depuis l'avant-guerre. La légère réduction de la superficie des rizières dans l'Inde en 1950/51 est imputable à des conditions saisonnières défavorables durant les semailles. Une série de désastres naturels ont sévèrement touché les récoltes dans différentes parties du pays et certains états ont connu durant le premier semestre de 1951 de graves pénuries de produits alimentaires. La production de la Chine, premier pays producteur de riz, a effectué un redressement très sensible depuis la mauvaise récolte de 1949/50, mais est restée très inférieure au niveau d'avant-guerre. A Ceylan, en Corée, en Malaisie et aux Philippi-

nes, les récoltes sur pied de la campagne en cours ont souffert des intempéries à des degrés variables. Par contre, les superficies cultivées et le

Malgré la tendance à l'expansion de la production rizicole en Europe et en Océanie, la part des pays non asiatiques dans la production mondiale

TABLEAU 18. — SUPERFICIE ET PRODUCTION MONDIALES DE RIZ

PAYS	SUPERFICIE			PRODUCTION : PADDY		
	1934-38 (Moyenne)	1949/50	1950/51 (Chiffres provisores)	1934-38 (Moyenne)	1949/50	1950/51 (Chiffres provisores)
	(..... millions d'hectares)			(..... millions de tonnes)		
Chine (22 provinces)	19,8	18,5	<i>a</i> 19,0	50,1	<i>a</i> 44,5	<i>a</i> 49,0
Inde	23,8	29,9	29,7	32,3	34,7	<i>a</i> 32,0
Pakistan	7,6	8,8	9,0	11,2	12,4	12,9
Japon	3,2	3,2	3,2	11,5	11,7	12,0
Autres pays d'Asie	26,2	25,2	25,6	37,8	36,1	36,1
Total (Asie)	80,6	85,6	86,5	142,9	139,4	142,0
Autres continents	3,8	6,3	6,0	6,4	10,6	10,6
TOTAL MONDIAL	84,4	91,9	92,5	149,3	150,0	152,6

a) Chiffres non officiels.

volume de production ont considérablement augmenté au Pakistan, au Japon, à Formose et en Indonésie.

Le maintien de l'instabilité politique a eu pour effet de retarder la reprise au point de vue superficie et production dans certains pays du « panier à riz » en Asie du Sud-Est. En Birmanie, la superficie des rizières a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente et le rendement s'est quelque peu amélioré grâce à des conditions atmosphériques favorables. En Thaïlande, la superficie des rizières et le volume de la production se sont maintenus aux niveaux record de l'année précédente. On signale que la production a augmenté en Indochine dans tous les secteurs, sauf dans la fertile région rizicole de Trans-Bassac où les difficultés d'économie des excédents de la campagne précédente, dues au blocus militaire, ont eu pour effet de diminuer la superficie des rizières en 1950/51.

est inférieure à celle de l'année passée ; ce fait est dû à une diminution sensible des superficies plantées et de la production aux États-Unis. Une baisse des prix à l'exportation à l'époque de la plantation a eu pour effet de diminuer considérablement au Brésil les superficies des rizières.

Il est probable qu'en 1951 les exportations mondiales de riz atteindront 4.300.000 tonnes, chiffre record pour l'après-guerre. Néanmoins, cet accroissement des disponibilités exportables est plus que contrebalancé par le renforcement de la demande d'importation créée par l'amélioration du pouvoir d'achat et par des pénuries alimentaires plus accusées dans les pays d'Extrême-Orient. Il est probable que la répartition des exportations ne présentera pas de changements notables par rapport à l'année dernière ; il est à noter, cependant, que la Chine, le Pakistan et Formose sont devenus, en 1951, d'importants pays exportateurs de riz et d'autres céréales.

TABLEAU 19. — COMMERCE INTERNATIONAL DU RIZ

RÉGIONS	Moyenne 1934-38		1949		1950		Prévisions 1951	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
	(..... millions de tonnes)							
Extrême-Orient	8,1	6,3	2,5	2,7	2,7	2,5	3,3	3,1
Autres régions	0,5	2,3	1,0	0,8	1,0	1,2	1,0	1,2
TOTAL MONDIAL	8,6	8,6	3,5	3,5	3,7	3,7	4,3	4,3

La Birmanie sera en mesure d'exporter en 1951 jusqu'à 1.200.000 tonnes de riz, grâce à l'amélioration de sa situation intérieure et à l'accroissement de sa production en 1950/51. Les exportations de la Thaïlande, semble-t-il, ne seront pas loin d'atteindre 1.500.000 tonnes, chiffre record de 1950. Tandis qu'une augmentation des exportations de l'Indochine reste problématique, le Pakistan s'est engagé à exporter vers l'Inde 250.000 tonnes de riz aux termes d'un accord commercial de réciprocité conclu au début de 1951.

Au cours de ces trois dernières années, le volume global des exportations de riz en provenance des pays non asiatiques est demeuré quasi inchangé. Durant ces dernières années, le Brésil, ainsi que d'autres exportateurs de riz latino-américains, ont eu tendance à consommer de plus grandes quantités de riz indigène afin de réduire leurs importations de blé. Les Etats-Unis exporteront probablement moins de riz en 1951 en raison de la diminution de leur production. Le volume des exportations d'Egypte et d'Italie dépendra de la mesure dans laquelle ces pays pourront importer, à des conditions avantageuses, d'autres céréales, en sus des quantités qui leur sont garanties aux termes de l'Accord international sur le blé.

Etant donné la quasi-stabilisation du niveau de la production rizicole en Extrême-Orient, on n'a pu assurer qu'un équilibre précaire entre l'offre et la demande dans cette région, grâce aux importations massives de blé et de céréales secondaires qui ont complété de façon croissante le régime alimentaire à base de riz de ces pays, en particulier dans les agglomérations. Il est à prévoir que les importations nettes de céréales fourragères en Extrême-Orient dépasseront 8 millions de tonnes en 1951.

La récente hausse verticale des prix du caoutchouc et d'autres produits d'importance stratégique, a modifié les termes de l'échange en faveur des pays à ressources alimentaires insuffisantes tels que la Malaisie, Ceylan et l'Indonésie. Par suite de l'amélioration du pouvoir d'achat, les populations de ces pays, où le riz est l'aliment de base, ont tendance à revenir à leur régime traditionnel et, partant, à accroître leur demande d'importation de riz. Même si ces pays sont en mesure d'accroître en 1951 leurs importations de riz, les disponibilités suffiront à peine à améliorer légèrement les faibles rations actuelles.

A la suite de la mauvaise récolte de l'Inde, celle-ci a vu ses besoins de céréales alimentaires

augmenter considérablement. Le gouvernement a conclu des accords pour l'achat de céréales en vue de couvrir le déficit prévu de 6 millions de tonnes. On s'attend à ce que les importations de riz atteignent cette année 1.100.000 tonnes contre seulement 300.000 tonnes en 1950. On prévoit au Japon, pour l'exercice financier 1951, l'importation de 3 millions de tonnes de céréales alimentaires, un peu plus de 25 pour cent de ce volume étant constitué par du riz importé de l'Asie du Sud-Est en échange de produits manufacturés japonais.

Les pressions inflationnistes sur les prix du riz se sont renforcées depuis l'ouverture des hostilités en Corée. Dans les régions où les prix intérieurs sont sévèrement contrôlés, les petits exploitants ont tendance à stocker les disponibilités ou à les écouler sur le marché noir. Dans l'Inde, le prix du riz a été maintenu pendant toute la campagne 1950/51 à un chiffre équivalant à 91 dollars des Etats-Unis par tonne métrique. Au Japon, le prix fixé par le gouvernement est passé de 83 à 102 dollars depuis octobre 1950. Au Pakistan, les prix sont tombés d'un maximum de 185 dollars pour la campagne au mois d'août, à 119 dollars en décembre 1950. Aux Etats-Unis, les prix de soutien ont été augmentés de 7 pour cent pour la récolte de 1951 en vue d'encourager la production et les prix moyens payés aux cultivateurs sont passés graduellement de 98 dollars la tonne métrique en juillet 1950 à 129 dollars en février 1951, augmentant ainsi de 32 pour cent.

En Birmanie et en Thaïlande, les prix du riz à l'exportation ont augmenté en 1951 de 5 à 8 pour cent. Ces prix résultent le plus souvent de négociations serrées ou d'accords de troc entre pays exportateurs et importateurs de riz. L'Accord international sur le blé, qui garantit des livraisons de blé à des prix d'importation moins élevés aux pays à ressources alimentaires insuffisantes, a également exercé une influence stabilisatrice sur les prix d'exportation du riz en Extrême-Orient.

Perspectives

Il se peut que la pénurie croissante de biens nécessaires à l'agriculture freine l'exécution des programmes de production rizicole d'un grand nombre de pays au cours de l'année prochaine. En Chine et dans l'Inde, les prix relativement plus élevés du coton et du caoutchouc ont eu pour conséquence l'utilisation de fertiles terres rizicoles

pour la production de coton et d'orienter la main-d'œuvre vers l'industrie du caoutchouc dans d'autres régions du sud-est de l'Asie. Il est probable que la superficie globale des rizières ne pourra pas se maintenir au cours de la prochaine campagne au niveau record de 1950/51. Il se peut cependant que la production mondiale de riz augmente en 1951/52 si l'on n'enregistre pas de mauvaises récoltes telles que celles des deux dernières campagnes.

Bien que l'Inde ait porté ses contingents d'importation, dans le cadre de l'Accord international sur le blé, à 1.500.000 tonnes par an, les accords commerciaux qu'elle vient de conclure avec la Birmanie et le Pakistan aideront peut-être à l'expansion du commerce rizicole entre les pays voisins à économies complémentaires. La National Planning Commission de l'Inde a invité instamment le gouvernement à importer annuellement un minimum de 3 millions de tonnes de céréales alimentaires au cours des prochaines années en vue d'assurer un niveau de consommation à la population urbaine.

Le Japon a projeté d'augmenter, au cours des prochaines années, sa production rizicole; toutefois le rythme d'accroissement prévu suffira à peine pour faire face à l'accroissement démographique. En raison de la cessation de l'aide américaine à l'économie des populations civiles à partir de juillet 1951, le Japon cherche à se procurer de plus grandes quantités de riz dans l'Asie du Sud-Est en échange de produits industriels. A la suite de l'augmentation de la demande d'importation de Ceylan et de la Malaisie, où le rythme d'accroissement démographique est relativement plus rapide, tous les pays de l'Asie du Sud-Est à production rizicole excédentaire ont des débouchés assurés d'importance croissante dont ils pourront retirer un plus grand profit, dès que la situation politique deviendra plus stable.

SUCRE

Situation actuelle

La production mondiale de sucre au cours de la campagne 1950/51 a été la plus élevée qu'on ait jamais connue. Non compris l'URSS, elle a atteint environ 34 millions de tonnes (sucre brut) contre 30.400.000 pendant la campagne précédente et 26.100.000 tonnes qui représentent la moyenne d'avant-guerre. D'autre part, la demande

a été plus forte qu'au cours de toutes les années précédentes, et les prix ont atteint le niveau le plus élevé qu'on ait enregistré depuis près de trente ans. Cette hausse énorme des prix, survenue malgré la production record, reflète une augmentation sensible de la demande mondiale de sucre destiné à la consommation et, dans certains cas, à la constitution de réserves.

La production a augmenté dans tous les continents. C'est en Afrique et en Asie qu'on a noté les taux d'accroissement les plus restreints. A Formose, la production a baissé par rapport à l'année précédente, en raison de la crise générale qui sévit dans la région. La production a augmenté dans d'autres pays asiatiques, mais le chiffre global pour le continent n'a révélé que de légers progrès par rapport à la campagne précédente. Des augmentations importantes de la production ont été réalisées en Amérique du Nord et en Amérique centrale et, à un degré moindre, en Amérique du Sud. D'égale importance, ces augmentations se répartissent sur presque tous les pays et ne sont pas limitées, comme ce fut le cas au cours d'années précédentes, aux principaux pays exportateurs. Le tableau ci-après indique comment se répartit la production par continents.

TABLEAU 20. — PRODUCTION MONDIALE DE SUCRE PAR CONTINENTS

CONTINENTS	1934-38	1948/49	1949/50	1950/51 Chiffres ap- proxi- matifs
	<i>(milliers de tonnes, sucre brut)</i>			
Afrique	1 174	1 479	1 514	1 600
Asie.	7 445	6 090	6 057	6 500
Europe (sans l'URSS)	6 536	6 741	6 770	9 000
Amérique du Nord et Amérique centrale	6 978	10 125	10 870	11 600
Amérique du Sud	2 208	3 209	3 187	3 300
Océanie	1 777	1 965	1 974	2 000
TOTAL (sans l'URSS)	26 118	29 609	30 372	34 000
URSS	*2 300	*1 980	*2 100	*2 200
TOTAL MONDIAL	28 418	31 589	32 472	36 200

* Estimation.

L'augmentation la plus forte de la production a eu lieu en Europe, où le chiffre record de 9 millions de tonnes a été atteint, contre 6.800.000 en 1949/50 et une moyenne de 6.500.000 pour la période d'avant-guerre. La superficie consacrée

à la betterave sucrière ne cesse de s'accroître depuis la fin de la guerre, mais l'importante augmentation de la production pendant la campagne 1950/51, par rapport à celle de l'année précédente, est due sans doute à des conditions atmosphériques favorables dans la plupart des pays et, fait d'une importance énorme, à l'amélioration des méthodes de culture, de l'exploitation et des procédés industriels. La tendance marquée à l'augmentation de la productivité, à l'hectare ou par journée de travail, doit être attribuée à l'ensemble des modifications apportées à l'économie de la betterave sucrière en Europe.

Cependant, loin de s'effondrer, les prix ont atteint au cours du printemps de 1951 le niveau le plus haut enregistré depuis 1921 : 16,7 cents E.-U. le kilogramme. Pour apprécier comme il convient l'importance de cette évolution, il suffit de rappeler que, de 1930 à 1935, les prix du marché mondial se situaient autour de 3 cents E.-U. le kilogramme — ils sont même tombés jusqu'à 1,65 cent — et que la production atteignait environ 27 millions de tonnes. Le marché mondial était alors incapable d'absorber une telle quantité ; les stocks s'accumulèrent dans les principaux pays exportateurs jusqu'à constituer un énorme fardeau économique, et les prix s'effondrèrent au point de n'être plus rémunérateurs.

La situation actuelle s'explique par de nombreux faits. Tout d'abord, l'inquiétude suscitée par les événements de Corée a déterminé un mouvement d'achat très important et une tendance au stockage. Toutefois, si les stocks ont augmenté — peut-être de 700.000 à 1.000.000 de tonnes — ils sont toujours plus bas, par rapport à la consommation, que dans les années précédentes : environ 27 pour cent de la consommation contre 48-50 pour cent en 1930-33.

En d'autres termes, la majeure partie de cet accroissement de production a, en fait, servi à la consommation. Il convient également de ne pas perdre de vue que sur le plan international la commercialisation s'effectue aujourd'hui dans des conditions bien différentes de celles d'avant la guerre. Afin d'empêcher la vente à des prix non rémunérateurs les autorités centrales exercent à présent des contrôles plus ou moins sévères. Ce contrôle est facilité dans une large mesure par le fait que la majeure partie du sucre disponible pour l'exportation se trouve maintenant dans un seul pays. Il est significatif de constater que même la récolte exceptionnelle prévue

pour 1950/51 n'a pas déterminé un réel effondrement des prix.

Le maintien du commerce international à un niveau élevé, en dépit de l'augmentation du volume de la production dans la plupart des pays importateurs, s'explique toutefois principalement par les niveaux élevés de la production industrielle mondiale et des revenus réels, et concurrence par l'augmentation absolue de la consommation. Cette augmentation sans précédent de la demande est, semble-t-il, en rapport direct avec l'accroissement rapide des revenus nationaux depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et en particulier depuis l'été 1950, auquel s'ajoutent la hausse des prix des matières premières essentielles, l'intensification de l'emploi et de l'activité économique dans presque tous les pays. Depuis 1946, le marché du sucre a été ouvert à des dizaines de millions d'êtres humains, tandis qu'un nombre encore plus considérable d'individus ont pu augmenter leur consommation. La consommation de sucre par habitant a augmenté par rapport à l'avant-guerre dans plus de 90 pour cent des pays. Dans certains pays, cette augmentation n'a été que de 10 à 15 pour cent ; cependant, dans la plupart des pays insuffisamment développés, les augmentations ont été beaucoup plus sensibles. Le tableau ci-après montre les changements intervenus par rapport à la période d'avant-guerre dans un certain nombre de pays caractéristiques.

TABLEAU 21. — CONSOMMATION DE SUCRE PAR HABITANT DANS 12 PAYS, AVANT LA GUERRE ET EN 1949 OU 1949/50

PAYS	1934-38	1949 ou 1949/50
	(...kg., sucre brut...)	
— Argentine	29,5	35,0
— Australie	51,2	56,5
Colombie	^a 6,0	^a 11,7
Egypte	9,4	14,0
Ile Maurice	24,3	40,9
— Mexique	12,3	22,6
Mozambique	1,2	4,1
Pays-Bas	31,6	38,5
Rhodésie du Sud	5,4	10,5
Surinam	17,8	36,0
Union Sud-Africaine	23,7	44,5
Venezuela	6,1	21,0

a) Sucre raffiné.

Perspectives

La forte demande actuelle de sucre se maintiendra aussi longtemps que l'activité économique mondiale conservera son intensité présente ; seule une dépression mondiale importante pourrait avoir des répercussions fâcheuses sur la demande.

Il n'est pas possible actuellement de procéder à une estimation utile en ce qui concerne les perspectives de la production pour 1951/52. En Europe, la superficie consacrée à la betterave sucrière a été augmentée d'environ 6 pour cent, mais les conditions atmosphériques n'ont pas été uniformément favorables. A Cuba et dans d'autres pays de l'Amérique latine, et aussi dans certains pays d'Asie, on peut prévoir des augmentations dans certains cas assez considérables. Aux Etats-Unis, un concours de circonstances a provoqué une réduction d'environ 15 pour cent de la superficie consacrée à la betterave sucrière, et l'on prévoit une baisse importante dans la production du sucre. En résumé, il apparaît très probable que le chiffre record de la production enregistré pendant la campagne 1950/51 sera de nouveau atteint et peut-être même dépassé. Dans des conditions économiques favorables, il est cependant probable que la demande internationale de sucre restera forte, mais il est plus probable encore que les prix subiront un recul par rapport aux valeurs spéculatives atteintes en mai et juin 1951. Celles-ci (12 à 17 cents E.-U. le kilogramme) étaient dues à des conditions particulières du marché qui, si elles se répétaient, ne serviraient sans doute pas à la longue les intérêts de l'industrie mondiale du sucre.

PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

Situation actuelle

La production animale a continué d'augmenter en 1950. La production de viande de porc s'est sensiblement accrue et dans la plupart des pays la production laitière a également été marquée par des progrès considérables par rapport à l'année précédente. Toutefois, l'important accroissement de la production de fromage qui a pu être observé après la guerre a complètement cessé en 1950, alors que la production de beurre continuait à augmenter. La production animale élevée de 1950 était due à des conditions généralement favorables en ce qui concerne les céréales et le fourrage et à l'ensemble de la conjoncture

économique, qui a permis l'absorption, même à des prix plus élevés, de quantités plus grandes de viande et de produits laitiers. La première moitié de l'année 1951 indique une tendance à la baisse de la production laitière, conséquence du printemps tardif dans la plupart des pays de l'hémisphère nord.

En 1950, dans les principales régions productrices de viande, la production a dépassé d'environ 6 pour cent la moyenne de 1934-38 et de 5 pour cent celle de 1949. La consommation par habitant n'en est pas moins généralement restée inférieure à celle d'avant-guerre. L'alimentation du bétail a été satisfaisante dans la plupart des régions, sauf en Argentine et dans les Balkans, ces deux régions ayant souffert de la sécheresse. Les effectifs du cheptel ont augmenté dans presque toutes les régions, en particulier en ce qui concerne les bovins et les porcs en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique centrale, et les moutons en Océanie, en Afrique et en Amérique du Sud.

En Europe surtout, la production de viande a marqué un net progrès en 1950, dépassant de 15 pour cent celle de l'année précédente en Europe occidentale. La production fourragère a été bonne et les disponibilités en fourrage ont, d'une manière générale, été abondantes dans le premier trimestre de l'année. Les importations d'aliments concentrés pour le bétail n'ont pas atteint le volume d'avant-guerre, mais ceci a été compensé dans une certaine mesure par l'amélioration des modes d'alimentation. D'après les renseignements disponibles en ce qui concerne les pays d'Europe orientale, la production de viande augmente, semble-t-il, assez rapidement. Dans les Balkans, la sécheresse a entraîné un abattage anormal, qui est susceptible de faire baisser la production dans les années futures.

En Amérique du Nord, la production totale de viande n'a subi en 1950 qu'une augmentation légère par rapport à 1949, qui n'intéresse que la viande de porc ; le niveau atteint a été d'environ 40 pour cent supérieur à la moyenne d'avant-guerre. Dans les principaux pays producteurs de l'Amérique du Sud, la production a dépassé de 3 pour cent environ celle de 1949 et de 10 à 15 pour cent environ celle d'avant-guerre. Par suite de la grave sécheresse qui a sévi en Argentine à la fin de 1949 et au début de 1950, les abattages ont été particulièrement considérables. D'autre part, la production de l'Argentine et de l'Uru-

guay a subi, en 1950, le contrecoup de difficultés commerciales avec le Royaume-Uni.

En Australie, une réduction des abattages de moutons et d'agneaux a provoqué une baisse de 4 pour cent du total de la production de viande en 1950 par rapport à 1949.

Malgré une baisse importante des exportations de viande de l'Amérique du Sud, la quantité totale sur laquelle a porté le marché international en 1950 a été considérablement plus élevée que celle de 1949, plusieurs pays européens ayant augmenté le volume de leurs exportations. Les chiffres demeurent toutefois bien inférieurs à ceux d'avant-guerre. Le 23 avril 1951, le Royaume-Uni et l'Argentine ont signé un protocole additionnel à l'Accord de commerce et de paiements qu'ils avaient conclu en 1949 ; aux termes de ce protocole, l'Argentine fournira au Royaume-Uni, au cours des 12 prochains mois, 203.200 tonnes métriques de viande à des prix considérablement plus élevés que ceux de l'accord. Le Royaume-Uni a également conclu un nouvel accord de commerce de cinq ans avec l'Irlande, prenant effet le 1^{er} mai 1951 et aux termes duquel l'Irlande livrera au Royaume-Uni 90 pour cent au moins de sa production de pores et de bacon destinée à l'exportation.

La production laitière a continué d'augmenter dans presque tous les pays du monde en 1950, mais pour les quatre premiers mois de 1951 les chiffres de cette production ont baissé dans bien des pays par rapport aux mois correspondants de l'année précédente. Les pays qui ont fourni des rapports font apparaître au total, pour 1950, une production de 5 pour cent supérieure à celle de 1949, mais pour l'ensemble du monde l'augmentation de la production laitière en 1950 n'a pas été aussi considérable. Par rapport à l'avant-guerre, l'accroissement de la production laitière dans les pays qui ont fourni des rapports est de 13 pour cent.

C'est en Europe que l'augmentation de la production laitière a été la plus forte. A part l'Europe, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont signalé une augmentation de la production ; les Etats-Unis ont également enregistré une légère augmentation en 1950 par rapport à 1949, la production dépassant maintenant d'environ 18 pour cent son niveau d'avant-guerre. L'amélioration générale de l'approvisionnement en lait en 1950 est due à l'accroissement du nombre des vaches laitières dans de nombreux pays et au rendement

plus élevé de chaque animal obtenu grâce à une meilleure conservation des herbages et du fourrage, et à des modes d'alimentation plus rationnels.

Si, par suite du temps froid et humide dans de nombreux pays, la production de lait a diminué dans les quatre premiers mois de 1951, cela ne constitue pas un renversement définitif de la conjoncture favorable.

Exception faite de l'Amérique du Nord, la production de beurre a généralement augmenté au cours de 1950, comme l'indique le tableau ci-dessous :

TABLEAU 22. — PRODUCTION DE BEURRE DANS CERTAINS PAYS

PAYS	1949	1950
	(..milliers de tonnes..)	
Allemagne (Rép. Féd.)	246	256
Australie (a)	168	171
Belgique (a)	66	70
Canada (b)	126	119
Danemark	156	180
Etats-Unis	769	755
Finlande	40	47
France	168	225
Irlande (c)	35	37
Italie	55	54
Nouvelle-Zélande (a)	172	175
Norvège	19	20
Pays-Bas	84	93
Suède	104	111
Suisse	15	19
Royaume-Uni	20	26

- a) Période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année indiquée.
 b) Beurre industriel.
 c) Production des coopératives laitières seulement.

Les pays cités ont atteint en 1950 une augmentation moyenne d'environ 5 pour cent par rapport aux chiffres de 1949. A l'échelle mondiale, on estime que la production de beurre est encore inférieure de 5 à 10 pour cent à celle d'avant-guerre. La lenteur du relèvement de la production de beurre s'explique par le fait que ce produit est peu rentable par rapport au lait frais, au fromage et aux autres produits manufacturés, ainsi que par la concurrence accrue d'autres graisses et huiles comestibles.

Le commerce du beurre a été en 1950 de 2 pour cent plus élevé qu'en 1949. Le volume des expéditions en provenance de l'Océanie a diminué, en conséquence de la sécheresse dont a souffert la Nouvelle-Zélande au début de 1950 et de la suppression du rationnement de beurre en Australie, qui s'est traduite par un rythme de consommation plus élevé et par la réduction des

quantités disponibles pour l'exportation. L'accroissement des exportations des pays européens a toutefois plus que compensé la baisse des livraisons de l'Océanie. Le volume des importations du Royaume-Uni a augmenté de 5 pour cent en 1950 par rapport à l'année précédente, par suite de l'intensification des livraisons danoises, mais au Royaume-Uni les importations de beurre restent encore de 30 pour cent inférieures à ce qu'elles étaient en 1938. Les importations de beurre de la Belgique, de la France, de la Suisse et de l'Italie ont toutes été réduites en 1950.

Pour le premier trimestre de 1951, la production de beurre, pour l'ensemble des pays qui ont communiqué des renseignements, a été d'environ 7 pour cent plus basse que pendant le trimestre correspondant de l'année précédente; seule la Nouvelle-Zélande, le Danemark et l'Union Sud-Africaine ont signalé des augmentations. Il est probable que cette situation est due principalement à un printemps tardif. En général, les prix du beurre ont été plus bas en 1950 qu'en 1949, mais la légère tendance à la hausse, qui s'était dessinée dans la dernière partie de l'année, s'est accentuée considérablement au cours du premier trimestre de 1951. Si les prix des produits laitiers, du beurre en particulier, n'ont pas suivi la même évolution que les prix industriels, il semble qu'en général ils aient été rémunérateurs pour les fermiers, particulièrement dans les cas où la rationalisation a permis de réduire la main-d'œuvre.

TABLEAU 23. — PRODUCTION DE FROMAGE
DANS CERTAINS PAYS

PAYS	1948	1949	1950
	(.....milliers de tonnes.....)		
Allemagne (Rép. Féd.)	93	149	137
Australie (a)	42	44	46
Canada (b)	40	52	644
Danemark	56	64	61
Etats-Unis (d)	496	545	532
France	180	200	230
Italie (e)	237	240	242
Nouvelle-Zélande (a)	90	102	107
Norvège	111	21	25
Pays-Bas	98	129	127
Royaume-Uni (f)	27	36	56
Suède	52	66	52
Suisse	50	54	57

- a) Période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année indiquée.
b) Fromage industriel seulement.
c) Dont 99 pour cent de fromage de cheddar.
d) Non compris le fromage de type américain obtenu exclusivement à partir de lait écrémé, et certain fromages maigres non raffinés, « cottage cheese », « pot cheese » et « baker's cheese ».
e) Y compris le fromage de chèvre.
f) Non compris les crèmes de fromage.

La tendance très marquée à l'accroissement de la production de fromage ne s'est pas maintenue et le volume de la production en 1950 est resté le même que l'année précédente.

Par rapport à l'avant-guerre, la production mondiale de fromage a augmenté d'environ 25 pour cent, et la plupart des pays qui fournissent des rapports signalent de légères augmentations de la production pour le premier trimestre de 1951. Bien que la production de fromage en 1950 n'ait été que légèrement supérieure à celle de l'année précédente, le commerce mondial s'est intensifié par rapport à 1949. La Nouvelle-Zélande, ainsi que la majorité des pays européens, ont maintenu leurs exportations. La production de lait condensé et de lait en poudre a subi une augmentation générale au cours de 1950.

Perspectives

Les récoltes fourragères en 1951, en particulier les récoltes de céréales secondaires, semblent être quelque peu inférieures à celles de l'année passée dans la plupart des régions de l'Europe, de l'Afrique du Nord, des Etats-Unis et du Japon, ce fléchissement étant généralement dû à des semences tardives et à des conditions atmosphériques défavorables. Par contre, les rapports parvenus du Proche-Orient, de l'Inde, du Pakistan et du Canada semblent refléter une situation meilleure, et l'état des pâturages (au moment de la rédaction du présent texte) est satisfaisant grâce au temps pluvieux. Néanmoins, la réduction probable de la production de blé risque d'avoir des répercussions fâcheuses sur la situation de l'affouragement. Les importations de fourrage seront peut-être restreintes en Europe, une part plus importante de devises étrangères devant être consacrée aux importations de céréales panifiables.

Bien que les perspectives d'ensemble puissent ne pas apparaître très satisfaisantes, les trois dernières années ont été bonnes et l'on estime que celle qui vient ne sera pas marquée par un déclin de la production en ce qui concerne la viande et les produits laitiers. Les réserves de foin, racines fourragères, etc. provenant de la récolte de 1950 sont bonnes et l'application plus étendue de méthodes améliorées de conservation des produits riches en protéines permettront à de nombreux pays d'être moins tributaires qu'il y a quelques années de l'importation des fourrages. Grâce à des augmentations probables en Amérique du Sud

et en Europe, la production de viande en 1951/52 dépassera, semble-t-il, celle de l'année précédente. Aux Etats-Unis également, le rapport entre les prix du bœuf et du veau d'une part, et du maïs d'autre part, est plus favorable que l'année précédente, mais il l'est moins en ce qui concerne les pores. Le commerce de la viande sera dominé en 1951/52 par l'accord anglo-argentin qui prévoit un volume de livraisons de viande carcasse égal aux deux tiers de la quantité prévue par l'accord primitif de 1949 et une augmentation de 50 pour cent des livraisons de viande en boîtes. On ne prévoit pas de fléchissement dans le commerce de la viande de porc au cours de l'année qui vient.

Les perspectives sont plus incertaines en ce qui concerne le beurre. Il semble que la hausse des prix du fourrage soit plus rapide que celle des prix du beurre, si bien que le rapport actuel est moins favorable à la production de beurre qu'il ne l'était il y a un an. D'une manière générale, les fermiers des principaux pays exportateurs ne considèrent pas les prix comme satisfaisants étant donné l'augmentation des frais, mais les marchés sont limités et le passage de la fabrication du beurre à celle d'autres produits laitiers ne peut se faire que lentement. Il est donc probable que le volume du commerce de beurre en 1951/52 sera sensiblement égal à celui de l'année précédente, mais il est incontestable qu'à longue échéance, la production du beurre tendra à céder le pas à celle du fromage, du lait condensé et du lait en poudre.

PRODUITS DE LA PÊCHE

Situation actuelle

D'une façon générale, 1950 a été une bonne année de pêche, la production mondiale augmentant environ de 9 pour cent par rapport à l'année précédente. Les prises ont augmenté de 5 pour cent en Amérique du Nord, de 2 pour cent en Europe, de 7 pour cent au Japon, de 29 pour cent dans l'Union Sud-Africaine et de 2 pour cent en Amérique latine. En Israël, des efforts systématiques ont permis de porter la production de 4.200 tonnes en 1949 à 7.100 en 1950, soit un accroissement de 69 pour cent. Il semble que le relèvement de la production se soit poursuivi aux Philippines.

A Hong-kong, les prises ont continué à s'accroître, probablement grâce aux conditions naturelles dont la côte méridionale chinoise a bénéficié; les

approvisionnements ont augmenté de façon continue à Singapour, en dépit de la réduction de l'apport indonésien. On n'a pas noté de changements importants dans les disponibilités en poisson frais en Indochine et en Thaïlande, mais les deux pays se ressentent des obstacles au commerce du poisson séché. La production des pêcheries de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan s'est légèrement améliorée par rapport à l'année précédente. Dans l'Inde le cycle habituel de la pêche au maquereau et à la sardine à huile est encore dans sa phase descendante et on n'a noté en 1949/50 qu'un faible progrès sur la campagne précédente.

La production australienne a baissé de 11 pour cent pendant cette période, en dépit de certains accroissements sensibles, notamment pour la langouste.

La production totale des pays ayant fourni des renseignements a augmenté, en 1950, de 14 pour cent par rapport à l'avant-guerre (1938); cette augmentation se répartit comme suit: Europe 11 pour cent, Amérique du Nord 13 pour cent, Japon 8 pour cent, la production de l'Amérique latine s'étant accrue de près de 100 pour cent et celle de l'Union Sud-Africaine, du Maroc et de l'Angola ayant quadruplé ou quintuplé.

TABLEAU 24. — QUANTITÉS DE POISSONS DÉBARQUÉES POUR CERTAINES ANNÉES

RÉGIONS OU PAYS	1938	1946	1949	1950
	(.....milliers de tonnes..... a)			
Europe	5 363	4 902	5 581	5 952
Amérique du N.	3 250	3 070	3 509	3 672
Amérique latine	265	300	505	515
Asie :				
Japon	63 521	3 265	2 980	3 794
Afrique :				
³ pays c	110	219	377	503
TOTAL	12 509	11 756	12 952	14 436

SOURCE : Publications et communications officielles, et estimations de la FAO. Voir le détail par pays dans le *Bulletin des pêches de la FAO*, Vol. IV, N° 4, juillet-août 1951.

a) Poids brut de poisson frais : comprend dans quelques cas les crustacés et les algues.

b) Chiffres ajustés pour tenir compte des frontières d'après-guerre.

c) Union Sud-Africaine, Maroc et Angola.

La hausse des prix n'a pas été aussi rapide pour le poisson que pour les autres produits alimentaires, l'augmentation enregistrée pendant l'automne 1950 ayant surtout eu pour cause une pénurie temporaire. Toutefois l'huile de chair de poisson a subi une hausse marquée, comme la plupart des huiles.

Au Japon, les prix à la production ont fléchi du fait de l'amélioration du ravitaillement. Le manque d'expérience des nouveaux exploitants, lorsque le marché libre a remplacé le contrôle des prix et la répartition, a également contribué à une hausse temporaire. A Hong-kong, les prix du poisson ont subi une chute sensible, la Chine ayant interdit l'importation de poisson salé et la population chinoise de la colonie diminuant rapidement. En Belgique, après une baisse des prix, qui s'est étendue de 1947 à 1949, la tendance s'est renversée en 1950 après la diminution des prises et la réduction des importations.

En France, les prix ont atteint des niveaux élevés en 1950 en raison, semble-t-il, de la pénurie des approvisionnements ; ils ont fléchi pendant les premiers mois de 1951 à la suite d'importantes mises à terre de poissons bon marché, tels que le merlu et le hareng, mais restent élevés par rapport aux autres pays.

Après une légère baisse au cours du premier trimestre 1950, les prix moyens en Allemagne occidentale ont enregistré une forte hausse pendant le second trimestre, particulièrement en ce qui concerne le poisson de chalut. D'une façon générale les prix récemment pratiqués en Allemagne étaient un peu plus du double des chiffres d'avant-guerre, niveau qui paraît être modéré eu égard à celui des prix des autres denrées alimentaires. En Norvège, les prix à la production pour la campagne 1951 ont été officiellement augmentés de 15 à 20 pour cent par rapport à ceux de 1950. Sur le marché intérieur, les prix de détail sont montés de 16 à 17 pour cent.

Au Royaume-Uni, le contrôle des prix du poisson à terre a pris fin en avril 1950. Les prix ont alors nettement fléchi, mais en octobre 1950 la tendance s'est renversée en raison de la raréfaction des approvisionnements dus aux grèves et de la limitation de la production des chalutiers. La pénurie de viande en 1951 a fait augmenter les prix du poisson, en dépit d'un accroissement des prises.

Aux Etats-Unis les prix moyens de gros du poisson ont augmenté de 10 pour cent de janvier 1950 à janvier 1951. Les prix de détail des produits de la pêche, pendant le premier trimestre 1951, ont atteint, pour cette période de l'année, un niveau record dépassant de 6 pour cent celui de l'année précédente. Au Canada, en 1950, les prix à terre dans la province de Terre-Neuve ont été dans l'ensemble inférieurs en 1950 à ceux de 1949, bien qu'ils aient haussé de 8 pour cent dans le reste du pays.

L'augmentation des frais touche sévèrement l'activité des pays producteurs. Les prix du carburant, des filets et des filins ont augmenté, de même que ceux du matériel d'entretien et de réparation. Bien que la construction des bâtiments soit très coûteuse, l'expérience récemment acquise a confirmé que, grâce à l'amélioration du rendement, les nouvelles unités sont d'une exploitation plus profitable que les anciennes.

Certains pays connaissent des difficultés particulières: en Allemagne occidentale, par exemple, la suppression des subventions pour le carburant s'est traduit par une hausse subite des prix du simple au double. Au Japon, à la suite de la sup-

TABLEAU 25. — EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS DES PÊCHES DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS, 1938 ET 1946-50

PRODUITS (a)	Nombre de pays	1938	1946	1947	1948	1949	1950
		(.....milliers de tonnes.....)					
Poisson frais ou congelé	8	339,3	406,9	452,6	575,9	583,6	389,1
Poisson séché, salé ou fumé	(b)8	566,6	409,6	416,9	457,1	399,4	384,8
Poisson en boîtes (c)	(b)9	99,8	145,3	151,5	125,8	104,8	110,1
Crustacés et mollusques	7	72,4	43,1	65,8	66,7	75,2	69,6
Huiles de poisson (d)	7	145,5	58,2	70,6	85,9	68,9	90,4
Farine et engrais de poisson	5	124,6	27,9	28,3	83,2	47,6	116,3
Huiles et graisses de mammifères aquatiques (d)	5	13,2	18,2	46,7	36,1	17,0	15,3

SOURCE: Publications officielles et rapport spéciaux.

a) Y compris les réexportations de la Norvège, en 1938 et en 1946.

b) Y compris certains crustacés et mollusques, pour la Belgique.

c) Y compris les crustacés et mollusques en boîtes pour le Royaume-Uni, et de petites quantités de poisson frais et séché pour le Portugal.

d) Les huiles de mammifères aquatiques sont comprises avec les huiles de poisson pour les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

pression des subventions, le coût moyen de production a doublé ou triplé. Au Royaume-Uni, il a fallu proroger les dispositions relatives aux subventions au profit d'une certaine partie de la flotte de pêche.

Le volume des échanges de produits frais et congelés de la pêche s'est sensiblement contracté, tandis que celui du poisson salé, séché ou fumé n'a que peu fléchi par rapport à 1949 (voir tableau 25).

Cette situation provient essentiellement du fait que les pays importateurs ont développé leur propre production et des ajustements auxquels les pays exportateurs ont procédé, en conséquence, en matière de transformation et d'orientation commerciale.

La valeur du commerce international de farine et d'huile de poisson s'est sensiblement gonflé.

En Extrême-Orient, à l'exception du Japon, la situation actuelle rend pratiquement impossible le commerce des produits de la pêche au volume d'avant-guerre. L'éventualité d'une libération immédiate des échanges du poisson en Europe s'est dissipée au début de 1951.

Etude des produits de la pêche

La consommation alimentaire directe de poisson ne s'est pas développée parallèlement aux prises. En Europe et en Afrique, l'accroissement des quantités débarquées a servi à la production

d'huile et de farine. En outre, une grande proportion utilisée en Europe pour la consommation a tout d'abord été apprêtée pour la conservation à sec ; mais en Amérique du Nord, la consommation de poisson frais, congelé ou conservé en boîtes, est allée croissant.

1. *Poisson frais.* La consommation totale de poisson frais en 1950 ne s'est pas accrue de façon importante. En face d'une augmentation de plus de 300.000 tonnes au Japon, on a enregistré des baisses qui ont été particulièrement sensibles en Norvège, en Islande et au Royaume-Uni. La répartition des disponibilités européennes de poisson frais a été inégale ; au Royaume-Uni, de grandes quantités de poisson non marchand ont dû être envoyées aux fabriques de farine, alors que l'offre était insuffisante sur le marché allemand.

2. *Poisson congelé.* La production mondiale de poisson congelé a baissé considérablement en 1950, en raison notamment des reculs prononcés enregistrés au Royaume-Uni, en Islande et en Norvège. L'accroissement de la production canadienne n'a pas suffi à compenser la baisse dans les autres pays, qui était souvent imputable à la répugnance des consommateurs à acheter du poisson congelé alors que du poisson frais était disponible.

3. *Stockfish.* La production totale des principaux pays producteurs est passée de 11.600 tonnes

TABLEAU 26. — PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS DE LA PÊCHE, 1946-50^a

PRODUITS	Nombre de pays	1946	1947	1948	1949	1950
		(.....milliers de tonnes (b).....)				
Poisson frais (c)	14	...	3 622,9	2 884,0	2 965,5	3 238,9
Poisson congelé (c)	14	...	...	361,3	427,6	375,5
Morue, merlu et espèces voisines, salés verts et salés séchés (d)	13	185,4	254,7	215,5	258,7	312,0
Morue, merlu et espèces voisines, séchés (stockfish)	3	17,5	17,4	16,5	10,6	18,6
Hareng et espèces voisines, salés (e)	16	516,2	462,5	506,5	569,9	444,7
Saumon, en boîtes	4	130,6	156,6	133,9	151,9	124,2
Hareng et espèces voisines, en boîtes	19	242,0	254,7	259,0	323,1	379,5
Thon, maqueron vrai et espèces voisines, en boîtes	10	80,8	96,6	110,5	101,1	139,0
Huile de foie de morue	8	33,3	38,1	31,7	34,0	30,6
Huile de hareng et d'espèces voisines	6	103,3	113,4	124,7	100,2	151,8
Farine de hareng et d'espèces voisines	8	223,6	227,8	301,9	261,2	348,7
Autres farines de poisson (f)	11	126,8	152,2	177,8	231,2	253,7

SOURCE : Rapports officiels.

a) Pour certains produits, ces chiffres représentent à peu près le total mondial; pour d'autres, tels que le poisson frais, tous les produits ne sont pas pris en ligne de compte.

b) Poids du produit.

c) Pour 1947, le poisson congelé est compris avec le poisson frais en ce qui concerne la Norvège, les Pays-Bas et Terre-Neuve.

d) En poids de produit séché.

e) Y compris le hareng fumé pour certains pays.

f) Y compris la farine de hareng pour l'Allemagne, le Danemark et le Royaume-Uni.

en 1949 à 19.000 tonnes en 1950. Toutefois elle reste inférieure au chiffre de 1938 (25.000 tonnes) qu'elle pourrait cependant atteindre en 1951, du fait d'un accroissement sensible de la production norvégienne.

4. *Morues, merlu, salés, etc.* La production mondiale est passée de 259.000 tonnes en 1949 à 312.000 en 1950 dépassant nettement le chiffre d'avant-guerre. Presque tous les pays semblent avoir accru leur production en 1950 grâce surtout à une activité plus intense dans les eaux de l'Atlantique nord. Toutefois, il est douteux que la production mondiale de 1951 dépasse de beaucoup celle de 1950. Dans l'ensemble, le prix de la morue salée en 1950 semble en hausse d'environ 10 pour cent sur celui de 1949, mais en 1951 on a constaté une hausse nette de 10 pour cent parallèlement à un accroissement très sensible des tarifs de fret.

5. *Clupéidés.* La production globale de 16 pays est tombée de 570.000 tonnes en 1949 à 445.000 tonnes en 1950. Parmi les grands producteurs, seuls les Pays-Bas ont maintenu leur niveau antérieur, tout en limitant délibérément la production. Le Japon, la Norvège et le Royaume-Uni ont enregistré une baisse marquée de la production de harengs et d'espèces voisines salées. Toutefois la production s'est écoulée plus facilement qu'on ne le prévoyait et il se peut qu'elle s'accroisse en 1951.

6. *Poisson en boîtes - Thon.* L'industrie du thon en boîte s'est beaucoup développée. Aux Etats-Unis, premier producteur et consommateur du monde, la production est passée de 30.000 tonnes de thon et espèces voisines, en boîtes, en 1940, à 80.000 tonnes en 1950, chiffre sans précédent ; ce mouvement se poursuivait au début de 1951. En ce qui concerne les prix, l'accroissement de la production et l'accroissement des stocks reportés de 1950 ont provoqué une tendance à la baisse.

Saumon. Environ 95 pour cent de la production mondiale du saumon en boîtes proviennent de prises faites dans le Pacifique nord. Elle a atteint (non compris l'URSS) 124.000 tonnes en 1950, contre 151.900 tonnes en 1949. Le recul enregistré aux Etats-Unis s'est traduit par une hausse brusque des prix du saumon en boîte entre la mi-juillet et la mi-août 1950, le prix de détail en 1950 ayant monté de 26,8 pour cent par rapport à 1949.

Clupéidés : harengs et espèces voisines. La production d'Amérique du Nord s'est développée en 1950, mais il semble que les mises à terre de pilchards du Pacifique seront en baisse pour la campagne 1951/52. Au Maroc français, la production continue de s'accroître et le volume des conserves en 1950 dépasse le niveau de 1949. On peut s'attendre à de nouveaux progrès, car les conserveries ne travaillent pas à pleine capacité. Au Portugal, les prises de sardines ont augmenté à la fin de 1950 et pendant les premiers mois de 1951, s'accompagnant d'un accroissement correspondant de la production de conserves.

7. *Huiles et farines.* Les producteurs habituels ont développé et amélioré leurs moyens de production, et de nombreux pays se sont lancés dans cette production. Dans les pays pour lesquels on dispose de renseignements, le tonnage brut de poisson transformé en huile et en farine a augmenté de 30 pour cent par rapport à 1949. Jusqu'à présent il semble que la production d'huile et de farine industrielles sera encore plus forte en 1951. Les méthodes de fabrication de l'huile et de la farine se sont beaucoup perfectionnées et l'intérêt que soulève depuis quelques années la préparation d'huile de clupéidés a été encore stimulé par les cours actuels de la farine et de l'huile industrielles de poisson. En raison de la concurrence active et de la production importante des vitamines de synthèse, les prix des huiles de foie de poisson sont moins favorables pour les producteurs.

Perspectives

Comme l'on manque à bien des égards de renseignements sur les ressources en poissons, une grande incertitude règne quant aux perspectives de la pêche. Toutefois, dans l'hypothèse de conditions normales, semblables à celles qui ont régné en 1950/51, l'accroissement de la puissance de capture aboutira vraisemblablement à une augmentation correspondante des prises mondiales. L'intérêt plus vif que suscitent les clupéidés et diverses espèces de thon peut accentuer l'importance relative de ces poissons. Il se peut que les efforts de développement de la pisciculture en eau douce ne se reflètent qu'à plus longue échéance dans les chiffres de la production mondiale. Les échanges mondiaux de poisson frais ne tendront vraisemblablement pas à s'accroître, mais il est possible que les produits

congelés deviennent plus populaires. La production de poissons salés pourra augmenter jusqu'à un certain point. Enfin l'activité des conserveries pourra être entravée par la pénurie de fer-blanc.

Les prix du poisson ont atteint un niveau élevé, mais si les frais d'exploitation ne baissent pas sensiblement grâce à une réduction des prix du carburant, du charbon, des cordages, des filets, etc., seul l'emploi d'un équipement aussi efficace que possible fera de la pêche une activité rentable. Il semble que la demande de poisson et de produits de la pêche doive se maintenir pendant un an ou deux encore.

MATIÈRES GRASSES

Situation actuelle

C'est la demande qui, en 1950, a dominé le marché mondial des matières grasses. L'accroissement de l'activité industrielle et l'augmentation du revenu des consommateurs dans la plupart des pays a accentué la demande en matières grasses alimentaires et en corps gras industriels. En outre, à la suite de la crise coréenne qui a éclaté à la fin du mois de juin, la demande en matières grasses s'est intensifiée du fait du désir général d'augmenter les stocks. Dans de nombreux pays, les gouvernements, les commerçants et les consommateurs ont acheté des matières grasses et des produits à base de matières grasses afin de constituer des stocks pour faire face à d'éventuelles pénuries. Il en est résulté une hausse brusque des prix et dans le monde entier les stocks ont, d'une manière générale, eu tendance à passer de la possession des producteurs et des pays producteurs à celle des utilisateurs et des principaux pays importateurs.

Des renseignements fragmentaires dont on dispose, il ressort que les stocks de matières grasses étaient, au moins en Allemagne occidentale, en Italie, en Suisse et aux Pays-Bas, plus élevés à la fin de 1951 qu'un an auparavant. Selon une estimation non officielle, l'accroissement total des stocks des dix principaux pays importateurs d'Europe approchait 300.000 tonnes métriques, soit environ 8 pour cent des importations de matières grasses et d'oléagineux entrés dans ces pays en 1950. Aux États-Unis, les stocks de nombreuses matières grasses, en entrepôts et en fabriques, se sont réduits en 1950, l'industrie les ayant largement utilisés pour la fabrication de produits finis (margarine, shortening, huile de

table, savon, peinture, etc.), mais les stocks de produits finis semblent être en augmentation du côté du commerce et des consommateurs.

L'Allemagne occidentale a consacré en 1950 à l'importation d'oléagineux des sommes sensiblement plus importantes, par suite de l'allègement vers la fin de 1949 des restrictions à l'importation et de l'augmentation des disponibilités en devises étrangères en 1950 ; grâce surtout à l'augmentation des importations, la consommation annuelle de matières grasses par personne a atteint dans cette région près de 21 kilos en 1950, chiffre qui dépasse d'environ 30 pour cent le niveau peu élevé de 1949 et qui correspond à 70 pour cent environ de la moyenne pour 1934 - 38.

La demande active et les prix en hausse expliquent en partie l'accroissement sensible des quantités nettes de matières grasses et d'oléagineux importées du reste du monde en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Les importations nettes de treize des principaux pays importateurs ont, en 1950, dépassé celles de 1949 de plus de 700.000 tonnes (30 pour cent) (voir tableau 27).

TABLEAU 27. — MATIÈRES GRASSES ET OLÉAGINEUX (EN ÉQUIVALENT D'HUILE) - IMPORTATIONS NETTES DES PRINCIPAUX PAYS IMPORTATEURS D'AMÉRIQUE DU NORD ET D'EUROPE EN 1938, 1949 ET 1950

PAYS	1938	1949	1950
(.... milliers de tonnes)			
Etats-Unis	659	—538	—316
Canada.	96	40	98
Cuba.	45	81	a95
Royaume-Uni (a)	1 393	1 430	1 443
Allemagne occidentale	b1 067	395	762
France.	506	391	334
Italie	138	182	189
Belgique et Luxembourg.	136	145	145
Pays-Bas (c)	124	172	221
Suisse	64	74	a106
Norvège (c)	59	59	a90
Suède	94	41	21
Danemark : Beurre	—130	—113	—126
Autres articles.	76	49	59
TOTAL DES 13 PAYS.	4 327	2 408	3 121

SOURCE: Rapports officiels sur le commerce extérieur. Le beurre, la margarine et le savon sont compris en équivalent de matières grasses. Le symbole (—) indique des exportations nettes.

a) Chiffres partiellement estimés.

b) Territoire de 1937.

c) L'huile de baleine de l'Antarctique importée et consommée dans le pays est incluse parmi les importations nettes, même si l'extraction s'en fait sur des bâtiments battant pavillon du pays.

Parmi les augmentations notables, il faut signaler 367.000 tonnes à destination de l'Allema-

gne occidentale, 49.000 tonnes à destination des Pays-Bas et 59.000 tonnes à destination du Canada. Aux Etats-Unis — pays qui exporte de grandes quantités de matières grasses comestibles et de suifs et graisses non comestibles, surtout vers l'Europe, tout en important un fort volume d'huiles industrielles, surtout de l'Asie et de l'Amérique du Sud — les exportations nettes ont décré d'environ 220.000 tonnes.

C'est l'Argentine qui a apporté la plus forte contribution à l'accroissement enregistré en 1950 dans le commerce mondial des matières grasses et des oléagineux.

TABLEAU 28. — MATIÈRES GRASSES ET OLÉAGINEUX (EN ÉQUIVALENT D'HUILE) - EXPORTATIONS NETTES DES PRINCIPALES RÉGIONS EXCÉDENTAIRES ^a

PAYS OU RÉGIONS	1950	1949	1938
	(...milliers de tonnes...)		
Argentine	486	161	460
Brésil	135	123	95
Nigéria	334	522	517
Afrique-Occidentale fr.	247	202	213
Congo belge	110	184	187
Chine et Mandchourie.	641	688	6177
Philippines	380	414	512
Indonésie.	640	364	330
Malaisie	130	96	102
Inde et Pakistan	520	20	6100
Australie et Nouvelle-Zé- lande	213	178	690
Océan Antarctique (d)	6566	340	344
TOTAL	4 412	2 692	3 127

SOURCE: Rapports officiels sur le commerce extérieur, sauf indications contraires.

- a) Certains chiffres correspondent aux importations brutes, qui toutefois sont peu différentes des importations nettes.
- b) Estimation non officielle.
- c) Chiffre en partie estimé par la FAO.
- d) Huile extraite des baleines prises dans l'Antarctique: chiffres pour 1938, Karl Brandt *Whaling and Whale Oil during and after World War II*; chiffres pour 1949 et 1950 tirés de la *Whaling Gazette*. A l'exception de l'huile de blanc de baleine.
- e) Campagne 1937/38; la moyenne pour 1932/33 à 1938/39 était de 442.000 tonnes.

Des stocks importants de graine de lin, d'huile de lin et d'huile de tournesol s'étaient accumulés en Argentine au cours des années passées, en raison surtout de la politique gouvernementale en matière commerciale qui consistait à demander des prix supérieurs à ceux pratiqués sur le marché mondial. Toutefois les prix ayant été en 1950 ramenés à un niveau de concurrence, de fortes ventes et expéditions ont été faites, essentiellement à l'Europe occidentale. Les stocks en question sont tombés d'environ 465.000 tonnes (en

équivalent d'huile) au début de l'année, à environ 250.000 tonnes à la fin de la même année. Les exportations totales de l'Argentine de matières grasses et d'oléagineux ont en 1950 atteint environ 460.000 tonnes en équivalent d'huile, soit 300.000 tonnes de plus qu'en 1949. Les exportations en 1950 comprenaient les oléagineux et les huiles de la récolte de 1949/50 et les graisses d'abatage produites en 1950, ainsi que des huiles et des oléagineux pris sur le reliquat existant au début de l'année.

Selon une estimation non officielle, les exportations d'huiles et d'oléagineux de Chine et de Mandchourie se sont élevées en 1950 à environ 177.000 tonnes (en équivalent d'huile), soit 90.000 tonnes environ de plus qu'en 1949. Les exportations d'huile d'abrasin ont retrouvé leur ampleur au printemps de 1950 après une année environ de contraction due aux troubles militaires et politiques. Les exportations d'arachides se sont aussi développées sensiblement en 1950. Celles de soja de Mandchourie ont largement dépassé le chiffre de 1949, elles ont même atteint le niveau le plus élevé depuis l'avant-guerre, bien qu'elles ne représentent encore que 10 pour cent environ du volume d'avant-guerre.

L'importance de la récolte d'olives en 1949 dans les pays méditerranéens a elle aussi contribué pour une large part à l'accroissement enregistré l'an dernier dans les exportations mondiales de matières grasses. En 1950, les exportations nettes d'huile d'olive des pays méditerranéens, à l'exclusion de l'Italie et de la France (qui sont des importateurs nets), ont atteint un total d'environ 140.000 tonnes, soit près de 100.000 tonnes de plus qu'en 1949.

La tendance ascendante des prix mondiaux des matières grasses, apparue en 1950, s'est poursuivie en 1951; elle a atteint son point culminant à la fin de janvier et en février aux Etats-Unis où les cours ont dépassé d'environ 65 pour cent les niveaux de juin 1950, et en mars ou avril sur les marchés du continent européen, où la hausse se situait alors à 80 pour cent environ (tableau 29). Pour la plupart des graisses, ces chiffres étaient les plus élevés depuis le début de 1948. Des prix maxima ont été fixés à la fin de janvier aux Etats-Unis pour la plupart des matières grasses de la production intérieure. Au Royaume-Uni, seuls les prix de quelques corps gras suivent les fluctuations des cours mondiaux. Pour la majorité des matières grasses et des oléagineux les prix sont fixés par le

TABLEAU 29. — PRIX DE GROS DE CERTAINES MATIÈRES GRASSES ET DE CERTAINS OLÉAGINEUX SUR LES MARCHÉS D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE, JUIN 1950, MARS, JUIN ET JUILLET 1951

PRODUITS	Monnaie dans laquelle le prix est coté	1950	1951		
		Juin	Mars	Juin	Juillet
(.....dollars E.-U. par tonne.....)					
PORTS EUROPÉENS (a)					
Huile d'arachide de l'Inde, en fût, c. a. f.	L. sterling	397	602	612	517
Huile de noix de coco des Détroits, 3¼, en vrac, c. a. f.	L. sterling	322	526	414	353
Huile de palme, Angola, 10 ½ en fûts, c.a.f.	Escudos	214	520	363	316
Huile de lin de Belgique, en fûts, f.o.b.	Frs. belges	337	530	448	440
Soja de Mandchourie, en vrac, c.a.f.	L. sterling	116	150	156	132
Graines de ricin du Brésil, au navire, R.-U.	L. sterling	146	331	287	281
ETATS-UNIS					
Huile de soja, brute, wagon-citerne, usine du Middlewest.	\$E.-U.	291	452	(362)	320
Huile de coton brute, citerne, usine du sud-est.	\$E.-U.	308	518	(373)	322
Huile de coco, brute, charge de wagon-citerne, côte du Pacifique (d)	\$E.-U.	289	463	(300)	273
Saindoux, premier choix, charge de wagon-citerne, Chicago	\$E.-U.	225	395	(335)	337
Suif, non comestible, premier choix, charge de wagon, Chicago	\$E.-U.	110	344	(282)	201
Huile de lin, brute, wagon-citerne, Minneapolis	\$E.-U.	377	494	(401)	333
Huile de babassou, importée, citerne, New York	\$E.-U.	527	902	(855)	814

SOURCES : *The Public Ledger* (Londres), *The National Provisioner* (Chicago) et *The Fats and Oils Situation* (U. S. Dept. of Agriculture, Washington, D. C.). Les prix s'entendent pour des expéditions rapides. Les cours originaux sont convertis en dollars aux taux suivants : Livre sterling = \$2,80 ; \$1 = 28,6 escudos ; \$1 = 50 francs belges.

a) Anvers, Rotterdam, Hambourg, Brème ou Marseille, sauf indication contraire.

b) De Chine, en vrac, plus 40 dollars, représentant la différence en juin 1950 entre les cours indiens et les cours chinois.

c) Prix maximum fixé par le gouvernement.

d) Soumis à une taxe de 66 dollars par tonne au premier stade de transformation aux Etats-Unis.

gouvernement au moyen d'achats massifs et de contrats à long terme avec les pays exportateurs d'une part, et au niveau de la vente au détail d'autre part.

Entre avril et juin 1951, il semblait que les négociants et les utilisateurs ne cherchaient plus à accroître leurs stocks de matières grasses, faisant sans doute déjà appel aux stocks accumulés. Les perspectives de bonnes récoltes d'oléagineux en 1951 ont certainement contribué à la décision prise par de nombreux utilisateurs de réduire les achats. Au printemps 1951, une récolte de graines de tournesol approchant le niveau record en Argentine a permis de faire échec à la contraction des approvisionnements d'huile liquide comestible sur les marchés européens jusqu'à l'automne, moment où la production peut reprendre à plein dans l'hémisphère nord. En juillet 1951, les prix avaient baissé, tant sur le marché des Etats-Unis que sur ceux d'Europe, pour n'être plus supérieurs que de 20 à 25 pour cent en moyenne à ceux de juin 1950.

Au début de 1951, il n'était pas possible de discerner nettement la tendance du total des exportations mondiales. Les exportations de co-

prah philippin et indonésien dépassaient sensiblement celles de l'année précédente. Les expéditions d'huiles et d'oléagineux d'Argentine se maintenaient à un niveau élevé par rapport à la période comprise entre la fin de la guerre et 1950 ; elles comprenaient des quantités prélevées encore sur les stocks accumulés au cours des années antérieures et des graines et de l'huile de lin provenant de la récolte de 1950-51. De janvier à mai 1951 les exportations des Etats-Unis (y compris les oléagineux en équivalent d'huile) ont dépassé légèrement celles de l'année précédente, un fort accroissement des expéditions de suif non comestible et de soja compensant et au delà la diminution des exportations d'huile de coton et de certains autres produits. Au début de 1951 les exportations d'arachides d'Afrique occidentale et d'huile d'olive des pays méditerranéens ont enregistré une baisse par rapport à 1950, du fait de récoltes moins abondantes en automne de cette année-là. La production d'huile de baleine de l'Antarctique et son exportation vers les pays importateurs sont restées pour 1950/51 à peu près ce qu'elles étaient lors de la campagne précédente.

Perspectives

Au début d'août 1951, on pouvait s'attendre, semble-t-il, pour la période allant de juillet 1951 à juin 1952, à un accroissement de la production et des exportations mondiales de matières grasses, par rapport à la période précédente. Les perspectives étaient favorables à un accroissement en 1951 de la production d'arachides et de graines de coton dans l'hémisphère nord, et de la récolte d'olives dans les pays méditerranéens après la maigre production de 1950, à un nouvel accroissement de la production de saindoux, de suif et de graisses aux Etats-Unis en 1951/52 ainsi qu'à la poursuite du mouvement ascendant des exportations africaines d'huile de palme et d'amandes de palmiste. Les accroissements ainsi prévus ne seraient qu'en partie neutralisés par le déclin auquel on s'attend pour 1951/52 dans les exportations de l'Argentine, par suite de l'épuisement virtuel, vers la fin de 1951, des stocks excédentaires de graines de lin, d'huile de lin et d'huile de tournesol. On ne s'attend guère à des changements dans la production et l'exportation d'huile de baleine en 1951/52, la pêche étant limitée chaque année au nombre de 16.000 baleines bleues. Ce chiffre a été fixé par voie d'accord international en vue de veiller à la conservation de l'espèce.

Arachides. Les conditions atmosphériques défavorables qui ont régné en 1950 ont amené le rendement d'arachides dans le Nigeria, en Afrique-Occidentale française et dans l'Inde très au-dessous de la moyenne. Si les conditions sont normales en 1951, la production de ces pays s'accroîtra sensiblement. En outre le gouvernement de la Nigeria a annoncé au moment du semis que le prix payable pour la récolte de 1951 était fixé provisoirement à 33 livres sterling par tonne, soit une augmentation de 50 pour cent par rapport à l'année précédente. Un prix définitif devait être annoncé en septembre. La Nigeria et l'Afrique-Occidentale française sont désormais les premiers exportateurs d'arachides du monde.

Graine de coton. Aux Etats-Unis, l'encouragement officiel à l'extension de la superficie consacrée au coton a assuré virtuellement un fort accroissement de la production mondiale de graines de coton pour 1951. Les prix exceptionnellement élevés du coton sur les marchés mondiaux à la fin de 1950 et au début de 1951, ont fortement influ-

encé la culture dans la plupart des pays producteurs. La production mondiale pourra approcher en 1951/52 35 millions de balles, contre 26 millions en 1950/51. Pour les Etats-Unis on estimait en août la récolte à 17.300.000 balles contre 9.900.000 en 1950.

Soja. L'état des cultures au début d'août laissait prévoir un déclin de 6 pour cent dans la production de soja aux Etats-Unis. La superficie consacrée à cette culture est presque aussi étendue que l'an dernier, mais le rendement à l'hectare sera, croit-on, un peu inférieur à celui, particulièrement élevé, de 1950.

Graine de lin. Selon les estimations du mois d'août, la récolte globale de graine de lin pour les Etats-Unis, le Canada et l'Inde en 1951 sera inférieure de 3 pour cent à celle de l'année précédente. Le déclin aux Etats-Unis et dans l'Inde, dû essentiellement à la diminution du rendement à l'hectare, est partiellement compensé par un accroissement du côté canadien. La production canadienne est minime comparée à celle des autres pays, mais la superficie s'est beaucoup accrue en pourcentage au Canada en 1951.

Le gouvernement argentin a encouragé les producteurs agricoles à consacrer une plus grande superficie au lin en faisant passer de 41 à 50 pesos les 100 kilos le prix minimum payé à la production. La récolte argentine se fait en novembre et décembre. Même si on note en 1951 un fort accroissement de la plantation, les exportations argentines de graine et d'huile de lin diminueront probablement après la fin de cette année, du fait de l'exiguïté du reliquat.

La demande en corps gras à usage industriel et alimentaire de la plupart des pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale se maintiendra à un niveau élevé en 1951/52, et pourra même s'accroître, le revenu des consommateurs et l'activité industrielle étant susceptibles, non seulement de se maintenir, mais encore de s'accroître. La demande pour la constitution de stocks sera toutefois beaucoup moins active qu'à la fin de 1950 et au début de 1951 s'il ne se produit pas une autre crise internationale d'envergure. Si les perspectives actuelles favorables à une augmentation de la production en 1951/52 se concrétisent, il est probable que les prix des matières grasses baisseront par rapport à l'année commerciale 1950/51.

FRUITS : a) Agrumes

Situation actuelle

La production mondiale d'agrumes en 1950/51 a dépassé celle des années précédentes dans la proportion de 11 pour cent environ pour les oranges et les mandarines, 21 pour cent pour les pamplemousses et 14 pour cent pour les citrons. La production d'oranges a atteint un chiffre sans précédent, dépassant de 46 pour cent la moyenne d'avant-guerre. La production de pamplemousses et de citrons n'a pas atteint le niveau élevé des premières années d'après-guerre, mais elle a dépassé la moyenne d'avant-guerre d'environ 50 pour cent en ce qui concerne les pamplemousses et 16 pour cent en ce qui concerne les citrons. Le tableau ci-dessous donne les chiffres des principales régions productrices.

De 1949 à 1950 la production d'oranges et de mandarines de la région méditerranéenne s'est développée très rapidement, notamment en Italie (environ 85 pour cent), en Espagne (40 pour cent) et en Algérie (20 pour cent). Cette production a également augmenté aux Etats-Unis et en Ar-

gentine, tandis qu'en Union Sud-Africaine elle atteignait le niveau élevé de 1948/49.

La production de pamplemousses des Etats-Unis, soit plus de 90 pour cent de la production mondiale, s'est relevée plus rapidement qu'il n'avait été prévu des gelées dont elle avait gravement souffert en 1948/49, tout en restant inférieure d'un quart à la production de 1946/47. La production de pamplemousses a quelque peu augmenté en Union Sud-Africaine et aux Antilles britanniques, mais elle a diminué en Palestine.

La production de citrons s'est considérablement accrue dans la région méditerranéenne et aux Etats-Unis, bien que la production méditerranéenne soit demeurée inférieure à celle d'avant-guerre, en raison notamment d'une maladie qui a sévi dans les plantations.

Comme au cours des cinq dernières années, les expéditions d'oranges des principaux pays exportateurs ont continué d'augmenter en dépit de la concurrence toujours croissante d'autres fruits. Les Etats-Unis et l'Italie, principaux exportateurs de pamplemousses et de citrons respectivement ont vu se réduire leurs exportations.

L'un des traits saillants du commerce des agrumes en 1950 a été l'augmentation des achats de

TABLEAU 30. — PRODUCTION ET EXPORTATION DES AGRUMES, PAR PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS ET EXPORTATEURS (AVANT LA GUERRE ET 1948-50)

PRODUITS ET RÉGIONS OU PAYS	PRODUCTION				EXPORTATIONS			
	Moyenne 1934/35 1938/39	1948/49	1949/50	1950/51	Moyenne 1934-38	1948	1949	1950
	(.....milliers de tonnes.....)							
<i>Oranges et mandarines</i>								
Région méditerranéenne	2 078	2 185	2 049	2 772	1 019	956	1 013	1 069
Etats-Unis	2 284	4 028	4 171	4 530	167	243	179	187
Mexique	13.7	400	420	350	—	—	2	32
Brésil	1 172	1 226	1 246	1 100	149	100	71	85
Union Sud-Africaine.	167	193	131	190	85	96	107	144
Japon	465	290	311	437	63	2	4	5
Autres principaux producteurs.	811	1 106	1 074	1 051	12	13	14	13
TOTAL	7 114	9 428	9 392	10 430	1 495	1 410	1 390	1 535
<i>Pamplemousses</i>								
Ensemble des principaux pays producteurs.	1 140	1 770	1 460	1 765	90	140	110	95
<i>Citrons et limettes</i>								
Ensemble des principaux pays producteurs.	960	961	976	1 115	280	180	215	210

l'Allemagne. Les importations d'oranges ont été supérieures au niveau de 1949 de 150 pour cent, soit 130.000 tonnes, et les importations de citrons ont également augmenté de 15 pour cent. Ceci a contribué à stabiliser le marché des agrumes en Méditerranée.

Depuis la décentralisation des achats britanniques d'agrumes, qui a eu lieu en mai 1950, et la libération des importations en provenance des régions à devises faibles, l'Afrique du Sud et l'Espagne ont fourni une part plus considérable des importations d'oranges du Royaume-Uni. Les données disponibles pour les quatre premiers mois de 1951 indiquent un nouveau progrès des importations britanniques d'oranges provenant notamment de l'Union Sud-Africaine et des autres pays du Commonwealth, ainsi que d'Espagne et du Brésil. Le Canada a absorbé environ les deux tiers des exportations d'oranges des Etats-Unis et 90 pour cent de leurs exportations de citrons et de pamplemousses.

Les oranges vendues aux enchères à New York et à Chicago, particulièrement les qualités « navels », ont atteint des prix plus élevés à l'automne de 1950 qu'au cours de la campagne de 1949. Les prix des citrons ont été sensiblement inférieurs à ceux de l'année précédente, et les prix des pamplemousses ont légèrement baissé. Au Royaume-Uni, le prix moyen des oranges importées a beaucoup augmenté, la tonne d'oranges d'Espagne atteignant environ 54,7 livres sterling en janvier-avril 1951 contre 37 livres sterling l'année précédente. Le prix des oranges d'Israël a passé de 42,8 livres sterling en 1950 à 54 livres sterling en janvier-avril 1951.

Les Etats-Unis ont continué à subventionner les exportations d'oranges et ont étendu le système aux pamplemousses. Il est accordé des subventions pouvant atteindre la moitié du prix à l'exportation f.o.b., dans des limites déterminées pour chaque produit. La subvention à l'exportation a été relevée en Israël au début de 1951, à la suite d'une grève des producteurs. En Espagne, la subvention s'octroie par voie indirecte, en accordant la libre disposition d'une partie des gains en devises procurés par l'exportation d'agrumes (90 pour cent pour les citrons et les pamplemousses); en outre, le solde de ces devises est convertible à des cours spéciaux; ainsi, les livres sterling provenant des exportations d'oranges sont échargées à 61 pesetas alors que le cours officiel s'établit à 30 pesetas.

Perspectives

Dans la plupart des principaux pays producteurs, notamment aux Etats-Unis, au Mexique, en Italie et en Afrique du Nord française, la superficie consacrée aux agrumes va se développant, et ce n'est qu'au Brésil, en Israël et au Japon que cette superficie est inférieure à celle d'avant-guerre. Les rendements eux aussi augmentent rapidement, grâce au pourcentage plus élevé d'arbres productifs et à de meilleures méthodes de culture et de lutte contre les maladies. L'accroissement parallèle d'autres productions fruitières a naturellement suscité quelque inquiétude quant aux possibilités de marketing et seule l'augmentation rapide de la consommation de fruits frais dans la plupart des pays a permis d'écouler cette production accrue; l'Europe occidentale et le Canada sont les principaux consommateurs.

Les Etats-Unis dépendent de plus en plus du marché canadien et ont perdu la plus grande partie des débouchés que trouvaient avant la guerre leurs oranges en Europe, par suite de la concurrence des pays à devises faibles. Au cours de ces dernières années, il leur aurait été pratiquement impossible d'exporter vers l'Europe sans le secours des subventions. En dépit de la concurrence serrée des pays méditerranéens, la libération du commerce en Europe occidentale et le volume accru des achats effectués l'année dernière par l'Allemagne ont stabilisé le marché pour le moment. Les importations du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de la Norvège sont encore sensiblement inférieures à celles d'avant-guerre, le contraire étant vrai de la France, de la Belgique, de la Suède, de la Suisse et de l'Allemagne (depuis 1950). Dans tous ces pays, le Royaume-Uni excepté, les disponibilités en fruits frais se sont considérablement accrues par rapport à l'avant-guerre. Depuis qu'au Royaume-Uni les importations d'agrumes ont été rendues au commerce privé, en mai 1950, le volume des importations d'oranges a augmenté.

La production d'oranges a environ doublé aux Etats-Unis depuis l'avant-guerre, mais les exportations n'ont augmenté que de 10 pour cent environ et la consommation d'agrumes frais par habitant n'a atteint que 21,5 kilogrammes en 1949 contre 22,2 kilogrammes avant la guerre. Par contre, la consommation des produits d'agrumes en boîtes et congelés a augmenté dans des proportions énormes. En 1950, les quantités d'oranges qui ont été vendues comme fruits frais n'ont

représenté que 54 pour cent de la production contre 64 pour cent en 1949. La consommation des pays européens demeure faible par rapport à celle des Etats-Unis, du Brésil, du Canada et de l'Australie, mais elle tend à augmenter, ce qui pourra justifier un accroissement de production dans les pays exportateurs. Si toutefois le relèvement européen venait à se ralentir, les restrictions mises aux importations pourraient s'aggraver et exercer de graves répercussions sur le commerce international des agrumes.

b) Fruits secs

Situation actuelle

En ce qui concerne les fruits secs, la saison 1950/51 récolté de raisins normal ment destinés à la production de raisins secs a été caractérisée par une production exceptionnellement faible et une hausse considérable des prix.

La production de raisins secs des principaux pays producteurs est tombée de 447.000 tonnes en 1949 à 384.000 tonnes en 1950, en raison uniquement de la chute verticale de la production des Etats-Unis, la plus faible qui ait été enregistrée depuis le début des années 1920. La récolte de raisins normalement destinés à la production de raisins secs en Californie n'était inférieure que de 9 pour cent à celle de 1949, mais elle a été vinifiée à raison de 41 pour cent environ, contre 15,8 pour cent en 1949. La production totale de raisins n'était que légèrement inférieure à celle de 1949, mais la vinification a été encouragée par des prix favorables.

La production des pruneaux a été extrêmement faible aux Etats-Unis et elle a décliné dans les Balkans également. La production de figes des principaux pays producteurs a été de 10 pour cent inférieure à celle de 1949 ; elle a sensiblement diminué en Algérie, légèrement en Italie et aux Etats-Unis, mais a augmenté en Turquie et au Portugal.

En raison de la baisse de production, les Etats-Unis ont supprimé les subventions aux exportations des raisins secs et des pruneaux au cours de la campagne 1950,51. Le programme de marketing de la Californie ne comportait pas cette année, comme l'année précédente, la création de «pools» de réserve ou de stocks excédentaires.

Durant l'année civile 1950 les exportations mondiales de raisins secs et de pruneaux ont été plus fortes qu'en 1949, mais celles de raisins de Corinthe et de figes ont diminué. La production

TABLEAU 31. — PRODUCTION ET EXPORTATION DE FRUITS SECS, PAR LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS ET EXPORTATEURS

PRODUITS	PRODUCTION			EXPORTATIONS		
	Moyenne 1934-38	1949	1950	Moyenne 1934-38	1949	1950
	(.....milliers de tonnes.....)					
Raisins secs.	447	447	384	205	199	232
Raisins de Corinthe .	180	107	94	90	61	51
Pruneaux .	270	207	165	287	257	271
Figes sé- ches(b) . .	193	170	153	65	50	44

a) Exportations des Etats-Unis seulement.

b) Non compris l'Espagne.

australienne de raisins secs et de raisins de Corinthe étant restée faible, ce pays n'a pu fournir au Royaume-Uni que 25 pour cent du contingent prévu par l'accord à long terme. Priorité a été donnée aux exportations vers le Canada.

Les importations de fruits secs du Royaume-Uni ont diminué à l'exception de la plupart des raisins secs. Le volume total importé est tombé de 193.000 tonnes en 1949 à 149.000 tonnes en 1950, la diminution étant particulièrement sensible en ce qui concerne les raisins de Corinthe et les dattes. Pour les quatre premiers mois de 1951, les importations de raisins secs et de raisins de Corinthe se sont maintenues au niveau de la période correspondante de 1950, mais elles ont été extrêmement réduites pour les pruneaux, les dattes et les figes. Les importations de raisins secs et de pruneaux continuent à s'effectuer par les soins du Ministère du Ravitaillement.

Les importations de fruits secs en Allemagne occidentale sont passées de 75.000 tonnes en 1949 à 94.000 tonnes en 1950. Les livraisons des Etats-Unis ont diminué, celles de la Grèce et de l'Italie se sont accrues.

Durant la campagne 1950,51, la production a été faible et la demande de denrées propres à la conservation s'est renforcée, de sorte que les prix sont restés fermes. Aux Etats-Unis, le prix du raisin à la production est passé de 36,80 dollars la tonne courte en 1949 à 68,40 dollars en 1950, celui des pruneaux de 163 à 245 dollars la tonne courte. Les raisins secs «Thompson seedless», premier choix, f.o.b. valaient en moyenne 9,2 cents et 11,2 cents la livre en 1949 et 1950 respectivement; ces prix sont passés à 14,9 cents en décembre 1950 et à 16 cents en février 1951. Le prix des raisins sultans, qui était en moyenne de 221 dol-

lars la tonne métrique sur le marché de Smyrne en 1949 a atteint 303 dollars en août 1950 et 350 dollars en février 1951.

Perspectives

Au début de la campagne 1951/52, les stocks de raisins secs, pruneaux et figues sont pratiquement inexistants. En ce qui concerne la récolte de raisins de toutes catégories aux Etats-Unis, les perspectives sont favorables. Au 1^{er} juillet, les estimations laissaient prévoir, par rapport à 1950/51, des augmentations de production de 20 pour cent pour toutes les variétés, et de 30 pour cent pour les variétés de raisins secs de Californie par rapport à 1950/51, mais on ignore encore quelle quantité de raisin sera vinifiée, de sorte qu'il est trop tôt pour prédire le volume de la production de raisins secs. En dépit de l'importance des quantités pressées en 1950, les stocks de vin des caves de Californie ne marquaient, à la fin d'avril 1951, qu'une augmentation de 3 pour cent par rapport à l'année précédente, mais ceux des grossistes, au 1^{er} mars, étaient de 7 pour cent supérieurs au chiffre correspondant de 1950. Rien ne laisse prévoir que la demande de l'industrie vinicole puisse s'affaiblir cette année. On s'attend à une augmentation de 14 pour cent de la production de pruneaux par rapport à 1950, mais la récolte des abricots de Californie est en baisse. On ne prévoit pas en Californie d'excédents de fruits secs comparables à ceux de 1948/49 et de 1949/50, mais le gouvernement a été saisi de projets tendant à la reconstitution du « pool de réserve » et au subventionnement des exportations de raisins secs et de raisins frais.

En Turquie, la récolte des raisins Sultan devrait être de 5 à 10 pour cent supérieure à celle de l'année précédente, et la récolte de figues devrait également augmenter quelque peu. On prévoit que la production grecque de raisins secs sera plus faible que celle de l'année précédente.

Aucune prévision n'est encore parvenue d'Australie ; cependant, la faiblesse de la production de raisin australien au cours des dernières campagnes n'était due qu'à des conditions atmosphériques défavorables, de sorte qu'on peut s'attendre à une amélioration en 1951/52.

Il convient de ne pas oublier que la baisse de la production des fruits secs fait exception à la tendance générale, qui est vers la hausse, et que, de façon générale, la période d'après-guerre a été marquée par une contraction de la demande sur

les principaux marchés. Si la production est plus normale que celle des dernières années, le boom actuel du marché des fruits secs pourrait s'évanouir rapidement. Toutefois, les programmes de réarmement ont momentanément stimulé l'intérêt pour les denrées propres à la conservation, ce qui pourrait à nouveau déterminer une forte demande en 1951/52.

CAFÉ

Situation actuelle

La situation du café a continué à être caractérisée par l'insuffisance des disponibilités et le niveau élevé de la demande et des prix. La production mondiale de l'année 1950/51 a été légèrement inférieure à celle de l'année précédente, et l'on s'attend à ce qu'elle ne dépasse pas 2 millions de tonnes. Le volume du commerce mondial a diminué de 12 à 15 pour cent ; par contre, la valeur des exportations s'est accrue de 43 pour cent, pour atteindre le chiffre exceptionnel de 1.660 millions de dollars.

La production du Brésil et de la Colombie en 1950/51, a été moins élevée par suite de conditions atmosphériques défavorables. Au Brésil, la production a diminué d'environ 7 pour cent par rapport à 1949/50 ; mais les exportations de ce pays au cours de l'année civile 1950 ont baissé de 23 pour cent par rapport à 1949. Toutefois la valeur de ces exportations s'est élevée à 795 millions de dollars, contre 580 millions de dollars l'année précédente. En Colombie, la récolte a diminué de 5 pour cent par rapport à l'année précédente et les exportations de 17 pour cent ; il n'y aura pas, semble-t-il, de reports importants. Tandis que l'Equateur, la République Dominicaine et le Honduras ont eu de meilleures récoltes que l'année précédente, la plupart des pays d'Amérique latine, dont l'économie est largement fondée sur le café, ont compensé la diminution de leur production par la hausse des prix de vente.

Tandis que la part de l'hémisphère occidental dans le volume mondial de la production et du commerce a baissé d'environ 15 pour cent au cours de l'année 1950, celle de l'Afrique a continué d'augmenter constamment. L'Indonésie, qui venait avant la guerre au troisième rang pour la production, a vu celle-ci doubler par rapport à l'année précédente, pour n'atteindre toutefois en 1950/51 que 50 pour cent du niveau d'avant-guerre.

TABLEAU 32. — PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE
CAFÉ POUR CERTAINES ANNÉES

RÉGIONS	PRODUCTION			EXPORTATIONS		
	1934-38	1949/50	1950/51	1934-38	1949	1950
	(.....milliers de tonnes.....)					
Brésil . . .	1 446	1 031	960	847	1 162	890
Colombie . .	251	347	332	229	324	268
Autres pays d'Amérique latine . . .	419	443	300	296	290	290
Afrique-Oc- cidentale française . .	8	63	53	8	63	52
Afrique or. anglaise . .	44	47	56	41	44	54
Indonésie . .	123	30	65	85	5	13
TOTAL . . .	2 291	1 961	1 766	1 506	1 888	1 567
TOT. MOND.	2 430	2 300	*2 000	1 650	2 070	1 758

* Estimations.

a) Chiffre relatif à la récolte de mars-septembre 1950.

Le volume mondial des importations a baissé approximativement de 12 pour cent. Les importations des Etats-Unis, qui correspondent environ aux deux tiers du total mondial, ont baissé en 1950 de 16 pour cent par rapport à 1949, mais leur valeur a augmenté de 37 pour cent. Elles ont augmenté de façon continue, passant d'une moyenne d'avant-guerre de 790.000 tonnes métriques à une moyenne d'après-guerre de 1.200.000 tonnes métriques, le chiffre record ayant été atteint en 1949. La consommation par habitant, qui était de 14 livres pendant la période 1930-40, est montée à 18,4 livres en 1949. Toutefois les importations et la consommation ont fléchi en 1950, bien que les importations aient diminué incontestablement davantage que la consommation ; en effet, dans l'attente d'une pénurie et d'une hausse des prix, des achats massifs ont été effectués au cours du dernier trimestre de 1949 et on a procédé à d'importants reports de stocks ; la nette hausse des prix de son côté a pu exercer une certaine influence sur la consommation. A cet égard, il n'est pas inutile de signaler que les importations de thé effectuées par les Etats-Unis en 1950 ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 1918. Toutefois, pendant les trois premiers mois de l'année 1951, les Etats-Unis ont repris leurs achats sur une grande échelle et les importations mensuelles ont atteint un chiffre très élevé. Les importations se sont montées à 577.000 tonnes métriques environ pendant les 5 premiers mois de

1951 contre 428.000 tonnes métriques pendant la même période en 1949.

Au Canada, les importations ont diminué en 1950 d'environ 15 pour cent. Ici encore, cette réduction peut avoir eu pour cause, au moins en partie, le stockage au cours de l'année précédente. Il est à noter, toutefois, que les importations de thé ont augmenté. L'Afrique orientale anglaise est, après le Brésil et la Colombie, le plus important fournisseur du marché canadien.

Les importations de l'Europe ont, elles aussi, légèrement fléchi par rapport à 1949. Il est à remarquer que le volume des importations des principaux pays consommateurs de café — France, Belgique, Italie, Pays-Bas, pays scandinaves — n'a atteint que 83 pour cent de la moyenne d'avant-guerre. La café d'Afrique, grâce à son prix peu élevé, est en train de gagner du terrain sur le marché européen.

Les prix mondiaux se sont maintenus, tout au long de 1950, au niveau exceptionnellement élevé qu'ils avaient atteint vers la fin de 1949. Ils avaient légèrement fléchi au début de 1950, en raison de la réduction du volume des achats, mais ont subi une hausse marquée après l'ouverture des hostilités en Corée, s'élevant de 45,9 cents en mai 1950 à 56 cents en septembre (Santos N° 4 à quai, New York). Pendant les cinq premiers mois de 1951, les prix ont haussé en moyenne de 15 pour cent par rapport à l'époque correspondante de 1950 et ont oscillé entre 53 et 55 cents.

Aux Etats-Unis, l'Office de stabilisation des prix a institué, en février 1950, des prix-plafond pour le café. Le prix du Santos N° 4 a été fixé à 55,5 cents la livre, et celui du café de Colombie de qualité supérieure à 60,5 cents la livre. Par la suite, le gouvernement brésilien a imposé à l'exportation des prix minimum (prix f.o.b. Santos pour le Santos N° 4 : 52,75 cents la livre), qui sont strictement appliqués ; il a limité les importations de café afin d'éviter l'accroissement des stocks, et a augmenté de 10 dollars par sac le montant de l'avance aux exportateurs, qui représente désormais 70 pour cent de la valeur totale de la marchandise. Le gouvernement a manifesté l'intention de donner au dispositif de contrôle des prix du café un caractère permanent et de protéger l'économie nationale, laquelle est basée sur cette denrée. En Colombie, on a annoncé la promulgation de nouveaux règlements par lesquels l'Etat accorde aux exportateurs un taux de change légèrement plus élevé que le taux of-

ficiel pour 25 pour cent des recettes en dollars provenant des exportations de café. Il a institué un prix plancher à l'exportation, fixé à 88,50 dollars des Etats-Unis par sac de 70 kilogrammes en même temps, il a élevé le prix d'achat à la production.

Perspectives

Les prévisions pour 1951/52 varient considérablement suivant les sources, surtout par suite de changements dans la production brésilienne. Après deux années de mauvais temps et de faible rendement, on s'attend à ce que la récolte commencée en mai 1951 dépasse un million de tonnes métriques, ce qui ne suffirait encore pas à satisfaire la demande. Il se peut toutefois que la production brésilienne ait déjà atteint son point le plus bas et que les perspectives à long terme soient désormais meilleures : en effet, certaines plantations ont été restaurées, et d'autres ont été créées. En Colombie, on s'attend à une récolte de bonne qualité et d'un volume normal.

La hausse des prix du café depuis le début de 1949 a servi de stimulant, sans aucun doute, à l'extension de la culture du café dans la plupart des pays d'Amérique latine, et ce, bien que le coût de la production et des transports ait augmenté. Au Mexique le gouvernement encourage actuellement la constitution de nouvelles plantations et l'emploi de meilleures pratiques culturales. Au Guatemala, les investissements ont été importants ; la production, grâce au replantage et à l'amélioration des méthodes, devrait y augmenter de 10 pour cent pendant les cinq années à venir. On s'est rendu compte que le seul moyen de parvenir à un certain degré de stabilité est d'utiliser des méthodes modernes de culture et de rationaliser la production afin de faire baisser les prix de revient.

En Afrique, les perspectives de production sont bonnes. La superficie cultivée en café a augmenté de façon continue. En Indonésie la reconstitution des plantations endommagées par la guerre fait des progrès considérables. Si l'emploi et le revenu national se maintiennent dans les principaux pays consommateurs, la demande de café restera élevée et le volume des importations en 1951 devrait au moins être égal à son chiffre de 1950. Si les achats des Etats-Unis, tant pour les besoins civils que militaires, continuent à leur rythme actuel, il se peut que le niveau de leurs importations soit voisin de celui de 1949. Les principaux pays

consommateurs ne possèdent pas de stocks importants et la continuation de la poussée inflationniste est susceptible d'éteindre l'opposition des consommateurs à la hausse des prix, opposition qui est apparue à la fin de 1950. En dernière analyse, la dispersion croissante des marchés, entre un continent principal producteur et les autres parties du monde, contribuera peut-être de façon importante à éliminer les fluctuations considérables de l'offre d'une année à l'autre et ainsi à stabiliser des prix.

THÉ

Situation actuelle

En 1950, la production globale de thé des quatre principaux pays exportateurs de cette denrée, l'Inde, le Pakistan, Ceylan et l'Indonésie, a dépassé de 9 pour cent celle de 1949 et de 27 pour cent la moyenne d'avant-guerre. En Indonésie, la production s'est accrue de 23 pour cent par rapport à 1949 et a atteint un volume légèrement inférieur à 50 pour cent de la moyenne d'avant-guerre. Au Japon, la production a dépassé de 9 pour cent le chiffre de 1949, mais ne représente encore que les deux tiers environ de celui d'avant-guerre. En Afrique orientale anglaise, seul gros exportateur situé hors d'Extrême-Orient, elle a augmenté de 19 pour cent depuis 1949 et a presque doublé depuis l'avant-guerre.

Malgré l'accroissement de leurs disponibilités au cours de l'année 1950, les principaux pays exportateurs ont vu baisser leurs exportations globales. L'ensemble des exportations en provenance de l'Inde, du Pakistan, de Ceylan et de l'Indonésie n'a atteint qu'environ 90 pour cent du chiffre de 1949, tout en étant supérieur de 10 pour cent à celui d'avant-guerre.

Les importations du Royaume-Uni ont diminué de 53.000 tonnes, soit de 25 pour cent, de 1949 à 1950, et les importations globales des pays d'Europe ont diminué de 47.000 tonnes. La France et l'Allemagne ont importé moins qu'en 1949, tandis que d'autres pays européens ont importé davantage.

Les importations des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont augmenté de 22.000 tonnes, compensant pour moins de 50 pour cent la diminution des importations des pays européens. Au Royaume-Uni, la ration de thé a été réduite de 20 pour cent depuis juillet 1950, tandis qu'en Australie, le rationnement a

TABLEAU 33. — PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE THÉ DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS

PAYS	PRODUCTION				EXPORTATIONS			
	Moyenne 1934-38	1948	1949	1950	Moyenne 1934-38	1948	1949	1950
	(.....milliers de tonnes.....)							
Inde	167,6	254,8	254,0	274,0	155,0	168,1	227,4	182,0
Pakistan	25,6	19,3	21,0	23,8	...	13,0	15,0	9,0
Ceylan	103,9	135,5	135,4	143,4	99,6	134,3	135,0	135,0
Indonésie	75,2	12,9	27,2	35,2	67,4	8,4	21,4	29,1
TOTAL PARTIEL	372,3	422,5	437,6	476,4	322,0	323,8	398,8	355,1
Japon	49,3	26,0	31,0	33,8	18,6	4,5	8,3	8,0
Afrique orientale anglaise	8,1	13,1	12,9	15,3	6,6	11,2	9,9	12,6
TOTAL	429,7	461,6	481,5	526,1	347,2	339,5	417,0	375,7

été aboli. De son côté, la Nouvelle Zélande a supprimé l'octroi de subventions importantes aux importateurs.

Depuis janvier 1951, au Royaume-Uni, les importations de thé ont cessé de faire l'objet d'une centralisation au Ministère du Ravitaillement et les ventes aux enchères sur la place de Londres, interrompues depuis la guerre, ont été rétablies en avril 1951. Au cours de la période janvier-avril 1951, les importations de thé du Royaume-Uni ont atteint 81.000 tonnes, soit 27.000 tonnes de plus que pendant la période correspondante de 1950, et 10.000 tonnes de plus que pendant les quatre premiers mois de 1949. L'Inde et Ceylan, en particulier, exportent davantage vers le Royaume-Uni.

Après avoir baissé au printemps de 1950, les prix du thé ont haussé au moment de l'ouverture des hostilités en Corée ; ils ont fléchi de nouveau à la fin de 1950, tout en se maintenant à un niveau plus élevé qu'au printemps. Plus stables au début de 1951, ils ne dépassaient, en avril-mai, que de 5 à 10 pour cent les prix de 1950 pratiqués aux enchères de Colombo et de Calcutta. A Ceylan, les droits frappant le thé à l'exportation furent augmentés en mars 1951.

Perspectives

On n'a pas encore de données sur les disponibilités globales de l'année 1951/52 ; mais l'extension de la superficie cultivée en thé en Indonésie, en Afrique et au Japon, ainsi que le volume élevé

des contingents d'exportation en vigueur pour les signataires de l'Accord sur le thé, permettront, semble-t-il, de disposer d'approvisionnements abondants. L'un des facteurs qui exercent le plus d'influence sur la demande est le rationnement au Royaume-Uni. En ce qui concerne le commerce, l'Accord international sur le thé, conclu entre l'Inde, le Pakistan, Ceylan et l'Indonésie, et renouvelé en 1950, a fixé les contingents d'exportation de 1951/52 à 135 pour cent du volume de base (exportations de 1929-31). En comparant ces contingents avec le volume effectif des exportations de l'année civile 1950, on voit que les limites fixées pour 1951/52 permettront aux principaux pays exportateurs d'augmenter leurs expéditions d'environ 40 pour cent.

La physionomie du commerce international du thé subira peut-être encore de nouveaux changements par rapport à l'avant-guerre. On signale que l'Inde et Ceylan ont décidé que leur offre de thé aux enchères de Londres ne dépasserait pas le volume de la consommation nationale britannique. La limite fixée aux exportations de l'Inde devrait être d'environ 125.000 tonnes, soit le chiffre des expéditions vers le Royaume-Uni en 1949/50 ; Ceylan a fixé sa limite à 59.000 tonnes. En vertu de l'accord actuellement en vigueur, Ceylan ne fournit qu'environ 45.000 tonnes par an ; cependant, en 1949, le Royaume-Uni avait importé 55.000 tonnes de ce pays. La limitation des ventes sur la place de Londres s'inscrit dans le cadre de cette politique qui tend à faire de plus en plus de Calcutta et de Colombo des marchés internationaux du thé.

CACAO

Situation actuelle

Il est probable que, comme prévu, la production mondiale en 1950/51 sera légèrement inférieure à son niveau record de 1949/50 — 770.000 tonnes métriques contre 790.000/mais la production dépassera encore d'environ 35.000 tonnes le chiffre moyen des quatre dernières années d'avant-guerre. La demande de fèves de cacao et de produits cacaotés a été forte et a donné lieu à un commerce international actif, en dépit des prix élevés.

La baisse de production enregistrée en 1950/51 par rapport à l'année précédente a été due surtout aux conditions atmosphériques défavorables qui ont sévi au Brésil. C'est également à ces dernières qu'il faut imputer un certain nombre d'autres changements secondaires dans la physiologie de la production. Dans la Côte-de-l'Or, la récolte a été moins abondante, mais la Nigéria a produit davantage. En général, ces fluctuations n'ont eu qu'une ampleur réduite et ne révèlent aucun changement fondamental dans les tendances de la production mondiale.

TABLEAU 34. — PRODUCTION DE CACAO PAR CONTINENTS POUR CERTAINES ANNÉES

CONTINENTS	Moyenne 1934-38	1948/49	1949/50	1950/51	
				Estima- tions prélimi- naires de février	Estima- tions de juillet
	(.....milliers de tonnes.....)				
Afrique	483,5	514,4	503,8	505,5	517,3
Amérique du Nord et centrale.	63,0	58,5	65,6	63,1	60,4
Amérique du Sud	178,8	183,8	213,3	192,4	186,7
Asie et Océanic.	8,9	7,4	7,1	7,0	6,1
TOTAL	734,2	764,2	789,8	788,0	770,5

La forte demande de fèves de cacao et de produits cacaotés s'est traduite par une hausse des prix de 36 à 42 cents la livre sur le marché de New York (79,2-88 cents des Etats-Unis par kilogramme). Les Etats-Unis et l'Europe occidentale restent, comme avant-guerre, les principaux pays consommateurs. Les importations et la consommation des pays de l'Europe occidentale, y compris la République fédérale allemande, ont augmenté de façon continue, mais sont encore infé-

rieures aux niveaux d'avant-guerre. Ces derniers toutefois ont été dépassés pour les importations dans plusieurs pays d'Amérique latine, en Afrique et dans quelques pays d'Asie ; cette évolution est en rapport étroit avec la part croissante que les recettes commerciales prennent dans le revenu national de ces pays et avec le développement de l'industrialisation. Par ailleurs, la diminution de volume des importations et de la consommation dans les pays de l'Europe orientale n'est probablement pas sans rapport avec les changements de la structure sociale et politique intervenus dans cette région depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Dans l'ensemble du monde, la demande de fèves de cacao est beaucoup plus forte qu'avant la guerre. Les prix d'après-guerre ont dépassé de 300 à 600 pour cent le niveau moyen d'avant-guerre. Les disponibilités par habitant ne sont, il est vrai, que légèrement inférieures à leur niveau d'avant-guerre ; mais cette réduction ne suffit pas à expliquer la hausse marquée des prix ; c'est plutôt que la demande effective de fèves de cacao est maintenant, comme l'on l'a signalé plus haut, considérablement plus forte qu'elle ne l'était au cours des années d'avant-guerre, le nombre des consommateurs ayant augmenté de plusieurs millions. D'autre part, dans les pays qui sont traditionnellement de gros consommateurs de cacao, la hausse des prix s'est répercutée sensiblement sur la consommation et a forcé les utilisateurs, notamment les confiseurs, boulangers et glaciers, à mettre au point de nombreuses techniques afin d'employer plus économiquement les fèves de cacao et le beurre de cacao. Ces derniers ont eu, en outre, recours de façon croissante, à des arômes artificiels au chocolat.

Perspectives

On assiste actuellement à un certain nombre de changements importants dans la physiologie de la production, bien qu'ils n'apparaissent pas encore dans les statistiques de la production. Tout d'abord, il est probable que celle-ci accusera au Brésil une augmentation importante au cours des prochaines années ; les effets de la plantation et du replantage, qui ont été effectués sur une grande échelle après la guerre, se feront sentir de façon croissante. De même, la production de l'Afrique, en particulier de l'Afrique occidentale anglaise, tendra à augmenter. Enfin, un grand nombre de petits producteurs ont mis à exécu-

tion des programmes de développement de la production ; le Mexique, qui a atteint le plus fort pourcentage d'accroissement, fournit la meilleure illustration de cette tendance. Il y a lieu de croire que si les conditions atmosphériques dans les principaux pays producteurs sont moyennes, la production mondiale en 1951/52 atteindra et dépassera même le niveau de l'année 1949/50.

L'évolution du commerce international et les mouvements des prix dépendront surtout du niveau de l'activité économique. Il ne faut pas s'attendre à ce que la production augmente au point de provoquer un effondrement des prix, mais il est probable par contre qu'un recul important de l'activité économique mondiale se traduirait par un fléchissement important de la consommation et des prix. Les stocks, tant dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs, exception faite du Brésil, sont faibles et les prix de la fève de cacao réagiront très vivement aux fluctuations politiques et économiques.

TABAC

Situation actuelle

En 1950/51, la production mondiale de tabac a dépassé d'environ 3 pour cent celle de 1949/50 et de 15 pour cent la moyenne d'avant-guerre, tout en restant légèrement inférieures à la moyenne d'après-guerre. La production du tabac « flue-cured », type le plus courant de feuille pour cigarettes, a continué d'augmenter ; elle s'est élevée de 7 pour cent par rapport à 1949/50 et a représenté environ 28 pour cent de la production totale des feuilles de tabac. La production du tabac d'Orient a décliné.

Parmi les principaux pays producteurs et exportateurs, les États-Unis ont augmenté de 3 pour cent leur production totale par rapport à 1949, malgré une légère réduction des surfaces. La production de tabac « flue-cured » a augmenté de 13 pour cent, mais on note en revanche une diminution de 20 pour cent dans la production du tabac « fire-cured » et du tabac foncé « air-cured » et une baisse de 11 pour cent pour le « burley ». La diminution de la production totale au Canada, au Brésil, en Rhodésie du Sud, en Union Sud-Africaine et en Turquie s'explique surtout par la baisse des rendements. En Grèce et aux Philippines, où la superficie s'est considérablement développée, on a noté une certaine augmentation. La production du tabac « flue-

cured » a augmenté aux Indes, au Pakistan et au Japon, mais elle a diminué en Rhodésie du Sud, où la sécheresse a réduit à 40.000 tonnes la récolte qui avait été estimée entre 54.000 et 59.000 tonnes.

TABLEAU 35. — PRODUCTION ET EXPORTATIONS DU TABAC EN FEUILLES (avant-guerre et 1949-50)

CONTINENTS	PRODUCTION			EXPORTATIONS		
	Moyenne 1934-38	1949/50	1950/51	Moyenne 1934-38	1949	1950
	(.....milliers de tonnes.....)					
Amér. du N. et cent.	680	1 070	1 080	225	270	260
Amér. du Sud . . .	140	160	180	38	40	41
Europe (a) . .	335	420	415	129	140	105
Afrique. . . .	70	120	130	32	64	69
Asie (b) et Océanie . . .	1 485	1 200	1 300	116	55	56
TOT. MOND.	2 710	2 970	3 105	540	569	531

a) Y compris la Turquie.

b) Non compris la Turquie.

Malgré le maintien de l'aide financière de l'ECA à divers pays, les exportations des États-Unis en 1950 ont diminué, à l'exception de l'exportation des tabacs « flue-cured » et « burley ». Parmi les autres exportateurs principaux, la Rhodésie du Sud, l'Inde, l'Indonésie et le Brésil ont enregistré une hausse par rapport à 1949, mais les exportations de la Grèce et de la Turquie ont baissé. En général, les tabacs d'Orient sont restés difficiles à écouler.

Parmi les principaux importateurs, le Royaume-Uni a absorbé des tonnages à peu près analogues en 1950 et 1949, mais les importations de tabac « flue-cured » provenant des États-Unis ont continué de décroître, alors que les expéditions de Rhodésie du Sud, d'Inde et du Canada augmentaient fortement. Les États-Unis ont néanmoins fourni 47 pour cent des importations totales britanniques. L'Allemagne occidentale s'est classée deuxième importateur de tabac brut. Ce pays, important acheteur d'avant-guerre, a été approvisionné par les États-Unis à raison de 50 pour cent environ, et les pays d'Amérique latine ont développé leurs ventes. Les importations totales de l'Europe ont décliné légèrement, mais leur distribution générale n'a guère varié par rapport à 1949, si ce n'est que les achats français, notamment aux États-Unis, ont for-

tement baissé, et que les importations de l'Espagne et des pays scandinaves ont sensiblement augmenté. En Extrême-Orient, on note un accroissement exceptionnel des importations philippines de feuilles brutes en 1950, mais une baisse des importations de produits finis de tabac. Les importations de feuilles brutes sont demeurées libres jusqu'au milieu de 1950.

Durant la campagne 1950/51 et les premiers mois de l'année civile 1951, les prix de vente aux enchères aux États-Unis ont dépassé ceux de la saison précédente de 16 pour cent pour le « flue-cured » et de 6 à 7 pour cent pour le « burley » et le « fire-cured ». Pendant les deux premiers mois de la campagne 1950 en Rhodésie du Sud, qui a commencé en avril, les prix moyens des ventes aux enchères pour le tabac « flue-cured » ont dépassé de 12 pour cent les prix correspondants de 1950.

Perspectives

Les indications préliminaires relatives aux superficies et aux récoltes en 1951/52 semblent indiquer une augmentation de production. Aux États-Unis, les superficies consacrées au tabac « flue-cured », « burley » et « Maryland » dépassent celles de l'année précédente de 12 pour cent, 8 pour cent et 4 pour cent respectivement. Si les rendements sont moyens, il devrait en résulter une augmentation de 4 pour cent de la production du tabac « flue-cured », et un léger progrès du « burley ». En 1951/52, la culture du tabac a bénéficié d'une aide accrue, les prix minima de soutien étant plus élevés de 8 à 12 pour cent par rapport à la campagne précédente.

Le Canada a levé les restrictions de superficie pour la culture du tabac « flue-cured » en 1951, et l'on pense que la surface des plantations dépassera de 25 pour cent celle de 1950.

En Rhodésie du Sud et dans l'Inde, on note une expansion continue de la superficie plantée en tabac « flue-cured », pour lequel la demande est très vigoureuse dans les pays à devises faibles, et la récolte de 1951/52 dépassera probablement celle de l'année précédente. En Rhodésie du Sud, où les rendements ont été exceptionnellement faibles en 1950/51, l'augmentation pourrait être substantielle. Aux termes d'un accord signé en novembre 1950 entre les planteurs de Rhodésie du Sud et les industriels britanniques, ces derniers se sont engagés à acheter 34.000

tonnes de tabac, ou les deux tiers de la récolte courante, le chiffre le plus faible étant retenu. Si la récolte était du même ordre que celle de 1950/51, le Royaume-Uni achèterait 27.000 tonnes, soit un peu moins qu'en 1950.

Compte tenu de l'accroissement de la production indienne, les disponibilités de tabac « flue-cured » pour les pays à devises faibles en 1951 devraient égaler celles de 1950. Comme durant les années précédentes, les pays européens se sont efforcés, l'année dernière, de s'approvisionner en tabac dans des pays à devises faibles.

Il se peut que les possibilités d'exportation du tabac de type Orient, dont les stocks ont augmenté durant les dernières années en Turquie et en Grèce, s'améliorent durant la campagne 1951/52. Dans l'accord commercial récemment conclu entre ces deux pays et la République fédérale allemande pour les années 1951-53, l'Allemagne s'est engagée à acheter durant cette période 35.000 tonnes de tabac à chacun de ces pays, alors qu'elle n'avait importé, en 1950, que 6.400 tonnes de Turquie et 3.000 tonnes de Grèce.

COTON

Situation actuelle

En 1950/51, la situation mondiale du coton a été caractérisée par une pénurie aiguë et des prix extrêmement élevés, alors qu'au contraire, l'année précédente, l'offre et la demande totales s'étaient bien équilibrées et que l'on prévoyait un excédent de coton américain ; d'autre part, une réduction considérable de la superficie cultivée, allant de pair avec des récoltes un peu plus faibles, a entraîné une diminution d'une importance inattendue de la production des États-Unis, qui n'a été compensée que pour un tiers par l'accroissement de la production dans les autres pays. Compte tenu du stock de report initial, l'offre mondiale en 1950/51 est inférieure, estime-t-on, de 5 pour cent à celle de 1949/50. En revanche, du fait de la hausse des prix du coton et des besoins du réarmement, la consommation mondiale a augmenté de plus de 10 pour cent ; les stocks mondiaux ont considérablement diminué, tandis que les prix sont montés plus haut que jamais au cours du vingtième siècle.

L'évolution de la production en 1950/51 a présenté des contrastes remarquables. Aux États-Unis, si la superficie réduite assignée au coton par le gouvernement avait été entièrement plantée et si le rendement avait été normal, la récolte

eût été de 20 pour cent plus importante, la production mondiale eut fléchi de 6 pour cent au lieu de 12 pour cent et l'offre mondiale en 1950/51 eût été à peu près la même qu'en 1949/50. Dans les autres pays, on a pu constater une impulsion générale pour augmenter la production du coton. Malgré la baisse des prix en dollars en 1949/50, les prix locaux pour le coton ont été assez rémunérateurs, particulièrement dans les pays où les monnaies ont été dévaluées, et de plus grandes superficies ont été consacrées en 1950/51 à la plantation du coton en Amérique centrale et en Amérique du Sud, au Proche-Orient, dans l'Inde, ainsi, semble-t-il, qu'en Chine et en Union soviétique. Dans les régions où on était limité par la qualité de la terre ou de la main-d'oeuvre, comme au Pakistan et en Afrique, on a cherché à accroître la production en plantant des variétés à plus grand rendement. Les conditions de culture, cependant, n'étaient pas normalement favorables dans certaines parties de l'Amérique du Sud et de l'Afrique, notamment en Egypte; aussi les efforts prodigués pour accroître la production n'ont-ils pas été pleinement récompensés.

Si les perspectives d'une réduction de l'offre et la tendance à la hausse des prix du coton stimulaient déjà le marché, les facteurs qui ont eu une influence dominante sur la demande du coton et des cotonnades en 1950/51 ont été l'ouverture des hostilités en Corée et l'instauration de mesures de défense nationale entraînant d'importants besoins de textiles pour l'armée. Devant les perspectives de lourdes dépenses pour la défense nationale et de hausse des prix des fibres, un vaste désir de faire des placements dans les textiles se manifesta à tous les échelons du commerce, et tout particulièrement dans les régions importatrices où la montée des prix de la matière première et l'accroissement des revenus laissaient prévoir une augmentation de la demande des consommateurs. Or, vers la fin de la campagne, les prix des fibres étaient en baisse et le mouvement de stockage semblait être parvenu à son terme. Aux environs d'avril 1951, les prix de gros des cotonnades aux Etats-Unis étaient en moyenne de 5 pour cent inférieurs à leur maximum; pour les qualités destinées au secteur civil, la baisse avait atteint jusqu'à 12 pour cent, tandis que les prix des cotonnades de type militaire se maintenaient. Au Royaume-Uni, où les industriels avaient des commandes pour plusieurs mois, le nombre des commandes a diminué; au Japon, on signalait une vague d'annulation de commandes.

Pendant ce temps, la pénurie de coton tendait à devenir un facteur limitant l'activité de l'industrie des cotonnades dans certains pays importateurs. Au début de la campagne, les stocks représentaient dans ces pays 4 mois de consommation en moyenne, mais le taux de consommation montait, tandis que les pays exportateurs limitaient leurs envois afin d'assurer l'approvisionnement aux industries nationales. Aux Etats-Unis, les exportations furent, au début de la campagne, placées sous le régime du contingentement. Dans d'autres pays exportateurs, la concentration de la demande insatisfaite entraîna des hausses de prix disproportionnées et un marché faussé; les gouvernements cherchèrent à pallier cet état de choses par une augmentation des taxes à l'exportation et par des contrôles périodiques des stocks.

La hausse des prix du coton, virtuellement ininterrompue tout au long de la campagne, atteignit son maximum en mars 1951, époque où un plafond uniforme pour les prix du coton devint effectif aux Etats-Unis. Dans les autres pays, les prix montèrent bien plus qu'aux Etats-Unis. Comparés avec les moyennes de la campagne précédente, les prix maximum avaient augmenté de 42 pour cent aux Etats-Unis, de 85 à 126 pour cent en Egypte, de 122 pour cent au Brésil et de 110 pour cent au Pakistan. Dans ces trois derniers pays, les mouvements de prix ont été cependant affectés par l'augmentation des contingents destinés à l'exportation et par l'établissement d'un plafond des prix aux Etats-Unis. Aux environs de mai, les prix de l'Egypte et du Pakistan avaient reculé de 15 pour cent par rapport à leur maximum, tandis que les prix brésiliens avaient reculé de 7 pour cent. Aux Etats-Unis, cependant, les prix plafonnaient toujours, bien que la perspective d'une récolte beaucoup plus abondante et l'annonce anticipée du contingent exportable pour 1951/52 réduisissent encore la marge entre les prix locaux et les autres. En Egypte, le recul des prix du marché a été endigué par une politique gouvernementale de maintien des prix, tandis que les taxes à l'exportation étaient réduites. Aux environs de juin, les prix à terme pour la nouvelle récolte aux Etats-Unis s'établissaient à 10 pour cent de moins que le prix-plafond, et l'on prévoyait une nouvelle baisse.

Perspectives

A n'en pas douter, la situation mondiale du coton s'améliorera considérablement en 1951/52.

Le stock de report global sera très faible, mais on s'attend à un accroissement extraordinaire de la production. Peut-être le taux très élevé de la consommation diminuera-t-il un peu, ainsi que les prix et les stocks de cotonnades. En faisant les réserves voulues en cas de conditions exceptionnelles, dans la culture ou dans d'autres domaines, le Comité consultatif international du coton prévoit que la situation évoluera conformément au tableau suivant :

TABLEAU 36. — PRODUCTION DU COTON, 1949-52

CAMPAGNE	STOCK DE REPORT D'OUVERTURE	PRODUCTION	CONSOMMATION
(.....millions de balles.....)			
1949/50	14,8	31,3	29,5
1950/51 (provisoire) . .	16,6	27,5	33,1
1951/52 (provisoire) . .	11,0	35,0	...

Du côté de l'offre, la récolte des Etats-Unis est de la plus grande importance. Les restrictions sur la superficie dévolue à la culture du coton ne sont plus en vigueur et le gouvernement a fixé la production, à titre « indicatif », à 16 millions de balles (alors qu'en 1950/51 la récolte avait à peine atteint 10 millions de balles) pour une superficie de 28,5 millions d'acres (11.400.000 hectares). Cela implique que les plantations devront à nouveau dépasser le record d'après-guerre et que le rendement devra être à peu près égal à la moyenne d'après-guerre ou légèrement inférieur à celui de 1950/51. Selon une évaluation faite au début d'août, la récolte atteindra 17,3 millions de balles.

La hausse sensationnelle des prix incite de plus en plus à la culture du coton. Aux Etats-Unis, les planteurs touchaient, en avril 1951, des prix supérieurs de 50 pour cent en moyenne à ceux de l'année précédente et de 28 pour cent au prix de « parité ». Des hausses de prix proportionnellement plus fortes ont été déjà enregistrées dans d'autres pays grands producteurs de coton. Dans les territoires coloniaux d'Afrique, où les débouchés et les prix sont garantis, les hausses de prix ont été proportionnelles à celles des Etats-Unis. Malgré un mouvement de baisse qui se dessinait dans les prix du marché à l'approche de la nouvelle campagne, et bien que les prix à terme fussent inférieurs à ceux du marché au comptant, un accroissement des plantations de coton ail-

leurs qu'aux Etats-Unis demeurait très probable. Dans l'Inde, le prix-plafond pour le coton de la récolte 1951/52 a été fixé à 7 pour cent plus haut que pour la récolte précédente.

Dans les diverses parties du globe, l'expansion de la culture du coton sera limitée par différents facteurs. Etant donné que l'activité économique continue à être intense aux Etats-Unis, la main-d'œuvre, facteur important dans la production cotonnière (à peu près 8 ou 10 pour cent de la récolte se faisant par des moyens mécaniques), sera peut-être insuffisante, mais l'emploi de main-d'œuvre étrangère permettra peut-être de redresser la situation. D'autre part, selon le Département de l'Agriculture des Etats-Unis, des approvisionnements suffisants en engrais et en insecticides sont assurés. En Amérique du Sud et dans les territoires coloniaux d'Afrique, la main-d'œuvre trouve de plus en plus à s'employer dans les entreprises d'extraction et l'industrie. En Égypte, où la concurrence des cultures alimentaires pour la terre et les ressources en eau constitue un facteur important, le gouvernement vise à maintenir la production alimentaire en garantissant les prix aux producteurs de blé. L'Inde projette d'augmenter la production de coton, sans nuire aux cultures alimentaires, en semant intensivement des variétés à plus grand rendement, ainsi que par la fertilisation et par la culture intercalaire du coton et de l'arachide. L'Inde s'est fixée pour objectif un accroissement de la production de 33,3 pour cent.

Les rapports préliminaires relatifs à la récolte de 1951/52 indiquent que de plus grandes superficies ont été plantées en coton au Mexique, en Turquie et dans les pays du Proche-Orient, l'Égypte exceptée. En Chine et en Union soviétique, les plans indiquent une extension de la superficie cultivée. Le premier rapport officiel sur la superficie consacrée à la plantation du coton aux Etats-Unis donne le chiffre de 29,5 millions d'acres (11.800.000 hectares), chiffre assez supérieur à celui qui avait été estimé nécessaire à la récolte de 16 millions de balles envisagée par le gouvernement. Comme on l'a indiqué ci-dessus, on s'attend déjà que la récolte dépassera ce chiffre.

Au point de vue de la demande et de la consommation, le temps d'arrêt, marqué par le besoin pressant en approvisionnements de cotonnades et signalé plus haut, se prolongera peut-être un certain nombre de mois, tandis que les stocks atteindront un niveau plus normal par rapport à

l'écoulement. Cette tendance se poursuivra aussi tant qu'il y aura une perspective de recul des prix du coton. D'autre part, l'augmentation du revenu survenue tant dans les pays producteurs de matières premières que dans les pays industriels, fait entrevoir un accroissement de la consommation des cotonnades, aussi bien dans le secteur civil que dans le secteur militaire. Somme toute, le mouvement à court terme de baisse compensera, et au delà, semble-t-il, la tendance plus positive à longue échéance, et le volume de la consommation décroîtra quelque peu en 1951/52.

En prenant pour base la campagne de 1949/50, immédiatement avant la guerre de Corée, la consommation aurait pu, si les événements avaient suivi un cours normal, atteindre en 1951 39 millions de balles, soit un demi-million de balles de plus. On peut donc attribuer trois autres millions à l'augmentation des stocks de cotonnades et des besoins militaires. Ceux-ci représentent, estime-t-on, 9 à 12 pour cent de la consommation au cours de la période de réarmement aux Etats-Unis, soit 9 pour cent environ des deux tiers de la consommation mondiale, c'est-à-dire 2 millions de balles. Cela voudrait dire que les stocks de cotonnades destinées au secteur civil en 1950/51 ont augmenté d'environ 1 million de balles.

Si l'on poursuit ce raisonnement, la campagne de 1951/52 verrait alors une augmentation d'au moins 500.000 balles dans la consommation destinée en dernier lieu aux consommateurs; si les besoins militaires se maintiennent à 2 millions de balles, la consommation atteindrait 32.500.000 balles, indépendamment des modifications que pourrait subir le volume des stocks de cotonnades. Etant donné la direction actuelle du mouvement des prix, on peut penser que ces modifications pourraient s'exercer dans le sens d'une diminution et porter sur un million de balles dans le cas où l'augmentation intervenue lors de la dernière campagne serait complètement annulée.

Si donc la production mondiale peut atteindre 35 millions de balles en 1951/52, elle excédera peut-être de quelque 3 millions de balles le volume de la consommation. Le stock de report mondial ainsi accru ne représenterait pourtant encore que cinq mois ou cinq mois et demi de consommation, ce qui, d'après les normes d'avant-guerre, est relativement bas. Les pays importateurs n'ayant pu obtenir satisfaction pour tous leurs besoins en 1950/51, et leurs stocks ayant été, dans une certaine mesure, épuisés, il y a quelque raison

de s'attendre à une expansion du commerce mondial du coton en 1951/52. Un autre signe de cette évolution est la livraison anticipée du contingent destiné à l'exportation par les Etats-Unis et la possibilité que le contrôle de l'exportation du coton prenne fin.

Il est à présumer que le volume accru se négociera à des prix considérablement inférieurs à ceux qui étaient pratiqués en 1950/51. La baisse des prix des récoltes autres que celles des Etats-Unis sera peut-être marquée selon que les Etats-Unis relâcheront ou abandonneront leur contrôle sur l'exportation. D'autre part, un tel relâchement dépendra, semble-t-il, de la tendance des prix intérieurs des Etats-Unis; il est des plus probable lorsque les prix sur le marché se rapprochent du prix de soutien. Lorsqu'on a annoncé, au début de juillet, qu'une très grande superficie était dévolue à la culture du coton, les prix à terme pour la nouvelle récolte sont tombés de 10 pour cent, ce qui les a amenés à 10 pour cent environ au-dessus du prix de soutien prévu, et le contingent exportable fixé avant récolte a été porté de 2.500.000 à 3.500.000 balles.

LAINES

Situation actuelle

Dans l'étude de la situation mondiale de l'an dernier, l'attention a été attirée sur l'aggravation de la pénurie de laine et les prix extrêmement élevés résultant des besoins militaires croissants. On a signalé à cette occasion que les stocks détenus par les gouvernements, qui avaient servi à faire la soudure entre les nouvelles disponibilités et la demande commerciale pendant les cinq dernières années, étaient virtuellement épuisés. On a examiné en outre les deux possibilités qui s'offraient pour la distribution des disponibilités limitées: allocation des disponibilités sur le plan international ou très forte surenchère des acheteurs. Le système de l'allocation aurait exigé la fixation, d'un commun accord, de priorités civiles et militaires dont l'application aux marchés nationaux non contrôlés n'aurait pas été exempte de difficultés. D'autre part, une forte surenchère se serait traduite par une baisse inégale de la consommation des populations civiles, provoquée par une nouvelle augmentation des prix de la laine, et entraînant peut-être des conséquences pénibles pour certains.

La campagne 1950/51 a vu la seconde éventualité se réaliser. Les efforts déployés par les gouvernements pour se mettre d'accord sur la méthode d'allocation n'ont pas abouti jusqu'à présent : les ordres d'achat pour les besoins de la défense nationale se sont multipliés ; les prix ont accusé une hausse extrêmement forte durant les neuf premiers mois de la campagne ; enfin la consommation de la laine baisse actuellement. Toutefois, on a pu constater, à l'encontre de ces tendances, les deux faits suivants : les consultations intergouvernementales se poursuivent en vue de la solution du problème sur le plan mondial, et les gouvernements, tant des pays producteurs que des pays consommateurs, ont pris des mesures pour la protection de l'économie nationale.

Pendant la première moitié de la campagne 1950/51, la consommation mondiale de la laine s'est maintenue à un niveau d'après-guerre relativement élevé, bien qu'une baisse se dessinât déjà dans le Royaume-Uni et dans d'autres pays européens. Aux Etats-Unis, la consommation est restée forte par suite de l'accroissement des achats de lainages faits comme placements en raison de l'augmentation probable des besoins militaires et de la hausse constante des prix. En Allemagne et au Japon, où la restauration de la capacité de production de l'industrie textile s'est poursuivie, la consommation a augmenté. Pendant la seconde moitié de la campagne, l'insuffisance des disponibilités et d'autres facteurs ont entraîné une baisse générale. Non seulement les stocks détenus par les gouvernements touchaient à leur fin, mais encore les stocks commerciaux, qui ne dépassaient guère auparavant les quantités correspondantes aux besoins normaux, étaient en train de s'épuiser. Dans le Royaume-Uni et aux Etats-Unis, la consommation de fibres de remplacement (laine synthétique ou laine de récupération) augmentait, mais non dans une mesure suffisante pour compenser la baisse de l'emploi de la laine vierge. Aux Etats-Unis, des prix maxima ont été fixés pour la laine et les lainages, et les exportations soumises à un contrôle. Le mélange de fibres synthétiques à la laine est devenu obligatoire pour la fabrication de certains articles destinés à la défense nationale, la proportion de fibres étant de 20 à 30 pour cent. Dans ce pays, comme dans un certain nombre de pays européens, on a signalé que le prix élevé des lainages s'était heurté à la résistance des consommateurs : la consommation a baissé de 10 ou 12 pour cent durant la seconde moitié de la campagne.

La hausse des prix de la laine a continué de juin 1950 à mars 1951. Au cours de cette période, les prix de la laine des Dominions ont plus que doublé pour les qualités supérieures et triplé pour les qualités inférieures. Aux Etats-Unis, les prix payés aux exploitants pour la laine ont plus que doublé durant la période de juin 1950 à mars 1951 et, jusqu'à la fin de 1950, on avait constaté une hausse semblable dans les cours argentins. En Australie et en Nouvelle-Zélande, des mesures spéciales ont été prises pour réduire l'inflation consécutive à la hausse formidable des prix. En Australie, ces mesures ont pris la forme d'un paiement anticipé de l'impôt sur le revenu allant jusqu'à 20 pour cent du produit net des ventes de laine ; en Nouvelle-Zélande, 30 pour cent du montant brut de ces ventes ont été bloqués dans les comptes en banque des producteurs de laine. L'élément nouveau le plus important de la demande de laine a été l'accroissement des besoins militaires. Aux Etats-Unis, par exemple, on envisageait la constitution d'une réserve de guerre équivalant à 100 millions de livres (453.000 tonnes), soit 15 à 20 pour cent du volume de la consommation de ce pays, sous forme de laine brute semi-finie ou finie. Un tiers de cette quantité approximativement devait être acheté à l'étranger sous forme de laine brute par la Commodity Credit Corporation, organisme d'achats de l'Etat. La possibilité de satisfaire ces besoins autrement que par le système normal des ventes de laine aux enchères a été examinée sur le plan international, mais cet examen n'a donné aucun résultat. En conséquence, les cours de la laine ont subi entièrement les répercussions des achats spéciaux des Etats-Unis sur les prix. Au milieu de mars, quand d'autres facteurs tendaient aussi à réduire la demande, les achats de la Commodity Credit Corporation furent suspendus, et une baisse des prix s'ensuivit. En juin, la hausse, qui avait atteint son maximum en mars, était réduite de moitié, mais même à ce niveau les prix étaient encore 20 pour cent au-dessus de ceux d'un an auparavant pour les qualités supérieures et de 66 pour cent pour les qualités moyennes.

Perspectives

La campagne 1951/52 verra la consommation s'adapter, en diminuant, au volume réduit des disponibilités, voire même leur être inférieure

selon l'importance et la nature des besoins de la défense nationale. Cette précision repose sur les données suivantes :

TABLEAU 37. — PRODUCTION ET CONSOMMATION DE LAINE

ANNÉES	PRODU- TION	STOCKS GOUVERNE- MENTAUX MIS SUR LE MARCHÉ	TOTAL DES DISPONI- BILITÉS	CONSOM- MATION
	(...milliers de tonnes, laine désuintée...)			
1949/50 . .	995	169	1 164	a) 205
1950/51 . .	1 010	36	1 046	b) 080
1951/52 . .	1 045	—	1 045	—

a) Année 1950.

b) Année 1951.

Les disponibilités de 1951/52 consisteront essentiellement dans la tonte de cette campagne. Dans des conditions normales, la tonte devrait augmenter d'une quantité à peu près égale à l'apport fourni, durant la précédente campagne, par les stocks des gouvernements qui sont maintenant épuisés. Les renseignements que l'on possède actuellement font prévoir une tonte plus importante. On compte que le cheptel ovin continuera d'augmenter en Australie et en Amérique du Sud. Dans certains pays européens, notamment au Royaume-Uni et en Espagne, l'accroissement numérique est relativement élevé. Aux Etats-Unis et en Turquie, le cheptel ovin, qui y diminuait, augmente maintenant. L'état des pâturages a été variable sans être cependant jamais particulièrement défavorable.

D'autre part, les quantités provenant des stocks commerciaux qui seront mises sur le marché ne semblent pas devoir accroître beaucoup les disponibilités. D'après une estimation récente, ces stocks correspondent à la consommation de cinq mois à cinq mois et demi, ce qui est relativement peu par rapport aux normes d'avant-guerre. Probablement, donc, les disponibilités en 1951/52 atteindront à peu près le même volume qu'en 1950/51.

Bien que ce soient les besoins militaires qui exercent une influence immédiate et décisive sur la demande et la consommation, il convient de rappeler la situation du côté civil. Les populations ont dû remonter les garde-robes dégarries du fait de la deuxième guerre mondiale ; cette opération s'est étendue sur plusieurs années et

s'est achevée plus tôt dans certains pays que dans d'autres. Ainsi, aux Etats-Unis, elle paraît s'être entièrement terminée en 1948, année où la consommation de lainage a atteint un niveau bien supérieur à celui d'avant-guerre. Ailleurs, la reconstitution des garde-robes a dû suivre le relèvement de l'industrie et la levée des mesures de rationnement. La suppression du rationnement n'a eu lieu que dernièrement dans certains pays, notamment au Japon. En tout cas, dans d'autres pays comptant parmi les principaux consommateurs de lainages, la situation économique générale ne permettrait vraisemblablement pas une élévation du niveau de vie comme celle que l'on a vue aux Etats-Unis ; il n'en reste pas moins que l'accroissement du revenu national qui se produit dans de nombreux pays favorise le développement de la demande de produits lainiers.

D'autre part, la consommation de laine pour les besoins civils diminue par suite de la réduction des disponibilités consécutive à la couverture des besoins militaires ou à cause des prix prohibitifs. Diverses informations font prévoir que les lainages destinés aux usages militaires absorberont à peu près 10 ou 12 pour cent de la laine disponible en 1951/52. D'autre part, la demande civile diminuera naturellement à mesure que les consommateurs civils seront incorporés aux formations militaires ; quant aux quantités disponibles pour les usages civils, elles diminueront encore du fait du stockage de la laine, soit brute, soit traitée. On a déjà attiré l'attention sur la réserve de guerre de 100.000.000 de livres (453.000 tonnes) du gouvernement des Etats-Unis. La décision prise par ce gouvernement de ranger la laine parmi les « matières premières critiques » à stocker indépendamment de la réserve de guerre est également importante.

Dans un avenir plus lointain, le volume des disponibilités en laine aura tendance, semble-t-il, à augmenter peu à peu, mais il ne suivra peut-être pas absolument la progression de la consommation de fibres. Des études récentes effectuées en Australie indiquent de grandes possibilités d'amélioration des pâturages et de développement des troupeaux. La réalisation dépend toutefois, dans une grande mesure, des perspectives en matière de prix. Le programme de soutien des prix, qu'étudie actuellement les Dominions producteurs de laine et le Royaume-Uni, a peut-être un rapport avec cette considération.

FIBRES DURES

Situation actuelle

En 1950, la production mondiale de fibres dures, qui en 1949 avait subi un recul, s'est relevée très nettement et, pour la première fois depuis la guerre, a atteint le volume d'avant-guerre, soit environ 530.000 tonnes. L'augmentation n'a porté que sur l'abaca (chanvre de Manille) et le sisal ; la production d'henequen a baissé. Les tendances de la production de ces trois fibres ont ; au cours des années d'après-guerre, suivi des directions différentes qui témoignent encore des répercussions variées de la deuxième guerre mondiale.

TABLEAU 38. — PRODUCTION DE FIBRES DURES

ANNÉE	ABACA	SISAL	HENEQUEN	TOTAL
	(..... Indice : 1934-38 = 100)			
1948	51	110	126	94
1949	44	114	111	90
1950	67	126	106	100
	(..... Répartition en pourcentage.....)			
1934-38	34	46	20	100
1950	20	58	22	100

En 1950, la demande était en général favorable, mais les conditions de production étaient variables. Aux Philippines, qui fournissent les neuf dixièmes du total mondial, la production de l'abaca a été favorisée par les conditions atmosphériques. En outre, les plantations d'après-guerre sont maintenant, dans certaines régions, bonnes à être exploitées. L'assistance financière des gouvernements a encouragé la production, et les prix ont été rémunérateurs. Par contre des difficultés d'ordre technique ont fait baisser quelque peu la production des plantations de l'Amérique centrale, financées par le Gouvernement des Etats-Unis. La production du sisal a continué à s'élever, surtout en Amérique latine ; en Afrique orientale anglaise, principal pays producteur, la production marque peu de changement, la pousse ayant été compromise par la sécheresse de l'année précédente. En Indonésie, la production, tout en ayant augmenté, ne représente encore qu'une fraction de celle d'avant-guerre. En 1950, la pro-

duction de l'henequen a encore décliné au Mexique par suite d'une sécheresse prolongée.

En 1950, le commerce des fibres dures a été bien plus important du fait de la reprise générale de l'activité économique, ainsi que de la constitution de stocks par les gouvernements. Cette situation a été facilitée non seulement par l'augmentation de la production, mais aussi par la diminution des stocks dans les pays exportateurs. Les Etats-Unis qui, au cours des années précédentes, s'inscrivaient pour environ 40 pour cent des importations globales, ont absorbé, en 1950, 25 pour cent de plus de fibres qu'en 1949. D'autre part, la continuation de l'aide financière de l'ECA a permis d'augmenter les exportations, surtout en ce qui concerne l'abaca à destination du Japon et de l'Europe. Au Mexique, les incidences de l'augmentation de la demande extérieure sur des approvisionnements en diminution d'henequen ont donné lieu à la mise en application de mesures de contrôle à l'exportation destinées à maintenir des réserves suffisantes pour l'industrie nationale de la corderie.

Depuis la dernière moitié de l'année 1950 jusqu'au mois de mars 1951, la tendance des prix s'est maintenue à la hausse ; les prix de l'abaca ont augmenté de 47 pour cent, ceux du sisal de 88 pour cent et ceux de l'henequen de près de 100 pour cent. Le fait que les quantités disponibles ont augmenté pour l'abaca plus que pour les autres fibres et que le prix en a monté de manière plus raisonnable, montre de façon caractéristique comment joue la concurrence. Les fluctuations des prix au cours de l'été de 1951 font supposer que la pointe a été dépassée.

Perspectives

On a de bonnes raisons d'espérer une nouvelle augmentation appréciable dans la production de fibres dures en 1951, surtout si les conditions de la demande restent favorables. On peut s'attendre à ce que le rendement des plantations d'abaca effectuées après-guerre aux Philippines continuent à augmenter, ce qui accroîtrait la production de 20 ou même de 30 pour cent. On peut également s'attendre à une augmentation de la production du sisal, au fur et à mesure que les plantations en Afrique orientale anglaise arrivent à maturité. Par contre, un fléchissement de la production est prévu en Haïti, en raison de la nécessité de procéder à des repiquages ; les pers-

pectives pour la production d'henequen au Mexique sont encore assez médiocres.

En ce qui concerne les perspectives plus éloignées, la production dans les deux principaux pays producteurs devrait continuer à augmenter, mais les Philippines seront peut-être amenées à quelques réductions momentanées en vue d'arrêter la propagation du virus de la mosaïque, tandis que l'Afrique orientale anglaise connaîtra peut-être une pénurie de main-d'œuvre. En Indonésie, les plantations prennent graduellement de l'extension, mais la superficie consacrée actuellement au sisal ne représente qu'un tiers environ de celle d'avant-guerre. En Amérique centrale, les nouvelles superficies, où l'on plante actuellement de l'abaca sous les auspices du programme du gouvernement des États-Unis, commenceront à produire dans deux ou trois ans. Selon certaines informations, les industriels en Haïti semblent s'intéresser à des placements dans la production du sisal et des produits de corderie.

Les fibres dures servent surtout à la production des cordes, ficelles pour lieuses et ficelles pour presses à paille. L'agriculture et les transports maritimes constituent les principaux domaines où elles sont utilisées. L'introduction des moissonneuses-batteuses a entraîné une diminution de la demande de ficelles pour lieuses en Amérique du Nord ; cette diminution pourra être compensée par une consommation accrue de ficelles pour presses à paille. En outre, des récoltes plus abondantes et l'augmentation du mouvement des marchandises dans le monde nécessiteront une plus grande utilisation de ficelles et de cordes pour la moisson et les opérations de transport. L'activité industrielle mondiale devant vraisemblablement continuer sa reprise jusqu'en 1952/53, les perspectives de la demande sont pleines de promesses.

Il se peut toutefois que, même dans des conditions relativement favorables, les prix exagérés des fibres dures et de leurs produits amènent des fléchissements de courte durée de la demande qui témoigneraient d'un manque de confiance dans les niveaux actuels des prix, ou des réductions de plus longue durée de la demande si l'on procède à la récupération de ces produits ou à leur remplacement. L'effet régulateur que cette récupération et le retard apporté dans le renouvellement dans le secteur civil pourront avoir sur les prix, dépendent de l'importance de la demande destinée au réarmement et à la constitution de stocks.

JUTE

Situation actuelle

La campagne 1950/51 a été marquée par une nouvelle extension de la production du jute, qui demeure toutefois considérablement plus faible que pendant les années d'avant-guerre. Au Pakistan, le rendement s'est accru considérablement, bien que la superficie cultivée fût plus faible. L'augmentation de la production dans l'Inde a été moins importante.

L'accord commercial indo-pakistani (février 1951) prévoit que l'expédition de fibres de jute du Pakistan vers les filatures de l'Inde se fera à un rythme accéléré au cours de la campagne actuelle et de la suivante. Aux termes de cet accord, un million de balles devaient être livrées au mois de juillet 1951, et 2 millions et demi de balles au cours de la campagne 1951/52. Les effets de ces mesures ainsi que de la cessation du contrôle des prix dans l'Inde, en présence d'une demande importante de produits de jute, ne se sont pas encore fait pleinement sentir. Il faut cependant remarquer que, malgré l'engagement pris par le Pakistan de fournir par des voies officielles un tiers du million de balles mentionné et de limiter les exportations à destination d'autres pays importateurs, les expéditions de jute à destination de l'Inde se sont faites lentement jusqu'au mois de mai. Il n'est pas du tout certain que les expéditions d'ordre privé atteignent 650.000 balles, les difficultés du change et la situation difficile du marché serré des devises ralentissant le rythme des transactions.

Une demande importante des produits de jute a caractérisé la campagne 1950/51, mais l'Inde, principal fournisseur, et les États-Unis, principal destinataire, ont à différentes reprises effectué leurs transactions dans des conditions de contrôle. Jusqu'à la moitié de la campagne, la situation des approvisionnements des filatures de l'Inde n'était pas stable et les prix des produits de jute ont été bloqués en fonction des prix du jute pratiqués en octobre 1949. Les conditions de la demande dans le monde s'étant considérablement affermissées et d'autres fournisseurs de produits de jute n'étant pas soumis aux mêmes restrictions, l'Inde augmenta ses impôts à l'exportation afin d'absorber une partie de la différence entre les prix mondiaux et le prix-plafond national. Cependant, l'activité des filatures de jute dans l'Inde avait tendance à augmenter, mais,

étant donné la disparité entre les prix nationaux et les prix mondiaux et la possibilité de les équilibrer, les livraisons d'articles de jute avaient tendance à ralentir, d'où une accumulation des stocks.

La situation se trouva modifiée du fait de l'accord mentionné ci-dessus et de la cessation du contrôle des prix. Une offre plus libre de jute à l'intérieur de l'Inde et d'articles de jute sur les marchés exportateurs se manifesta tandis que les prix montaient en flèche. En mai, les prix du jute brut à Calcutta avaient augmenté de 150 pour cent par rapport aux prix-plafond antérieurs, et ceux des articles de jute de 100 pour cent ; cependant les prix baissèrent quelque peu par la suite. La demande de toile d'emballage (hesse) des Etats-Unis qui avait jusqu'alors été importante, fléchit lorsqu'un prix-plafond uniforme fut établi et que les perspectives d'une récolte plus abondante pendant la campagne 1951/52 eurent pour résultat de faire tomber les prix à terme des fibres et des articles de jute au-dessous des prix au comptant.

Perspectives

Si les conditions favorables à la pousse se maintiennent, la récolte 1951/52 sera bien plus abondante qu'aucune des récoltes des années d'après-guerre ; elle est même susceptible de dépasser la moyenne d'avant-guerre. Des prix très rémunérateurs étaient pratiqués au moment de la plantation. En outre, le Pakistan a autorisé les planteurs à augmenter de 25 pour cent la superficie plantée et ils peuvent compter sur l'assistance financière de l'Etat pour maintenir les prix. Le volume du commerce du jute augmente et l'accord commercial indo-pakistani prévoit que le niveau des livraisons de jute à l'Inde au cours de la campagne 1951/52 sera supérieur de 50 pour cent à celui de 1949/50.

L'Inde continue à appliquer une politique tendant à lui permettre de suffire à ses besoins en jute. Elle projette de consacrer de nouvelles superficies aux plantations de jute dans le Bengale occidental et les provinces d'Assam, ce qui nécessitera la mise en valeur de jachères, la conversion de certaines terres jusqu'alors consacrées au paddy et des doubles récoltes dans d'autres régions. Toutes les restrictions sur la culture du jute ont été levées et des graines et des engrais ont été distribués à des prix subventionnés. L'objectif de l'Inde pour la campagne 1951/52 est de

dépasser de 40 pour cent la production réelle de la campagne 1950/51, au cours de laquelle le rendement fut compromis par une pénurie de graines de bonne qualité, par des conditions atmosphériques défavorables et par un départ massif de cultivateurs musulmans.

L'augmentation prévue des approvisionnements en matières premières devrait permettre d'utiliser plus complètement les usines fabricant des articles de jute dans l'Inde et dans d'autres pays en 1951/52. Pendant la campagne 1950/51, les usines de l'Inde ont fonctionné à raison d'une semaine de 42 heures $\frac{1}{2}$, alors qu'elles ont un potentiel de 48 heures, et environ 12.5 pour cent de leur métiers à toile d'emballage (hesse) sont restées inutilisées. En outre, la demande de jute, principale fibre destinée à l'emballage, devrait continuer à croître à mesure que le mouvement mondial des marchandises prend de l'extension. Cette demande sera renforcée par la tendance à la reprise de l'activité industrielle et par la possibilité de besoins considérables pour la défense nationale. D'une manière plus précise, la récolte de coton aux Etats-Unis, qui semble devoir être abondante, nécessitera une plus grande quantité de toile de jute pour l'emballage des balles.

Le fléchissement des prix du jute et des articles de jute facilitera l'élargissement du marché. Les prix relativement élevés ont déjà eu pour résultat, dans l'Inde et ailleurs, d'étendre l'utilisation d'autres fibres végétales de remplacement. Les articles de jute, les sacs par exemple, ont cédé le pas aux articles de papier, aux Etats-Unis surtout, mais cette tendance s'est trouvée contenue par la hausse des prix de la pâte de bois et du papier.

Les perspectives plus éloignées en ce qui concerne la culture du jute sont pleines de promesses puvu que les conditions de la demande restent favorables. D'après le plan de Colombo, le Pakistan envisage d'accroître sa production de 10 pour cent, malgré la diminution prévue de la demande dans l'Inde. Il lui faudra pour cela développer des exportations à destination d'autres régions ; d'autre part, la création d'une industrie nationale des articles de jute est subordonnée à l'importance des capitaux engagés pour l'achat de matériel de transport et de matériel industriel. Dans l'Inde, la production du jute sera probablement favorisée à l'avenir par la propagation de meilleures méthodes de culture, telles que l'em-

ploi de la houe mécanique sur roues et du semoir, et d'une distribution plus étendue de semences de meilleure qualité provenant d'exploitations agricoles financées par l'Etat.

CAOUTCHOUC

Situation actuelle

Le fait saillant survenu au cours de l'année 1950, en ce qui concerne le caoutchouc naturel, est la hausse extraordinaire des prix. A la suite des échanges de vues financiers anglo-américains qui ont eu lieu en août-septembre 1949, le gouvernement des Etats-Unis, en assouplissant les règlements relatifs à la consommation obligatoire du caoutchouc synthétique, a peut-être déclenché le mouvement, mais l'accroissement de la consommation du caoutchouc de toutes sortes aux Etats-Unis, surtout, a également joué un rôle, ainsi que l'arrêt momentané des exportations de l'Indonésie au cours du premier trimestre de 1950. Toutefois, le facteur principal a été l'ouverture des hostilités en Corée, suivie d'une accumulation de stocks stratégiques par les Etats-Unis. En octobre 1950, la moyenne mensuelle des prix au comptant du R.S.S. N° 1 sur le marché de New York était le double des cours du mois de juin précédent ; en novembre, mois où les prix atteignirent le point le plus élevé, elle n'était pas inférieure à 73 cents la livre, c'est-à-dire trois fois le prix moyen de 1949.

Les prix extrêmement élevés pratiqués pendant 1950 ont eu des répercussions si favorables sur la production des petits planteurs que, pendant les six derniers mois de l'année, la production totale mondiale de caoutchouc naturel s'était élevée à plus d'un million de tonnes, c'est-à-dire qu'elle dépassait de 30 pour cent celle des six derniers mois de 1949. La production mondiale de caoutchouc naturel en 1950 s'est élevée à 1.900.000 de tonnes. Pendant les 12 mois qui se sont terminés en avril 1951, la production a atteint près de 2 millions de tonnes.

La consommation totale du caoutchouc naturel et du caoutchouc synthétique a elle aussi été sans précédent. En 1950, elle n'a pas été inférieure à 2.320.000 tonnes, le caoutchouc naturel comptant pour 1.740.000 tonnes. Le record précédent pour la consommation du caoutchouc

atteint en 1949, était de 1.930.000 tonnes, dont 1.640.000 tonnes de caoutchouc naturel.

Afin d'assurer aussi rapidement que possible une quantité suffisante de caoutchouc naturel destiné à la constitution de stocks stratégiques ainsi qu'à la consommation courante dont le volume a augmenté, le gouvernement des Etats-Unis décida en septembre 1950 de remettre en état toutes les usines de caoutchouc synthétique, dont la plupart étaient restées inactives. En outre, des restrictions furent imposées pendant les quatre derniers mois de 1950 sur l'emploi du caoutchouc de toutes sortes pour les usages civils. Ces restrictions furent encore aggravées vers la fin d'octobre, de sorte qu'en décembre 1950 les fabricants américains n'avaient touché que 63 pour cent de leur contingent de caoutchouc naturel.

Cette politique eut notamment pour effet la mise en route d'usines de caoutchouc synthétique moins bien équipées, ce qui, venant s'ajouter à la hausse générale des prix, augmenta les prix de revient. Au début de décembre 1950, le prix de vente du GR-S, produit par l'Etat, passait de 18,5 cents à 24,5 cents la livre, tandis que celui des caoutchouc Butyl montait de 18,5 cents à 20,75 cents la livre.

Perspectives

Dès le début de 1951, les prix élevés et les faibles approvisionnements de caoutchouc provoquaient de vives inquiétudes ; aussi une conférence intergouvernementale se réunit-elle à Londres en février « pour examiner la situation actuelle et les perspectives de l'offre et de la demande du caoutchouc naturel et du caoutchouc synthétique et pour étudier les recommandations relatives à des mesures internationales, tenant compte des intérêts des producteurs et des consommateurs ». Cette conférence suspendit ses travaux par la suite, pour les reprendre à Rome au mois d'avril où elle « entreprit de rechercher s'il serait possible de mettre au point certaines mesures intergouvernementales en vue d'assurer une répartition équitable du produit et une plus grande stabilité ». Toutefois la conférence suspendit à nouveau ses travaux sans être parvenue à un accord.

Au cours de la huitième session du Groupe international d'étude du caoutchouc, qui s'est également tenue à Rome en avril 1951, la situation pour 1951 s'établissait comme suit :

TABLEAU 39. — SITUATION DU CAOUTCHOUC EN 1950
ET PRÉVISIONS POUR 1951

CATÉGORIES	PRODUCTION		CONSOMMATION	
	1950	1951	1950	1951
	(.....millions de tonnes.....)			
Naturel . .	1,88	1,90	1,73	1,56
Synthétique.	0,54	0,93	0,59	0,91
TOTAL. .	2,42	2,83	2,32	2,47

Se basant sur ces chiffres, le Groupe prévoyait qu'il y aurait un excédent d'environ 340.000 tonnes de caoutchouc naturel qui pourraient s'ajouter aux stocks officiels et aux stocks commerciaux au cours de l'année 1951. Au mois de mai, un embargo absolu fut mis sur les expéditions de caoutchouc naturel des territoires britanniques à destination de la Chine, et les exportations de ces mêmes territoires à destination de la Russie furent astreintes à la délivrance de licences. Il est difficile d'évaluer exactement les incidences que pourront avoir ces restrictions. Autrefois, c'est dans les territoires britanniques que la Russie et la Chine se procuraient la plus grande partie de leur caoutchouc naturel ; il est possible qu'à l'avenir ces pays essayent de se le procurer ailleurs. La possibilité d'arriver aux chiffres prévus pour la consommation du caoutchouc naturel dépend donc en grande partie de la politique d'exportation adoptée par les autres pays producteurs.

On a déjà mentionné l'introduction, en septembre et octobre 1950, de restrictions sur l'emploi du caoutchouc aux Etats-Unis ; en outre, à la fin de l'année, la concurrence que se faisaient les fabricants d'articles de caoutchouc et les acheteurs pour la constitution de stocks a été arrêtée lorsque la « General Service Administration » est devenue le seul organisme importateur et distributeur de caoutchouc naturel et de latex de caoutchouc naturel. Cette mesure entraîna, à la fin de mars 1951, la fermeture du marché à terme du caoutchouc à New York. C'est en grande partie en raison de tous ces événements que le prix du caoutchouc naturel, qui depuis cinq mois oscillait aux environs de 70 à 75 cents la livre (chiffre qui n'avait jamais été atteint), a baissé d'environ 35 pour cent.

Si l'on en juge par les chiffres des quatre premiers mois de l'année, la production du caoutchouc naturel en 1951 est susceptible de dépasser les

prévisions du Groupe international d'étude du caoutchouc. Il se peut toutefois que, si la tendance à la baisse des prix du caoutchouc se maintient, on enregistre un fléchissement parallèle de la production, le rendement des petits planteurs en particulier s'étant montré très sensible aux fluctuations des prix.

S'il ne se produit pas d'autres fléchissements des prix du caoutchouc naturel, il se pourrait qu'en Indonésie la production dépasse, en 1951, le chiffre prévu de 712.000 tonnes ; jusqu'à présent, en effet, au cours de 1951, les petits planteurs ont produit au taux annuel d'environ 610.000 tonnes, et les grandes plantations produisent maintenant au taux annuel d'à peu près 200.000 tonnes. En Malaisie, la production des petits planteurs se maintient, mais celle des grandes plantations a été décevante, du fait que la main-d'œuvre quitte les grandes plantations pour les petites où un signeur travaillant à la journée reçoit la moitié, voire les deux tiers, du caoutchouc qu'il recueille.

Il ne fait guère de doute que la production du caoutchouc synthétique atteindra les chiffres prévus. Non seulement la production des Etats-Unis à la fin de 1951 sera d'environ 1 million de tonnes par an, mais on a laissé entendre que sa capacité de production devrait être augmentée de 25 pour cent. Au Canada, le gouvernement a déjà décidé d'accroître la production du caoutchouc synthétique à Sarnia d'environ 25 pour cent, et une nouvelle usine doit commencer à fonctionner à plein rendement avant la fin de 1951. Les autorités alliées d'occupation en Allemagne ont déjà levé l'interdiction de la production de caoutchouc synthétique dans la République fédérale, et la production en Allemagne est évaluée à environ 3.000 tonnes pour 1951. Selon certaines informations, le gouvernement français se propose de créer une industrie de la production du caoutchouc synthétique en France ; l'industrie de la fabrication des produits de caoutchouc réclame également la création d'une telle industrie dans le Royaume-Uni.

Il se peut qu'au cours de 1951/52 la consommation du caoutchouc subisse les effets de la réduction marquée prévue dans la production automobile aux Etats-Unis, bien que cette réduction doive être en partie compensée par l'augmentation des commandes militaires. Si ces dernières devaient fléchir au cours de 1952/53, et que l'on

doive commencer à prélever sur les stocks pour répondre à la demande courante, la situation de l'offre et de la demande pourrait subir un renversement brutal et l'on verrait peut-être cesser la pénurie extraordinaire enregistrée en 1950/51.

PRODUITS FORESTIERS : (a) Sciages

Situation actuelle

La production de sciages aux États-Unis est évaluée en 1950 à 36.722 millions de « board feet » (1.000 « board feet » = 236 mètres cubes) ce qui constitue le chiffre le plus élevé de la production depuis 1929. Dans ce chiffre total, les résineux représentent à peu près 14.700.000 standards, soit une augmentation de près de 10 pour cent par rapport à l'année dernière. Les chiffres provisoires pour le Canada font ressortir que la production de sciages résineux a atteint 3.300.000 standards en 1950, soit 14 pour cent de plus qu'en 1949, mais que la production de sciages feuillus avait baissé.

Une partie de plus en plus grande de la production de l'Amérique du Nord a été absorbée par les États-Unis, dont les exportations de sciages résineux ont fléchi en 1950 par rapport à celles de 1949, et dont les exportations de sciages feuillus ont diminué également dans une certaine mesure. Les importations de sciages résineux en provenance du Canada ont augmenté de plus de 120 pour cent, ainsi que celles de grumes de résineux du Canada ; les importations aux États-Unis de sciages feuillus en provenance du Canada ont plus que doublé. Par contre, les exportations canadiennes de sciages résineux aux pays autres que les États-Unis ont baissé et les exportations de sciages feuillus aux pays d'outre-mer sont demeurées relativement faibles. Les importations aux États-Unis de sciages provenant de pays autres que le Canada ont presque doublé de 1949 à 1950.

La demande considérable de bois de sciages au cours de 1950 a été due principalement à l'activité de l'industrie de la construction, qui n'avait pas encore été sérieusement affectée par le contrôle du crédit et autres restrictions gouvernementales. Les prix, qui étaient restés relativement fermes après le premier « boom » de l'été 1950, ont subi une nouvelle hausse en janvier 1951, date à laquelle le gouvernement des États-Unis a imposé le contrôle des prix. Ils avaient atteint leur

maximum en septembre 1950 ; la moyenne des prix de gros de tous les bois de sciage était alors de 30 pour cent supérieure à celle du mois de décembre précédent ; après avoir quelque peu fléchi, les prix s'élevèrent à nouveau en 1951 pour atteindre un niveau bien supérieur à la moyenne de 1950. La demande s'est maintenue forte et les prix fermes pendant la première moitié de 1951.

La production de bois de sciages se poursuit en Amérique du Nord dans des conditions relativement stables en 1951. Celle de sciages résineux et feuillus pendant les quatre premiers mois de 1951 était égale, ou légèrement supérieure, au niveau de l'année précédente.

En raison surtout des restrictions imposées par les besoins de la défense nationale, la valeur mensuelle des constructions nouvelles avait fléchi brutalement vers la moitié de l'été de 1951, la construction privée d'habitations tombant à 20 pour cent, ou davantage, au-dessous de la moyenne de 1950 ; la mise en chantier de nouveaux logements était tombée au niveau le plus bas qu'elle ait atteint depuis 1949 pour la même période.

Les dépenses engagées pour des constructions de toutes sortes sont susceptibles de baisser de quelque 15 pour cent, ou davantage, par rapport à 1950, mais les restrictions et les réductions se feront probablement sentir davantage encore en 1952 ; on prévoit qu'à cette date la demande de bois de sciages destinée à satisfaire les besoins de la défense nationale et de l'armée compensera dans une certaine mesure les effets du ralentissement de l'activité dans la construction civile. Si, toutefois, la construction industrielle, autre que celle destinée au réarmement, devait également fléchir, cela pourrait avoir des répercussions sérieuses sur la demande et les prix du bois de sciages.

Europe. On trouvera ci-après des chiffres relatifs à la production de sciages résineux et feuillus en 1949 et 1950, dans la plupart des principaux pays producteurs de l'Europe.

Selon les évaluations CEE/FAO, la production totale de l'Europe (y compris les pays d'Europe orientale, mais non compris l'URSS) de sciages résineux était en 1950 d'environ 0,7 pour cent supérieure au niveau de 1949, tandis qu'on enregistrerait une diminution d'environ 2 pour cent de la production de sciages feuillus.

D'autre part, les exportations de sciages d'Europe, à l'exception de l'Allemagne occidentale,

TABLEAU 40. — PRODUCTION DE SCIAGES RÉSINEUX ET FEUILLUS EN 1949 ET 1950

PAYS	SCIAGES RÉSINEUX		SCIAGES FEUILLUS	
	1949	1950	1949	1950
	(...1.000 standard s...)		(.1 000 mètres cubes.)	
Allemagne (Rép. féd.)	1 641,0	1 679,2	1 254,2	1 016,8
Autriche.	468,2	567,6	—	—
Finlande	850,0	875,0	—	—
France. . .	663,4	620,6	2 000,0	2 000,0
Norvège . .	* 380,0	* 290,0	—	—
Royaume-U.	—	—	1 179,4	1 059,0
Suède . . .	1 100,0	1 140,2	—	—
Yougoslavie.	542,3	453,7	677,9	635,9

* Y compris les sciages feuillus.

ont augmenté quelque peu ; de ce fait, les nouveaux approvisionnements provenant d'Europe et destinés à la consommation européenne ont été en réalité plus faibles qu'en 1949. Les importations de sciages provenant de l'Amérique du Nord ont également diminué d'une manière considérable de 1949 à 1950, et la légère augmentation des importations de sciages résineux provenant de l'URSS était loin d'être suffisante pour compenser ce déficit. Les exportations de sciages feuillus provenant d'Europe ont, elles aussi, augmenté considérablement. La France et le Royaume-Uni ont importé en 1950 moins de sciages résineux qu'en 1949, mais d'autres importateurs européens de sciages ont importé en 1950 davantage de sciages feuillus et résineux. Au début de l'année 1951, les stocks, dans la plupart des pays d'Europe importateurs de bois, étaient aussi importants que ceux de l'année précédente, voire supérieurs. Seuls l'Allemagne occidentale et le Royaume-Uni ont enregistré une diminution considérable.

Pendant la deuxième moitié de l'année 1950, les prix du bois de sciage ont subi les répercussions de la hausse provoquée par la guerre de Corée. C'est ainsi que, sur le marché d'importation belge, les exportateurs finlandais et suédois demandaient, pour certaines qualités, des prix supérieurs de 60 pour cent environ à ceux de l'année précédente.

Perspectives

En ce qui concerne la demande et la production, les perspectives pour 1951 semblent relativement stables. En Europe occidentale, les programmes de défense ont à tel point rendu difficile l'utilisa-

tion de matériaux de remplacement du bois de sciage que la consommation générale s'en trouvera modifiée. Au début de l'année 1951, le commerce d'exportation des sciages d'Europe septentrionale et d'Autriche était très actif ; la Suède et la Finlande avaient déjà vendu, vers le milieu d'avril, 80 pour cent de leurs exportations prévues pour l'année. Selon certaines informations, les ventes des pays d'Europe orientale à destination de l'Europe occidentale étaient très faibles.

Pour différentes raisons, telles que les restrictions sur la construction, les difficultés de devises et les prix, les importations de sciages ont cessé presque complètement dans de nombreux pays au début de 1951, et l'on s'attendait à ce qu'elles se maintiennent bien au-dessous des chiffres de 1950. Dans certains pays on a enregistré une hésitation évidente à accepter les prix élevés demandés par les exportateurs d'Europe septentrionale, mais le Royaume-Uni procédait à d'importants achats dans ces pays, en URSS et en Amérique du Nord.

Selon des évaluations effectuées par l'OECE en mars 1951, l'Europe connaîtrait en 1951/52 un déficit en sciages résineux de l'ordre de 512.000 à 680.000 standards. Ces chiffres représentent de 16 à 21 pour cent environ des besoins d'importation ou de 8 à près de 11 pour cent de la consommation totale de ces régions. Le déficit prévu de 638.000 mètres cubes de sciages feuillus représente près de 22 pour cent du total des besoins d'importation, ou 8 pour cent de la consommation totale. Les importations effectives sont susceptibles d'être modifiées dans une certaine mesure en raison des prix élevés et de l'augmentation des tarifs de transports maritimes.

(b) Pâte de bois

Situation actuelle

L'ensemble de la production de pâte de bois aux Etats-Unis et au Canada, qui s'élevait en 1950 à 2.800.000 tonnes à peu près, était supérieur d'environ 15 pour cent au niveau de 1949. Les exportations canadiennes de pâte chimique vers les Etats-Unis ont dépassé celles de 1949 de 318.500 tonnes environ ; les exportations vers d'autres marchés ont considérablement baissé.

Une tendance à la hausse des prix s'est fait sentir aux Etats-Unis, principalement pendant la deuxième moitié de 1950, bien que les niveaux fussent encore au-dessous de la pointe de 1948

Selon certaines informations, la capacité de production de pâte de bois dans les usines des Etats-Unis en 1951 dépasse de 8 pour cent celle de 1950 et l'on s'attend pour 1952 à un nouvel accroissement. Le Canada est, lui aussi, en voie d'augmenter sa capacité de production. Les usines de pâte de bois des Etats-Unis et du Canada ont continué à fonctionner à un rythme relativement accéléré pendant la première moitié de 1951.

Il était prévu que les importations de pâte de bois du Canada, qui représentaient, en 1950, 10 pour cent de l'approvisionnement total des Etats-Unis en pâte de bois fraîche et 92 pour cent des exportations totales du Canada, continueraient à un rythme accéléré, mais on s'attend à ce que les importations d'Europe, qui en 1950 représentaient environ 4 pour cent de l'approvisionnement total des Etats-Unis, ne soient pas plus élevées cette année.

Le système du blocage des prix aux Etats-Unis a provoqué une différence considérable entre les prix de la pâte nationale et ceux de la pâte importée. L'augmentation des prix scandinaves a été particulièrement forte, sans correspondre pourtant aux augmentations survenues sur d'autres marchés. La publication aux Etats-Unis, en juin 1951, de prix-plafond pour la pâte de bois importée a entraîné, croit-on, une diminution des arrivages d'Europe septentrionale.

Selon des prévisions préliminaires, la production européenne de pâte de bois a augmenté en 1950 d'environ 10 pour cent par rapport à 1949.

Les exportations de l'Amérique du Nord à destination de l'Europe ne représentaient, en 1950, que la moitié environ de la quantité importée en 1949. Les exportations des pays d'Europe septentrionale vers les pays européens avaient augmenté et étaient passées, estimait-on, de 2.400.000 tonnes environ en 1949 à près de 2.700.000 tonnes en 1950. Les expéditions des pays

exportateurs d'Europe septentrionale à destination des Etats-Unis sont passées de 530.000 tonnes en 1949 à un total évalué à 585.000 tonnes en 1950. L'augmentation des exportations des pays d'Europe septentrionale vers l'Amérique latine a été plus qu'annulée par le fléchissement des exportations vers l'URSS, l'Afrique et l'Océanie.

Perspectives

Les exportations de pâte de bois des pays d'Europe septentrionale au cours des premiers mois de 1951 étaient quelque peu supérieures à celles de l'année précédente. En raison des prix d'exportation excessivement élevés, la Norvège, la Suède et la Finlande ont imposé des taxes spéciales sur les exportations de pâte et de papier.

Les perspectives de la situation des approvisionnements de pâte de bois pour l'Europe posent de nombreux problèmes, dont les plus importants concernent les disponibilités et la possibilité d'attribuer, au marché européen, de la pâte de bois provenant de l'Amérique du Nord.

Le Comité de la pâte et du papier de l'OECE a évalué le déficit total, pour toutes les qualités de pâte de bois, à plus de 500.000 tonnes en 1951. Une demande a été formulée en vue d'obtenir des quantités supplémentaires de certaines quantités de l'Amérique du Nord.

Bien que la consommation moyenne de papier journal aux Etats-Unis soit demeurée à peu près la même, pendant les quatre premiers mois de 1951, que l'année précédente, la consommation d'autres produits en papier était supérieure d'environ un huitième. Dans ces conditions, il semble probable qu'en Amérique du Nord la demande de pâte de bois continuera à être forte en 1951/52 et à exercer par conséquent une pression sur les approvisionnements de l'Europe.

Chapitre IV

MOYENS DE PRODUCTION

Chapitre IV

MOYENS DE PRODUCTION

ENGRAIS

La production et la consommation mondiales d'engrais de tous genres continuent à augmenter. Pour la campagne qui s'est terminée le 30 juin 1951, on estime que la production et la consommation mondiales d'engrais commerciaux (à l'exception de l'URSS) ont atteint le chiffre sans précédent de 13.800.000 tonnes environ.

Azote. Trois faits saillants caractérisent la production mondiale d'azote au cours de l'après-guerre : forte augmentation en Amérique du Nord pendant et depuis la guerre, reprise en Europe en 1946/47 et accroissement notable en Asie depuis 1947/48. La production mondiale n'a guère varié au cours des deux dernières campagnes, passant de 3.600.000 à 3.900.000 tonnes métriques.

Phosphate. La production mondiale d'acide phosphorique (P_2O_5), sous forme de superphosphate simple ou triple et de concentrés de phosphate tels le phosphate d'ammoniaque, et les disponibilités d'autres fertilisants à base de phosphate, ont à peu près répondu à la demande en 1950/51. La production totale d'acide phosphorique a atteint 5.600.000 tonnes contre 5.400.000 tonnes en 1949/50 (tableau 41). Le superphosphate représente près des 80 pour cent de l'acide phosphorique utilisé comme engrais dans le monde entier.

La production de superphosphate triple récemment mise en route en Grèce, aux Pays-Bas, au Portugal et au Royaume-Uni, est un facteur important dans les disponibilités mondiales actuelles en acide phosphorique. Ce produit sera utile aux pays qui emploient des mélanges d'engrais

ou des composés pour réaliser une concentration optimum en produits nutritifs des végétaux. L'emploi de l'apatite dans la fabrication des engrais au phosphate provoque un intérêt croissant, particulièrement en Amérique du Sud.

On signale que la production record de phosphate brut aux Etats-Unis, en Afrique du Nord, dans les îles Océan et Nauru, où les mines sont désormais complètement remises en état, satisfait la demande. Parmi les autres matières phosphatiques, la production des scories de déphosphoration dans huit pays européens, où elles jouent un rôle important, est passée de 4.593.000 tonnes en 1949/50 à 4.810.000 tonnes en 1950/51. Le guano est une source importante d'acide phosphorique au Pérou, au Chili, au Mexique et dans l'Equateur. Le Pérou, premier producteur de guano a ainsi obtenu en 1950 24.000

TABLEAU 41. — PRODUCTION MONDIALE D'ACIDE PHOSPHORIQUE, P_2O_5

CONTINENTS	PRODUCTION			POURCENTAGE D'ACIDE PHOSPHORIQUE PROVENANT DES SUPERPHOSPHATES EN 1950/51
	1948/49	1949/50	1950/51	
	(.milliers de tonnes.)			(. . Pour cent . .)
Europe . .	2 371	2 480	2 656	62
Amér. du N. et cent.	1 989	2 057	2 015	88
Amér. du Sud . . .	42	48	63	41
Asie . . .	177	252	312	89
Afrique. . .	108	112	128	100
Océanie . .	445	466	466	99
TOTAL. .	5 132	5 415	5 640	77

tonnes de P_2O_5 . L'accroissement de cette production au cours des dernières années est dû principalement au succès des mesures de conservation.

Potasse. Trois faits principaux sont à retenir en ce qui concerne la production de la potasse : essor considérable aux États-Unis (de 288.000 tonnes en 1938 à 1.139.000 tonnes en 1950/51), accroissement marqué de la production française et reprise en Allemagne depuis 1948/49. La production totale de potasse a atteint 4.300.000 tonnes en 1950/51, contre 3.700.000 qu'il était en 1949/50. Quant à la production nouvelle, on prévoit la mise en exploitation prochaine de deux mines aux États-Unis. Quelques mines et usines d'Europe sont en cours de modernisation. Au Chili, la production de nitrate de potasse par évaporation au soleil dans le processus de fabrication du nitrate de soude va se développant. Un grand nombre de pays produisent maintenant du sulfate de potasse.

Consommation. La structure de la consommation varie considérablement selon les continents. Sans doute les pays utilisant des engrais ont-ils tous besoin des trois grandes catégories de produits nutritifs des végétaux, mais l'azote est employé en quantités relativement plus grandes dans les zones tropicales et l'acide phosphorique est particulièrement important en Océanie. De 1948/49 à 1950/51 c'est dans les régions agricoles les moins productives que la consommation des engrais a marqué l'accroissement relatif le plus fort, mais il subsiste de grandes différences entre les diverses régions. La consommation mondiale d'engrais a augmenté substantiellement depuis 1939, année où elle n'atteignait pas 9 millions de tonnes.

TABLEAU 42. — CONSOMMATION MONDIALE D'ENGRAIS - TONNAGE TOTAL DES PRODUITS NUTRITIFS DES VÉGÉTAUX (N, P_2O_5 ET K_2O)

CONTINENTS	1948/49	1949/50	1950/51
	(.....milliers de tonnes.....)		
Europe.	5 791	6 388	6 990
Amérique du N. et centr.	3 868	4 089	4 604
Amérique du Sud . . .	150	157	180
Asie	930	1 026	1 125
Afrique	236	300	332
Océanie	482	505	517
TOTAL	11 457	12 465	13 748

Perspectives

En raison de l'incertitude actuelle quant à la disponibilité de certaines matières premières, il est très difficile d'avancer des chiffres pour 1951/52. Certains des principaux pays producteurs ont néanmoins communiqué leurs chiffres de production pour 1949/50 et 1950/51, ainsi que des prévisions pour 1951/52. Il en ressort (tableau 41) qu'il faut s'attendre à un changement dans la structure de la production en 1951/52 : en effet, la production totale continuera à augmenter légèrement, la production mondiale de superphosphate se réduisant encore, tandis que la production totale d'azote et de potasse augmentera sans doute.

TABLEAU 43. — CHANGEMENTS À PRÉVOIR DANS LA PRODUCTION (ESTIMÉE) D'AZOTE, D'ACIDE PHOSPHORIQUE ET DE POTASSE EN 1951/52, D'APRÈS LES CHIFFRES FOURNIS PAR CERTAINS ÉTATS (L'ACIDE PHOSPHORIQUE COMPREND TOUTES LES SOURCES SAUF LE PHOSPHATE BRUT)

ENGRAIS	1949/50	1950/51	1951/52	Variation en pourcentage de 1950/51 à 1951/52
	(.....milliers de tonnes.....)			(pour cent)
Azote (N) .	2 648	2 828	2 996	+5.9
Acide phosphorique (P_2O_5) . .	3 713	3 641	3 519	-3.3
Potasse (K_2O) . .	2 617	2 957	3 165	+7.0
TOTAL. .	8 978	9 426	9 680	—

Cette tendance, qui se manifeste depuis deux ans, est alarmante, car le superphosphate et le sulfate d'ammoniaque sont parmi les engrais largement utilisés dans le monde. L'expérience a montré qu'il existe un certain équilibre entre les tonnages d'azote, d'acide phosphorique et de potasse que peut absorber utilement l'agriculture d'un pays donné. Dans bien des pays, la contraction de la production de superphosphate risque de poser de graves problèmes, car il faudra trouver à employer efficacement des disponibilités relativement plus fortes d'azote et de potasse.

La cause essentielle de cette contraction est la pénurie mondiale toujours plus accentuée de soufre natif indispensable à la fabrication de sulfate d'ammoniaque et de superphosphate. Pour 1950/51, les besoins mondiaux en soufre natif

sont estimés à 6.100.000 tonnes, alors que le rendement est de 5.570.000 tonnes, et l'avenir est encore plus incertain. Comme il existe d'autres matières premières utilisables pour la fabrication d'acide sulfurique, tous les pays n'auront pas à souffrir de cette insuffisance. Beaucoup de pays, qui dépendent surtout des pyrites (sulfures de fer à l'état minéral) projettent d'accroître leur production de superphosphate en 1951/52. D'autres pays, qui utilisent plutôt le soufre natif, estiment qu'ils devront réduire leur production.

Parmi les pays où on peut prévoir une baisse de production figurent de gros producteurs de denrées alimentaires, tels que les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et des pays qui s'efforcent d'augmenter leur production alimentaire nationale comme l'Inde, l'Union Sud-Africaine et le Royaume-Uni.

Le gaz naturel et les sous-produits à base de soufre provenant des fonderies sont d'autres sources possibles de soufre. La situation des disponibilités dans chaque pays sera déterminée par divers facteurs : aptitude à utiliser les produits de remplacement sus-mentionnés, degré de dépendance à l'égard du superphosphate, et pouvoir d'échange commercial. On ne pense pas que l'accroissement possible et immédiat de la production d'engrais phosphatés dont la fabrication n'exige pas d'acide sulfurique puisse compenser le déficit prévu résultant d'une production réduite de superphosphate.

Dans beaucoup de pays, les incertitudes de la situation des approvisionnements confèreront un caractère d'urgence au problème que pose l'utilisation optimum des engrais, notamment du superphosphate.

MACHINES AGRICOLES

À début de 1950, les progrès de la mécanisation s'étaient ralentis et la demande de machines agricoles avait diminué en proportion dans les pays fortement mécanisés. La situation est demeurée pratiquement la même durant le premier semestre de 1950, ce qui provoqua, par rapport à 1949, une légère diminution de la production des États-Unis, principal producteur du monde. Au Royaume-Uni, qui se classe au deuxième rang, la dévaluation de la livre sterling renforça la capacité de concurrence des fabricants britanniques sur le marché international, provoquant une certaine reprise de la production.

Le déclenchement des hostilités en Corée provoqua une vague d'achat en juillet et août 1950. Les fermiers des pays fortement mécanisés, se souvenant des difficultés d'approvisionnement en temps de guerre, achetèrent pratiquement la totalité des stocks de machines agricoles et, durant les derniers mois de 1950, la demande fut supérieure à la production.

TABLEAU 44. — ESTIMATION DU NOMBRE DE TRACTEURS EN SERVICE SUR LES EXPLOITATIONS À LA FIN DE L'ANNÉE (TRACTEURS DE JARDIN NON COMPRIS)

CONTINENTS	1949	1950
	(.....milliers d'unités.....)	
Europe	891	972
URSS	590	630
Amérique du Nord	3 918	4 235
Amérique latine	85	90
Asie	27	31
Afrique	52	63
Océanie	114	139
TOTAL	5 677	6 160

TABLEAU 45. — ESTIMATION DE LA PRODUCTION DE TRACTEURS AGRICOLES (TRACTEURS DE JARDIN NON COMPRIS)

RÉGIONS	1949	1950
	(.....milliers d'unités.....)	
Europe	171,5	237,9
URSS	80,0	86,0
Etats-Unis	570,0	508,8
TOTAL	821,5	832,7

En 1950, la production de tracteurs des États-Unis fut de 11 pour cent inférieure à celle de 1949, et les exportations diminuèrent de 12 pour cent. Au cours de l'année 1949, le nombre de tracteurs utilisés sur les exploitations de ce pays augmenta de 300.000, alors que l'effectif des chevaux et mulets diminuait de 800.000.

L'influence du programme de réarmement sur la production de machines agricoles aux États-Unis se fit sentir au début de 1951, avec l'adoption du système d'allocations des matières premières à l'industrie. Au cours des premiers mois de cette année, certains des principaux fabricants réduisirent leur production de machines agricoles afin de développer la production d'armements. Pour

que le niveau de production de 1950 se maintienne, l'industrie des machines agricoles des États-Unis devrait recevoir 3,8 pour cent environ de la production nationale d'acier fini. On espérait que le système d'allocations adopté au début de 1951 permettrait de ne pas réduire la production de plus de 10 pour cent par rapport à 1950. Il reste néanmoins possible que certains producteurs importants de machines agricoles, qui s'occupent aussi de l'industrie lourde, doivent réduire de 30 à 40 pour cent leur production de machines agricoles en 1951.

Il est possible que la pénurie croissante de main-d'œuvre agricole en Amérique du Nord oblige à étendre encore la mécanisation et à intensifier l'emploi des machines disponibles.

L'Australie connut en 1950 une vague d'achats qui épuisa les stocks, et la pénurie se prolongea durant les premiers mois de 1951.

En 1950, la production de machines et d'outils au Royaume-Uni a culminé, avec une valeur de £ 84.700.000 contre £ 63.900.000 en 1949. Le principal de la production consistait en tracteurs, 120.211 en 1950 contre 90.411 en 1949. Il est à noter que, sur une production mensuelle moyenne de 11.000 tracteurs à roues durant le dernier trimestre de 1950, 8.120 unités furent exportées. Pour les tracteurs à chenilles, les chiffres correspondants furent de 290 et 220 unités. Le Royaume-Uni est, après les États-Unis, le second exportateur de tracteurs (tableau 46).

TABLEAU 46. — EXPORTATIONS DE TRACTEURS DES ÉTATS-UNIS ET DU ROYAUME-UNI, TRACTEURS DE JARDIN NON COMPRIS

DESTINATIONS	1949			1950		
	E.-U.	R.-U.	TOTAL	E.-U.	R.-U.	TOTAL
	(.milliers d'unités.)					
Europe . .	16,8	18,6	35,4	6,3	25,2	31,5
Amér. du Nord . .	60,2	7,9	68,1	47,8	8,7	56,5
Amér. lat. . .	16,6	2,5	19,1	22,0	3,3	25,3
Asie	7,5	2,0	9,5	6,4	4,9	11,3
Afrique . . .	10,6	10,0	20,6	5,1	13,8	18,9
Océanie . . .	5,9	22,9	28,8	4,4	28,0	32,4
TOTAL . . .	117,6	63,9	181,5	92,0	83,9	175,9

La production allemande de machines agricoles a fortement repris en 1950 et 1951, avec 57.600 tracteurs fabriqués en 1950. L'Allemagne exporta

12.400 tracteurs cette année-là, ses principaux clients étant la France (4.800), l'Australie (1.400), le Brésil (700), les Pays-Bas et l'Italie.

Il ne semble pas, jusqu'ici, que les programmes de réarmement aient affecté la production européenne des machines agricoles. Au contraire, ce continent fabriqua et exporta plus de machines agricoles en 1950 et pendant les premiers mois de 1951 qu'au cours des années précédentes, et les disponibilités devaient rester satisfaisantes pour l'avenir proche.

Le tracteur gagne du terrain dans les exploitations d'Argentine, du Chili, du Mexique, du Venezuela et de Cuba (voir tableau 46, exportations des États-Unis et du Royaume-Uni vers l'Amérique latine) et on prévoit une expansion encore plus grande pour 1951. Le Mexique a passé aux États-Unis des commandes de tracteurs et « chenillettes » pour une valeur de 50 millions de pesos, tandis que la Corporation chilienne pour le développement concluait de son côté des contrats pour achat de tracteurs et de machines agricoles, obtenant dans certains cas des prêts directs de l'industrie privée.

En Asie, où le développement des cultures par la remise en valeur et l'amélioration des terres est à l'ordre du jour, la mécanisation agricole progresse, mais on ne peut prévoir qu'une extension limitée dans cette région.

Sous l'impulsion tant des campagnes destinées à stimuler la production alimentaire que des programmes de développement agricole, l'Inde est devenue le premier importateur de tracteurs en Extrême-Orient. La majeure partie des travaux de remise en valeur est confiée à l'Organisation centrale des tracteurs, établie par le gouvernement.

Les machines sont également utilisées dans d'autres pays de l'Asie, notamment pour l'exécution de projets de remise en valeur sous contrôle gouvernemental.

Les divers programmes de développement des pays asiatiques ouvrent des perspectives d'exportation considérables à la grande industrie japonaise de machines agricoles qui se spécialise dans les petits outils et moteurs, mais qui souffre de pénurie de matières premières depuis le début des hostilités en Corée.

En Afrique, la mécanisation a réalisé des progrès en Algérie, en Tunisie et au Maroc, au Kenya, en Ouganda et au Tanganyka, ainsi qu'en Union Sud-Africaine. Au Kenya, quelque 3.500 exploi-

tants européens emploient actuellement 3.000 tracteurs avec de bons résultats. Des cultivateurs expérimentés estiment que, dans certaines conditions, la mécanisation agricole de certaines régions d'Afrique pourrait être économiquement intéressante.

ÉQUIPEMENT FORESTIER

La production de l'équipement pour l'exploitation forestière et les industries du bois dépend de la consommation mondiale de bois ; cette dernière augmente continuellement, surtout en ce qui concerne les sciages et la pâte, et la fabrication des machines évolue de même.

Les principaux pays producteurs forestiers développent et modernisent leur équipement ; ceux qui ont encore des ressources forestières sous-développées, tels les pays d'Amérique latine, commencent à les exploiter, car ils ont des marchés assurés.

Malgré la mobilisation de l'industrie aux fins des récents programmes de défense, les fabricants des Etats-Unis ont encore suffisamment de matières premières, notamment pour la fabrication des machines servant directement ou indirectement aux efforts de défense, telles que les tracteurs treuils, camions, machines utilisées pour remonter le bois, etc.

La plus grande difficulté que rencontre l'industrie américaine est la pénurie d'ouvriers qualifiés, pénurie qui touche et les usines et les exploitations forestières elles-mêmes.

Les retards de livraison se sont considérablement allongés depuis l'année dernière, surtout en ce qui concerne l'équipement lourd tel que les tracteurs et les camions.

Dans les pays industriels autres que le Canada et les Etats-Unis, notamment en Europe, la fabrication des machines n'a cessé de se développer. C'est ainsi qu'en Allemagne occidentale la production des machines utilisées dans l'industrie du bois dépasse de 280 pour cent la production allemande totale d'avant-guerre. Actuellement, les pays européens sont en mesure de répondre à tous les besoins qui ne sont pas couverts par l'Amérique du Nord, et d'offrir, de plus, un assortiment complet payable en devises faibles.

Durant les dernières années, les fabricants ont mis au point un équipement forestier perfectionné, que plusieurs pays ont commencé à adopter. Cet équipement comporte des téléphériques

légers permettant d'exploiter des zones jusqu'ici inaccessibles, des planteuses d'arbres tractées, des déchiqueteuses portatives, grâce auxquelles on peut, sur place, réduire en copeaux le bois abîmé, du matériel de détection du feu et de lutte contre l'incendie, des émetteurs-récepteurs portatifs, des camions « fork-left » et des « straddle trucks » pour le transport aux fabriques, ainsi que des machines perfectionnées pour abattre et débiter, et pour la construction des routes et le transport du bois.

ÉQUIPEMENT POUR LES PÊCHES

L'intérêt croissant qui s'attache au développement des pêches tend à prendre une forme concrète dans beaucoup de pays ; dans d'autres, par contre, on se borne à exprimer de pieux désirs.

En Europe, la reconstruction et la remise en état des flottilles de pêche est plus ou moins achevée et, dans beaucoup de pays, leur efficacité est plus grande qu'elle ne l'était avant la guerre. Les quantités débarquées n'ont cependant pas augmenté à proportion et dans nombre de pays, la production de poisson a souffert de certains facteurs, tels que la grève prolongée des chalutiers en Islande, la restriction volontaire des prises au Royaume-Uni et la faiblesse des migrations de poissons.

En Amérique latine, la motorisation de la flottille de pêche est en cours, et on installe de nouveaux moyens de congélation rapide, de mise en conserves hermétiques et de traitement industriel.

Depuis mai 1950, les bateaux de pêche japonais sont autorisés à étendre leur champ d'opération et ce pays a maintenant le droit d'envoyer des thoniers à moteur dans une zone limitée. On est en train de restaurer la flottille, mais le nombre des unités est limité par la loi, afin de prévenir un épuisement des réserves.

Une importante motorisation de la flottille de pêche a également eu lieu à Hong-kong et on compte actuellement plus de 60 bateaux transformés, alors qu'en 1948, deux jonques seulement étaient dotées de moteurs.

En Indonésie, la mécanisation se développe grâce à l'aide de l'ECA. Elle marque aussi des progrès à Ceylan, à Singapour, au Pakistan et dans l'Inde, avec le concours de techniciens japonais et danois.

En Belgique, le nombre des embarcations est légèrement moins élevé qu'avant la guerre (461 au

lien de 510), mais leur tonnage total et leur puissance en C.V. ont augmenté. Les bateaux les plus anciens ont été réformés et on construit de nouvelles embarcations.

La reconstruction de la flotte française de pêche est presque achevée et l'effectif tend à se stabiliser au niveau présent. Malgré un tonnage légèrement inférieur à celui d'avant-guerre, la flottille est beaucoup plus efficace, notamment celle qui opère sur les Grands Bancs, au large de Terre-Neuve.

Au Danemark, on a amélioré considérablement l'efficacité de la flottille de pêche. En Norvège où le nombre des grandes embarcations a augmenté, la capacité totale actuelle est supérieure à celle d'avant-guerre, et les opérations de grand large s'étendent, notamment dans les parages du Groenland occidental. Sur la côte ouest de la Suède, les grandes embarcations (plus de 50 tonnes fortes) ont plus que doublé en nombre par rapport à l'avant-guerre. Il en est de même de la flottille islandaise, avec ses 52 chalutiers. La reconstruction de la flottille allemande a été menée vigoureusement, et la capacité semble s'être stabilisée à un niveau quelque peu inférieur à celui d'avant-guerre.

En Italie, le gouvernement subventionne un programme de reconstruction de 145 chalutiers à moteur, qui est en cours. La Grèce a lancé des embarcations plus grandes, qui permettent aux pêcheurs d'opérer plus facilement au large des côtes nord-africaines. Les nombres des chalutiers portugais qui approvisionnent le marché en poisson frais a augmenté de 70 pour cent par rapport à l'avant-guerre, et les embarcations produisant la morue salée ont augmenté de 15 pour cent; le niveau statique de la flottille sardinière peut s'expliquer par la faiblesse extrême des remontes

de poisson au cours des dernières années. L'expansion de la flottille espagnole, qui débuta en 1944, continue; pendant les dernières années, on a construit un grand nombre de bateaux pêchant par paire (pajeras).

A l'exception des bateaux pour la pêche hauturière et de quelques harenguiers à moteur, la flottille du Royaume-Uni est plutôt déclassée et a besoin d'être remplacée. En Irlande, la flottille côtière s'accroît, tandis que le nombre des chalutiers est délibérément limité à quatre.

L'Égypte a lancé un programme triennal de modernisation des méthodes de pêche et de développement de la production d'eau douce. Au Maroc, la flottille sardinière continue de s'accroître. De plus grands bateaux à moteur pour la pêche à la ligne et au filet ont été ajoutés aux flottilles de pêche côtière de l'Union Sud-Africaine et de l'Afrique du Sud-Ouest.

La flottille de chalutiers de la côte atlantique du Canada se développe rapidement, les mesures de restrictions imposées à l'octroi des licences pour chalutiers ayant été assouplies. La capacité des pêches des États-Unis d'Amérique a continué d'augmenter, et le nombre des pêcheurs s'est élevé à 170.000 en 1950, contre 124.000 il y a dix ans. Pour la même période, on relève une augmentation de 15 pour cent du nombre des embarcations.

On prévoit que les efforts en vue de la mécanisation et de la modernisation des flottilles produiront des résultats toujours plus considérables surtout dans les pays développés où il est possible d'accroître l'efficacité sans avoir à augmenter l'effectif et le tonnage actuels des flottilles. Dans les pays peu développés, il est probable que les progrès se réaliseront surtout par l'accroissement du nombre des petites embarcations à moteur.

ANNEXE

EVALUATION DE LA VALEUR CALORIQUE ET PROTIDIQUE DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES NATIONALES MOYENNES, PAR HABITANT, EN 1950/51, 1949/50 ET 1948/49

RÉGIONS ET PAYS	CALORIES			PROTIDES, TOTAL			PROTIDES D'ORIGINE ANIMALE			OBSERVATIONS SUR LES VARIATIONS EN 1950/51
	1948/49	1949/50	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	1948/49	1949/50	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	1948/49	1949/50	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	
	(nombre par jour)		(%)	(gr. par jour)		(%)	(gr. par jour)		(%)	
AMÉRIQUE DU NORD ET CENTR.										
Canada	3 060	3 130	+1,5	92	93	+1	56,4	56,1	+2	Légèrement plus de blé, de lait liquide, de volailles et d'œufs.
Etats-Unis	3 130	3 170	+1,5	90	91	+1	59,6	60,4	+1	Plus de viande et de lait.
Cuba	2 730	2 822	+4	66,8	67,6	+2	25,3	25,3	—	Plus de céréales, de racines et tubercules, et de sucre.
Mexique	2 054	2 052	+2	55,5	55,6	+2	16,0	16,1	+2	Plus de céréales et de viande.
AMÉRIQUE DU SUD										
Argentine	3 190	3 169	—1	101,8	102,6	—1	65,6	66,7	—2	Plus de lait, légèrement plus de viande et de matières grasses; moins de céréales.
Brésil	2 343	2 444	+2	63,4	65,2	+3	25,1	24,9	+2	Plus de céréales, légèrement plus de racines et tubercules, de légumes secs, de viande et de lait.
Chili	2 475	2 340	+4	74,7	70,4	+5	22,7	22,0	+3	Plus de céréales, de racines et tubercules et de lait.
Colombie	2 283	2 328	—4	56,3	56,7	—4	25,6	25,6	—	Moins de céréales, de racines et tubercules et de bananes; plus de sucre.
Pérou	2 233	2 276	—1	62,7	63,8	—1	13,4	13,4	—	Plus de racines et tubercules; moins de céréales.
Uruguay	2 577	2 623	+1	94,1	94,5	+1	62,1	62,1	+1	Plus de racines et tubercules, de sucre et de viande.
Venezuela. . . . .	...	2 210	+2	...	63,2	+4	...	27,8	—	Plus de racines et tubercules et de légumes secs.
EUROPE										
Autriche	2 640	2 610	...	76	76	....	25	30	...	
Belgique-Luxemb.	2 730	2 895	+1	81	85	—	36	41	—	Plus de pommes de terre et de sucre.

... Renseignements non encore disponibles.

ÉVALUATION DE LA VALEUR CALORIQUE ET PROTIDIQUE DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES NATIONALES
MOYENNES, PAR HABITANT, EN 1950/51, 1949/50 ET 1948/49 (suite)

RÉGIONS ET PAYS	CALORIES			PRODITES, TOTAL			PRODITES D'ORIGINE ANIMALE			OBSERVATIONS SUR LES VARIATIONS EN 1950/52
	1948/49	1949/50	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	1948/49	1950/51	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	1948/49	1949/50	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	
	(no par jour)		(%)	(gr. par jour)		(%)	(gr. par jour)		(%)	
Danemark	3 065	3 160	+4	102	102	-2	57	59	-2	Plus de pommes de terre, de sucre, de viande et de matières grasses ; moins de céréales et de fromage.
Finlande	3 070	3 100	...	99	96	...	44	43	...	
France	2 695	2 685	—	98	97	+1	39	41	—	Légèrement plus d'œufs, de lait et de fromage ; moins de viande.
Allemagne (Rép. féd.)	2 525	2 660	+4	81	79	-1	27	33	+6	Plus de sucre, de viande, de lait et de matières grasses ; moins de céréales et de pommes de terre.
Allemagne (Zone soviét.)	2 410	2 460	...	68	72	...	14	19	...	Une certaine amélioration du régime.
Grèce	2 465	2 490	—	74	77	+3	14	19	—	Plus de céréales ; moins de pommes de terre et de matières grasses.
Irlande	3 350	3 340	...	98	97	...	49	50	...	
Italie	2 355	2 370	+3	75	75	+4	19	20	+5	Plus de céréales et de lait, légèrement plus de viande ; moins de pommes de terre.
Pays-Bas	2 990	2 970	+2	83	81	—	40	39	—	Plus de céréales, de viande et de matières grasses ; moins de pommes de terre, de sucre et de lait.
Norvège	2 970	3 135	+2	101	102	+2	52	56	+4	Plus de matières grasses ; légèrement plus de pommes de terre, de viande et d'œufs ; moins de sucre.
Suède	3 070	3 200	-1	95	94	-2	59	60	-2	Légèrement moins de céréales et de viande ; moins de lait.
Suisse	3 095	3 195	+3	94	98	+3	50	52	+2	Plus de pommes de terre et de sucre, légèrement plus de viande.
Royaume-Uni	3 045	3 080	...	89	91	...	43	46	...	
EXTRÊME-ORIENT										
Ceylan	1 920	2 010	+2	43	44	—	11	11	—	Légèrement plus de riz et de sucre, mais moins de blé.

... Renseignements non encore disponibles.

EVALUATION DE LA VALEUR CALORIQUE ET PROTIDIQUE DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES NATIONALES
MOYENNES, PAR HABITANT, EN 1950/51, 1949/50 ET 1948/49 (i v)

RÉGIONS ET PAYS	CALORIES			PROTIDES, TOTAL			PROTIDES D'ORIGINE ANIMALE			OBSERVATIONS SUR LES VARIATIONS EN 1950/51
	1948/49	1949/50	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	1948/49	1949/50	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	1948/49	1949/50	Variation en 1950/51 en % de 1949/50	
	(i. ^o par jour)		(%)	(gr. par jour)		(%)	(gr. par jour)		(%)	
Chine*	2 170	2 020	+10	66	62	+10	5	5	—	Beaucoup plus de riz, de blé et de légumes secs.
Inde	1 620	1 700	—6	42	43	—5	6	6	—	Diminution appréciable du riz et des légumes secs, légèrement plus de blé.
Indochine	1 460	1 560	—	35	37	—	5	5	—	Pas de changement significatif.
Indonésie	1 760	1 880	+3	41	42	+2	5	5	—	Légèrement plus de riz.
Japon	2 050	2 100	+2	50	53	+2	8	8	+10	Plus de sucre, de produits d'élevage et de poisson; moins de protides de légumes secs.
Philippines	1 980	1 970	+4	45	45	+3	10	10	+4	Plus de céréales, de sucre et de poisson.
PROCHE-ORIENT										
Egypte	2 460	2 360	+2,5	71,6	69,6	+2	9,5	9,5	—	Légèrement plus de riz et de sucre.
Turquie	2 500	2 340	+7,0	79,5	73,5	+5	17,9	17,0	+5	Sensiblement plus de viande; plus de lait et de matières grasses.
OCÉANIE										
Australie	3 210	3 210	+2,0	97	98	—	65,8	66,7	+1	Plus de beurre, légèrement plus de produits d'origine animale.
Nouvelle-Zélande	3 150	3 400	—	94	101	—	63,4	65,8	—	Pas de changement significatif.

* Man'ehourle et Formose non compris.

Prix: 1,00 dollar des E.-U.